

UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES
Faculté des Sciences Sociales et Politiques
Département de Science Politique

La société civile environnementale chinoise (2003-2010) :
Étude comparative entre le cas de la rivière Nu dans le Yunnan,
et le cas de la protestation PX à Xiamen.

Mémoire présenté par
Jonathan Tao PEUCH

Sous la direction de
Thierry Antoine KELLNER

Assesseur
Amandine BLED

En vue de l'obtention du grade de
Master en Science Politique, orientation Relations Internationales
Finalité Gouvernance Globale

Année universitaire 2010-2011

Remerciements

En guise d'avant propos, je voudrais saluer et remercier toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont permis la réalisation de ce mémoire : il est à la fois un travail personnel et collectif.

Un grand merci tout d'abord à tous les anonymes qui ont partagé un petit bout de conversation sur le Chine, les mouvements sociaux et l'environnement. Sans ces innombrables paroles que l'on croirait en l'air, cette dissertation n'aurait jamais vu le jour.

Mes sentiments vont surtout à toutes les personnes compétentes qui m'ont permis de faire de ce travail autre chose qu'une bande dessinée : Mesdames et messieurs Huan Qingzhi, Lisa Richaud, Wen Bo, Quing Zhai, Ran Ran, Fengshi, Chu Juan, Yang Guobin, Eric Florence, Laurence Vandewalle ; et surtout à Thierry Kellner pour ses conseils avisés et pleins de motivations qui m'ont soutenu tout au long du parcours, et Amandine Bled pour sa lecture attentive.

Je pense aussi à tous mes amis qui ont du me supporter pendant mes heures de rédactions, de recherche et d'absence ; parmi eux, je remercie particulièrement Martin Van Damme pour avoir été le Dilat Larath de ma recherche ! Mais aussi Antonin Michaud-Sauret pour son soutien, et Lou Taillandier pour rire de situation désespérée !

Et bien sur, la liste ne serait pas complète sans un geste particulier à ma famille, mon père Pascal, ma mère Chantal, mon frère Robin et ma sœur Céline ; et enfin, mes grand-parents Malou et Marcel accompagnés de leur réconfortante verveine maison !

« The slow pace of development for hydro-power is mainly due to the extreme reactions of environmental protection agencies. They have misled the media and overstated the problems which arise from the displacement of residents and the harmful impact on the environment. This has brought additional difficulties to seeking project approval. »

Zhang Boting, Député, et
Secrétaire général de la Société Chinoise d'Ingénierie Hydroélectrique

« There have always been clashes between industrialization and growing demand for an environment of a better quality, with no exception for China and its breakneck economic growth. Every year China has to spend 8-12 percent of its GDP to patch up its environmental cost—land degradation, air and water pollution, desertification... What the government faces, is not only the huge sum of money it has to spend on restoring environmental damage, but also the social unrest launched by the awakening masses. (...) Is the government willing to install wholesome environmental protection mechanism which many fear will be sacrificed on the altar of economic interests? »

Extrait d'un blog contre le projet PX à Xiamen

Table des matières

Liste des Abréviations.....	6
I – Introduction.....	7
I, 1 – Histoires de barrages et de rivières.....	7
I, 2 – État de l'art.....	8
I, 3 – Cadre théorique.....	10
I, 4 – Question de recherche	12
I, 5 - Méthodologie.....	13
II – Cadre d'analyse : l'environnement et la société civile en Chine.....	15
II, 1 - Le contexte environnemental : « Dégâts des eaux ».....	15
II, 1, a – Situation hydrologique de la Chine.....	15
II, 1, b - Risques hydriques et vulnérabilité territoriale.....	16
II, 1, c - Industrialisation et dégradation.....	17
II, 1, d - Politique environnementale chinoise.....	18
II, 2 - De la société civile à l'occidentale.....	20
II, 3 - Une société civile à la chinoise.....	22
II, 3, a - Une communauté, pas un mouvement.....	22
II, 3, b - « La société harmonieuse » de Hu Jitao.....	23
II, 3, c - Conception officielle de la société civile à la chinoise	24
II, 3, d - Catégories officielles et données quantitatives.....	26
III – Première étude de cas : les barrages de la rivière Nu.....	30
III, 1 - Description de l'événement.....	30
III, 2 - Typologie des acteurs impliqués.....	31
III, 2, a – L'État chinois entre la SEPA et la NDRC.....	31
III, 2, b - Les Organisations Locales : Green Watershed.....	33
III, 2, c - Les Organisations Nationales : Friends of Nature.....	34
III, 2, d - Les Organisations Internationales.....	37
III, 2, e - Les médias et les journalistes : Wang Yongchen.....	38
III, 2, f - Les scientifiques et les intellectuels : He Daming.....	40
III, 2, g - Les ONG-Réseaux : International Rivers Network.....	42
III, 2, h - Les artistes.....	43
III, 2, i – Les cyberwarriors.....	44
III, 3 - Chronologie et répertoire d'action.....	46
III, 4 - Analyse du cas de la rivière Nu.....	47
IV – Deuxième étude de cas : la protestation PX à Xiamen.....	50
IV, 1 - Chronologie de l'événement.....	50
IV, 2 -Typologie des acteurs mobilisés.....	51
IV, 2, a - Le comportement des autorités.....	51
IV, 2, b - Le rôle des scientifiques.....	53
IV, 2, c - L'intellectuel et internet.....	54
IV, 2, d - Un mouvement populaire.....	54
V - Perspectives comparatives.....	57
V, 1 - Points communs et divergences.....	57
V, 1, a – L'implication de la population.....	57
V, 1, b - Scientifiques et intellectuels.....	58
V, 1, c - Les nouvelles technologies.....	58
V, 1, d - Internationalisation.....	59
V, 1, e - Médiatisation.....	59
V, 1, f - Institutionnalisation.....	60
V, 2 – Les facteurs de mobilisation.....	61

V, 3 – Quel mouvement environnementaliste en Chine ?.....	63
VI - Conclusions.....	66
Bibliographie.....	69
Annexes.....	73

Liste des Abréviations

CPPCC	Chinese People's Political Consultative Conference
CRAES	China Research Academy of Environmental Science
ENGO	Environmental Non-Governmental Organization
EIA	Environmental Impact Assessment
INGO	International Non-Governmental Organization
MOCA	Ministère des Affaires Civiles
NDRC/CNDR	National Development and Reform Commission/Commission Nationale pour le Développement et les Réformes
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PCC	Parti Communiste Chinois
SEPA	State Environmental Protection Administration
UNESCO	United Nation Educational, Scientist and Cultural Organization
YEPA	Yunnan Provincial Environmental Protection Agency

ONGs

BGV	Beijing Global Village
CBIK	Center for Biodiversity and Indigenous Knowledge
CI	Conservation International
FON	Friends Of Nature
IRN	International Rivers Network
GEV	Green Earth Volunteers
GWS	Green Watershed

I – Introduction

I, 1 – Histoires de barrages et de rivières

L'imaginaire chinois est rempli des choses de la nature. En témoignent les poèmes, les peintures, les mythologies. On prêta longtemps des dieux aux rivières, et des Roi-Dragons aux fleuves. Shie Tao, artiste chinois du XVII^e siècle, donne à l'eau actions et qualités humaines, et peint les cascades tombées des monts sacrés¹. Ailleurs, dans un mythe ancien, une grande crue du fleuve Yangsté causée par Gonggong, le génie des Eaux, dévasta les régions au nord de la Chine : c'est pourquoi l'empereur Yu Le Grand creusa le lit de ce Géant Jaune pour orienter sa descente vers l'Est, dans le déversoir de la mer de Chine... Ces histoires fabuleuses nous racontent que l'aménagement de l'espace par la régulation des eaux est une constante de l'histoire et des mythologies chinoises. Or ce mouvement n'est pas achevé à l'aube du XXI^e siècle, car le contrôle de l'eau se révèle être un enjeu majeur dans la marche de la Chine vers le développement.

Dans le Sud de la Chine, près de la Birmanie, à l'Est du plateau tibétain, existe la région des Trois Rivières Parallèles : il s'agit des rivières ou fleuves Lancang (Mekong), Nu Jiang (« Colère » en chinois, Salouen en français) à l'Ouest, et Jinsha (Yangtsé) à l'Est². Classée de manière géographiquement fragmentaire au Patrimoine mondial par l'Unesco, à partir de 2000 mètres d'altitude³, elle attise les projets pharaoniques de Pékin, qui, à leur tour, suscitent la crainte de la population chinoise. La Chine a besoin de l'énergie électrique pour alimenter ses usines et les foyers domestiques, et cette énergie ne doit pas émettre de gaz carbonique, afin d'atteindre les objectifs annoncés dans l'arène internationale (régime international sur le changement climatique). Cela n'en fait pas de l'hydroélectrique une énergie propre. Les barrages d'exploitation menacent les populations locales et les écosystèmes naturels, deux milieux fragiles et délicats à préserver d'après les opposants aux projets hydroélectriques.

En 2003, le cas du barrage de Dujiangyan sur le Lancang fit polémique. L'ONGE *Green Earth Volunteers*, basée à Pékin, entendit parler de ce projet hydroélectrique. Or, ce dernier menaçait de submerger un ancien site archéologique classé à l'UNESCO contenant l'un des plus vieux systèmes d'irrigation au monde encore en activité. Deux activistes, dont une journaliste, commencèrent à écrire des articles sur cette « violation honteuse » (*truly shameful violation*)⁴. La polémique prit rapidement une ampleur nationale puis déborda des frontières, si bien que le 29

1 BOURZAT, Catherine (2008) *Mythologies et imaginaire du monde chinois*, Édition Marabout, Paris. Les références mythologiques sont issues du même ouvrage. « L'eau n'est dépourvu ni d'action ni de qualités. En ce qui concerne l'Eau : par la vertu, elle forme l'immensité des océans et l'étendue des lacs ; par la Droiture, elle trouve l'humilité descendante et la conformité à l'étiquette ; par le Tao, elle meut sans trêve ses marées ; par l'Audace, elle fraye sa marche décidée et son impétueux élan ; par la Règle, elle apaise à l'unisson ses tourbillons ; par la Pénétration, elle réalise sa lointaine plénitude et son universelle atteinte ; par la Bonté, elle accomplit son jaillissement clair et sa fraîche pureté ; par la Constance, elle ramène immanquablement son cours vers l'Est. » p. 42.

2 Voir Carte, Annexe 1.

3 <http://whc.unesco.org/en/list/1083>

4 D'après l'interview de Wang Yongchen (que nous retrouverons plus tard), juin 2010
<http://eng.greensos.cn/ShowArticle.aspx?articleId=517>

août, le gouvernement provincial du Sichuan suspendu le projet. Cette victoire resta marquée dans les mémoires comme celle qui gagna, la première, grâce à l'opinion publique.

Notre recherche propose de comparer deux événements qui peuvent être considéré comme symbolique du « mouvement environnementaliste chinois » : premièrement, la mobilisation contre la construction de 13 barrages sur la rivière Nu, et secondement, une protestation contre l'implantation d'un complexe industriel dans la ville de Xiamen, ville portuaire du Sud-Est Chinois.

I, 2 – État de l'art

Deux thématiques majeures se recoupent dans ce mémoire : l'environnement et la société civile - dans les deux cas, en Chine. Elles sont abondamment commentées par des chercheurs, souvent anglo-saxons sous le terme de *Environmental Politics*. Néanmoins le champ est relativement nouveau (fin des années 1990) et sujet à de profondes transformations. L'état de l'art que nous proposons cite les auteurs de référence et les principales directions qu'ils empruntent. Pour une revue du champ de recherche, il est intéressant de se reporter à l'article exhaustif de Weng Fushi (2009) de l'université de Hong Kong⁵.

Des ouvrages généraux sont intéressants pour comprendre le contexte politique et social nécessaire à notre étude. Celui de Jean-Louis Rocca, *La Condition Chinoise*, est incontournable, de même que celui de Cabestan, *Le système politique de la Chine populaire* (1994), pour une approche du développement historique du système politique chinois, même s'il a vieilli.

Sur le développement d'une société civile chinoise, bien que le concept soit problématique, citons Yongnian et Fewsmith (2008) pour une introduction efficace. L'idée est de comprendre l'influence de ces acteurs sur le régime de l'État chinois par l'autonomisation croissante de groupes sociaux. Les auteurs restent pourtant encore relativement pessimiste quant à la force de ces ONG à contrebalancer le pouvoir étatique : les intellectuels semblent persuadés que coopérer avec le gouvernement est plus efficace que de s'y opposer, surtout depuis Tiananmen; les organisations sont prises dans un étroit filet institutionnel lancé par l'État, qui les en rend dépendant, notamment pour l'obtention du statut officiel de structure sans but lucratif qui permet le subventionnement des ONG. Parmi les articles qui se focalisent sur le rôle des ONG : Ma (2002) propose une socio-génèse des organisations en Chine depuis 1978; le rapport entre la société civile et l'État chinois a été commenté du point de vue des ONG étrangères (White & Hsia 2002), du contrôle de l'État sur la société (Kang & Han 2008), du poids de la société civile dans la mise à l'agenda des politiques publiques (Shaoguang 2008), de l'influence de la société civile dans le processus démocratisation du régime (Ho 2007).

L'état de l'environnement préoccupe de nombreux chercheurs, d'autant que le phénomène est couramment commenté par les quotidiens. Un consensus semble exister sur le fait que le développement économique de la Chine entraîne des dégradations sans précédent sur son propre territoire. Les conséquences ne s'arrêtent pourtant pas aux frontières, et les

5 WENG Fushi (2009) « *Environmental Politics in China : An Issue Area in Review* », in : *Journal of Chinese Political Sciences*, Vol. 14, Hong-Kong, 24 pages.

problèmes environnementaux chinois concernent à la fois ses voisins directs, et à la fois l'ensemble de la planète comprise comme méga-écosystème. Les travaux de Elisabeth Economy font référence à cet égard (2004; Economy & Lieberthal 2007). Des études de cas sont aussi intéressantes, comme celle de Bryan Tilt et Pichu Xiao (2007) qui porte sur les efforts de l'État chinois pour assurer un développement durable dans une région rurale.

Le point de vue particulier du mouvement environnementaliste chinois rentre davantage dans le fond de notre questionnement. Si les avis sont divergents quant à la nature et à l'influence de cette sphère verte chinoise, tous sont d'accord pour établir sa croissance et son importance récente. Les plus optimistes voient dans les récents développements sociaux et environnementaux un changement fondamental du régime chinois (Guobin & Calhoun 2007). D'autres se font plus prudents, et remarquent l'absence de confrontations violentes lors des mobilisations, tout en soulignant l'émergence d'une habitude environnementaliste, notamment chez les étudiants de l'université de Pékin (Stanley & Yuang 2006). Pour Jonathan Schwartz, les relations entre les ONG et l'État chinois resteraient étroites au point de ne pas apparaître véritablement comme un contre pouvoir, mais comme une prolongation de son expertise, soulignant les limites des ONG environnementales (Schwartz 2004). Pour Yang Guobin, il serait simpliste de limiter les dynamiques institutionnelles des ONG chinoises à l'État : les médias, internet, et les ONG internationales seraient également des acteurs clés et intéressants qui élargirait les possibilités et l'autonomie des organisations environnementales (YANG 2005). L'ouvrage de Lie Xei (2009), *Environmental activism in China*, présente une étude complète sur la question des organisations environnementales en Chine. L'auteure dresse un tableau historique du développement des ONG en Chine depuis 1992, puis applique sa réflexion à quatre localités très différentes : Pékin, Shanghai, Panjin (Liaoning), Xiangfan (Hubei). Ses conclusions indiquent un réseau dense d'organisations, structurées autour de personnalités politiques et charismatiques influentes. Cette approche individualisée est originale et convaincante. Elle souligne, elle aussi, la faible volonté de s'opposer à l'État, la place limitée laissée par l'État aux ONG, et, par ailleurs, la variété des motifs de mobilisation (biodiversité, pollution de l'air et des sols, promotion d'une éthique environnementale, et, rejoignant notre travail, les constructions hydro-électriques).

Notre premier cas d'étude porte sur la campagne de la rivière Nu qui commença en 2003 et n'est pas encore terminée. Il est peut-être l'événement écologique le plus commenté par les chercheurs, et de nombreux travaux de mémoire ou de thèse y sont consacrés. Commençons par citer un Working-Paper de Michaël Busgen (2006) qui est extrêmement bien documenté. Il examine le rôle des ONG dans la campagne sur toute la durée des événements, et analyse notamment leur rapprochement dans le temps, jusqu'à former le *China River Network*, une ONG-réseau chinoise. Andrew Mertha est probablement la principale référence pour l'étude des rivières et de leurs barrages en Chine. Son livre *China's Water Warriors* (2008) est la référence sur la question. Il y expose trois différents cas de protestation contre la construction de barrage : Pubugou, Dujiangyan et Nujiang. D'autres de ses articles sont très intéressants : « Fragmented

Authoritarianism 2.0 » sera exploité dans le cadre théorique de notre mémoire ; dans son article « *Unbuilt dams* », il propose une comparaison entre un cas chinois, un cas aux Etats-Unis et un cas en Australie. Kristen McDonald (2007) écrit une thèse sur la pluralisation des acteurs dans la vallée. Son argument est de dire que malgré une pluralisation des acteurs suite à la participation des ONG chinoises, il n'y eut pas de démocratisation de l'accès aux prises de décision. Les ONG restent élitistes, et les autorités continuent de détenir les rênes du pouvoir. Le mémoire d'une jeune chercheuse de l'université de Hong-Kong, Mei Chen (2010) s'intéresse à la participation du public dans la campagne de la rivière Nu. Il nous a fourni un développement clair et précis des événements ; toutefois, il n'est pas publié. Enfin, pour terminer cette revue de la littérature de la rivière Nu, citons l'article de Brown et Yu (2010) qui s'est penché sur le déplacement des populations et leur relocalisation. Leurs conclusions pointent le fait que les normes promises par le gouvernement n'ont pas été respectées, et que les allocations de compensation n'ont pas été à la hauteur des attentes de la population.

Le second cas de notre dissertation est beaucoup moins étudié. Notre travail se basera en premier lieu sur la thèse de la Professeure Ran Ran de l'Université Renmin de Pékin. L'interview que nous avons eu avec elle a été très instructif, et malgré le manque de recoupement de source, nous avons choisi de prendre les événements de Xiamen en second exemple. Le cœur de sa thèse est d'expliquer les lacunes des politiques environnementales chinoises en terme d'implémentation des lois. Si les décisions prises au niveau du gouvernement central vont dans le sens d'un renforcement de la législation environnementale, les faits sur le terrain ne sont pas aussi brillants. Ran Ran se demande comment peuvent être améliorées les surveillances de projet et le respect des normes en vigueur. L'exemple de Xiamen illustre la manière dont le public permet le suivi des implantations de projet. Nous avons aussi utilisé des sources primaires abondantes sur internet, comme des blogs ou des articles de journaux.

Le principal manque que cet état de l'art met en évidence concerne le manque d'approche transversale sur la question d'un mouvement environnemental chinois : en effet, les travaux restent cantonnés à des approches à thème unique, comme les barrages. Notre étude voudrait comparer deux événements très différents, mais qui sont tous les deux considérés comme des moments exceptionnels, de par leur réussite, du mouvement environnemental chinois. Nous pensons qu'un tel recoupement éclairerait d'un œil neuf les évolutions de la société civile chinoise, et leurs facteurs qui conditionnent ses succès.

I, 3 – Cadre théorique

Notre cadre théorique se base sur une approche pragmatique des mouvements environnementaux en Chine : c'est à partir de l'analyse du réel et de ses manifestations que nous tirerons des conclusions sur la nature du concept étudié. Pour analyser les données que nous avons récoltées, nous avons utilisé des concepts de la théorie des mouvements sociaux, et

surtout l'approche d'Andrew Mertha dite de la fragmentation⁶.

De la théorie des mouvements sociaux⁷, nous utiliserons les concepts d'organisation d'une mobilisation, de leadership et surtout de création d'un mouvement. Comment celui-ci commence ? Où est-ce que celui-ci se termine ? Quels sont les éléments structurants, les outils utilisés et les personnalités marquantes de l'événement ? Nous nous intéresserons à l'action des mobilisés compris au sens d'action publique, d'action collective. Qui sont les acteurs de la mobilisation, et en quoi sont-ils des acteurs, autrement dit, qu'elles sont leurs actions et leurs motivations ? Une importante partie de notre dissertation relèvera donc d'une sociologie de l'action publique, puisqu'il va s'agir de comprendre comment et pourquoi ceux qui se positionnent publiquement le font. Le contexte chinois pose bien évidemment toute une série de contraintes que nous essayerons d'élucider.

La perspective de Charles Tilly⁸ ne nous quittera pas, même s'il serait borné de chercher à adapter sa théorie dans un contexte si différent de celui de sa pensée. Nous retiendrons son concept du répertoire collectif d'action, et son idée corrélée qui consiste à dire que l'espace qu'occupe un mouvement social est principalement celui qui est toléré et permit par les autorités de l'État. Ainsi, les moyens mis en œuvre par les acteurs du mouvement environnemental en Chine est déterminé en grande partie par l'espace de liberté et d'expression qui n'est pas contrôlé par l'État.

La question de la nature de l'État devra donc être abordé à travers l'analyse de son comportement dans les cas étudiés. Nous nous baserons ici sur les travaux d'Andrew Mertha, et principalement l'idée d'une « fragmentation de l'autorité ». Celle-ci consiste à dire que le développement politique de la Chine se dirige vers une fragilisation de l'unité de l'État : l'ancien bloc monolithique et vertical, issu de la période de Mao, se fragmente suite à l'application des Réformes voulues par Deng depuis 1978. En effet, nos résultats recoupent cette approche de Mertha, puisque nous relevons un conflit interne à l'État entre deux de ses administrations : celle chargée du développement économique, et celle chargée de la protection de l'environnement.

Nous devons aussi nous attarder sur le concept de société civile, que nous discuterons dans la seconde partie de notre dissertation. Ce concept est flou et problématique, et la lecture de l'état de l'art ne nous a pas permis de dénicher une définition adéquate. Nous utiliserons ce terme au sens large et compréhensif, c'est-à-dire englobant les acteurs politiques non-étatiques. Nos résultats ici aussi iront à l'encontre d'une définition bien cadrée de ce que nous devons entendre par société civile en Chine. Notre recherche conduira à parler de communauté d'acteur multiple. Mais cette incertitude théorique sur le concept nous suivra tout au long de notre travail.

Toujours d'un point de vue théorique, nous suivrons les conseils de Jean-Louis Rocca qui prêche une approche critique des concepts qui structurent le monde occidental : la modernité, la

6 MERTHA, Andrew (2009) « Fragmented Authoritarianism 2.0: Political Pluralization in the Policy Process », in : *The China Quarterly*

7 Pour une introduction à la théorie des mouvements sociaux, nous utiliserons l'ouvrage de synthèse d'Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, 2005

8 TILLY Charles, *Social Movements (1768-2004)*, 2004.

rationalité, le libéralisme, le capitalisme ne doivent pas être compris et superposé à notre vision de la Chine. Les concepts évoluent dans le temps, l'histoire, l'espace. Les concepts sont d'une nature différente lorsqu'ils sont adaptés à une société différente, autrement dit, ils perdent tout leur caractère explicatif et ne peuvent être utilisés que dans une perspective comparative. Nous essaierons de comprendre la société chinoise comme un contexte particulier, en relation avec les autres systèmes politiques et sociaux, mais possédant sa logique propre. Notre travail ne pourra esquiver la question de l'influence du régime international de l'environnement sur les politiques internes chinoises, puisqu'il est, d'après hypothèse, un motif de réforme environnemental et industriel pertinent. La gestion écologique du territoire est une problématique commune à tous les pays de la planète, et les engagements internationaux de la Chine à cet égard sont regardés par les agences internationales et les ONG. Nous aborderons cette question dans la seconde partie de la dissertation.

I, 4 – Question de recherche

Notre mémoire s'insère dans un champ étroit et balisé scientifiquement. La Chine sera, au moins aux yeux de nombreux chercheurs américains, le principal moteur des changements qui s'opéreront dans le siècle qui avance. Seconde puissance mondiale, géant régional asiatique, elle est parfois considérée comme une potentielle alternative, au côté des autres BRICS⁹, à l'hégémonie occidentale sur le déclin et menacée par une inquiétante crise financière. Pourtant, la méconnaissance des difficultés internes de l'Empire du Milieu est flagrante, et propre à susciter des fantasmes quant à la stabilité réelle du pays.

Notre mémoire se borne à saisir l'émergence de ce que nous appellerions en Europe une société civile au sein d'un régime semi-autoritaire. Le concept est d'origine anglo-saxonne (*semi-authoritarian*) et s'applique idéalement aux régimes d'Afrique ou d'Amérique Latine. Par exemple, Marina Ottaway¹⁰ l'applique à certains pays du Proche-Orient, Mathieu Hilgers¹¹ au Burkina-Faso. Par semi-autoritaire, il faut entendre un régime politiquement muselé mais qui laisse une porte ouverte vers la pluralisation des acteurs sociaux. Autrement dit, l'opposition est interdite, mais la critique est autorisée ; et passer de l'une à l'autre n'est que du ressort des autorités d'État. C'est un mélange de démocratie et de dictature. Dans cette fenêtre ouverte et prête, sans cesse, à se refermer, la critique sociale s'élabore, les organisations se structurent et les participants s'éduquent mutuellement, en avançant, prudent et toujours voilé, en deçà de la censure.

Notre recherche se positionne dans le champ environnemental, d'une part parce que des travaux de recherche sont déjà menés sur la question bien que sans l'épuiser, d'autre part, parce que le bourgeonnement civile semble plus luxuriant dans ce champ qu'ailleurs, enfin parce que la problématique environnementale est transnationale, et par conséquent plus facilement saisissable à nos yeux.

L'enjeu théorique de notre travail sera de comprendre en quoi les événements que nous

9 Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud (South Africa)

10 OTTAWAY, Marina, *Democracy challenged : the rise of the semi-authoritarianism*, éd. Carnegie, New-York, 2003, pp 256.

11 HILGERS, Mathieu, MAZZOCHETTI, Jacinthe, *Révoltes et opposition dans un régime semi-autoritaire : le cas du Burkina-Faso*, éd. Karthala, Paris, 2010, pp 320.

allons étudier, barrages du Yunnan et usine de Xiamen, peuvent constituer des challenges pour le système politique chinois. Notre hypothèse théorique est un complément au concept d'Andrew Mertha de fragmentation de l'autoritarisme. Nous pensons que l'espace créé par les tensions naissantes entre les différentes administrations de l'État peuvent constituer des fenêtres d'opportunité pour les acteurs mobilisés dans les événements. Ces failles sont aussi nécessaires au déroulement du système politique, parce qu'elles peuvent être comblés par l'action de nouveaux acteurs, comme les ONG ou les Policy entrepreneurs qui sont des personnes investis dans une cause. Finalement, la fragmentation du système politique entraînerait une pluralisation des acteurs politiques et ouvrirait des portes à ceux qui attendent sur le seuil.

La problématique qui guidera l'ensemble de notre recherche est la suivante : les acteurs contestataires impliqués dans les deux études de cas environnementaux que nous comparons (barrages sur la rivière Nu et complexe industriel à Xiamen) sont-ils suffisamment organisés et indépendants pour signifier une pluralisation politique du système chinois ?

I, 5 - Méthodologie

La méthode que nous avons appliquée pour mener à bien cette recherche se base principalement sur une approche pragmatique et comparative entre deux études de cas. Cette dualité devrait permettre de ne pas confondre le particulier avec le général. Elle est un garde fou contre les dérives de l'imagination.

Les données qui forment le soubassement de notre mémoire a plusieurs origines : des sources primaires, issus de la lecture de journaux, de conférences, de rapports d'institution internationale et surtout d'interview mené à la fois en Belgique (Bruxelles et Liège) et en Chine (Pékin), à l'occasion d'un stage de recherche d'un mois et demi, de mi-juin à fin-juillet 2011. Ce stage aura permis, d'abord, de se familiariser avec le contexte civilisationnel chinois, ensuite, avec la recherche universitaire chinoise sur le sujet, en accédant par exemple à des travaux de chercheurs indisponibles ou rares en Europe ; - enfin, en interviewant des personnalités sur le terrain, fournissant un point de vue aiguisé et pragmatique. Nous fournissons également un travail de synthèse sur les sources secondaires dont les principales ont été cités dans l'état de l'art.

Les interviews ont pris la forme d'entretiens semi-directifs. Nous nous sommes basé à chaque fois sur un formulaire de question qui servait de ligne directrice. En même temps, nous ne nous sommes pas restreints aux questions préparées, et avons essayé de rebondir vers les perspectives que la personne interviewée lançait et semblait maîtriser particulièrement, d'après leur réaction ou la lecture préparatoire de leurs travaux. C'est dans ces phrases volantes que se sont trouvés les éléments marquants et significatifs d'une rencontre. Le nombre des interviews n'est pas très élevés, et se limite à 4. Nous n'avons bien entendu pas considéré comme des interviews des discussions faites à la volée, même avec des spécialistes. Des synthèses des interviews se trouvent dans les annexes.

La lecture régulière de journaux a également constitué une part importante du travail, ainsi que de newsletters. Les magazines scientifiques consacrés à la politique chinoise sont

nombreux. Le recoupement et l'analyse de ces sources primaires à l'aide des articles scientifiques constituent la part la plus importante de ce travail de recherche ; cette présentation finale en est l'aboutissement.

Les difficultés auxquelles nous avons dû faire face sont plurielles. D'abord, la langue a été une barrière, car de nombreux documents en chinois ne nous sont pas compréhensibles. Notamment, la lecture de tract ou de blog a été impossible à cause de cela. Heureusement, la grande majorité des Chinois que nous avons eu à contacter, que ce soit par e-mail ou en tête à tête, parlés anglais. Secondement, une faiblesse de cette méthodologie vient du fait que nous avons choisi d'étudier deux événements où les mouvements furent finalement une réussite. Cela vient du fait que les travaux scientifiques sont plus nombreux dans ces cas là : il semblerait que la déception des militants n'encourage pas à l'investissement des chercheurs. De plus, notre travail possède des contraintes formels que nous ne pouvons esquiver, et notamment sa longueur. La dernière difficulté a sans doute été dans la préparation du stage de terrain qui m'a pris beaucoup de temps. Ce séjour a été très productif pour réduire la distance entre l'objet étudié et l'étudiant, mais aussi pour rencontrer les personnes sur place. Le réseau universitaire chinois est ainsi fait que détenir une clé permet d'ouvrir plusieurs portes.

Nous commencerons par un approfondissement de la situation environnementale et sociale en Chine, afin de poser des cadres cohérents à notre recherche. Puis nous analyserons l'un après l'autre les deux cas proposés, en s'efforçant à chaque fois d'établir une typologie des acteurs mobilisés. La dernière partie de notre dissertation sera une réflexion comparative d'après les résultats donnés par les études de cas. Nous concluons en détaillant nos résultats concernant la nature, l'influence et les enjeux de la communauté environnementaliste en Chine.

II – Cadre d'analyse : l'environnement et la société civile en Chine

Le contexte particulier qui encadre notre enquête doit être précisé, puisque c'est dans cette cohérence que nos études de cas se développent. Parce qu'il nous est impossible de dresser un tableau complet de l'environnement en Chine, nous nous limiterons à une seule thématique, celle de l'eau. Nous avons trouvé plus intéressant de nous concentrer sur ce sujet afin d'en établir les tenants et les aboutissements. Nous commencerons par une présentation de *l'état des dégradations des eaux en Chine*, ce qui nous permettra de saisir les enjeux environnementaux auxquels sont confrontés les autorités. Nous nous préoccupons ensuite du concept de la société civile, en déclinant plusieurs définitions. Notre dissertation apportera, dans ses conclusions, à partir des états de cas, l'état de l'organisation du milieu environnementaliste.

II, 1 - Le contexte environnemental : « Dégâts des eaux »

II, 1, a – Situation hydrologique de la Chine

La situation hydrologique de la Chine est, à première vue, des plus avantageuses. Voici comment la présente Alexandre Taithe (2007) : « Les 9.6 millions de km² du territoire chinois abritent plus de 50 000 cours d'eau dont le bassin dépasse les 100 km², et plus de 1 500 dont le bassin hydrographique atteint les 1 000 km¹². » Le bassin hydraulique du fleuve Yangsté est, à titre de comparaison, 24 fois plus grand que celui de la Seine (1 800 000 km², contre 75 000 m²). Ces fleuves naissent généralement dans l'Himalaya et dans les montagnes de l'Est. La Chine apparaît en fait comme une sorte de château d'eau de l'Asie, puisque de très nombreuses sources situées sur son territoire alimentent le Laos (Mekong), le Pakistan (Tarim), l'Inde (Brahmaputra), mais aussi le Kazakhstan ou la Russie¹³.

Les précipitations sont également très importantes, bien que diversement réparties sur le territoire, ce qui rend l'accès à l'eau potable difficile pour plusieurs régions. Le Sud-Est connaît les moussons, avec ses irrégularités annuelles, et le Nord-Ouest est un désert immense, celui de Gobi. Cependant, les disparités et les nuances présentes sur ce quasi-continent rendent les situations géographiquement hétérogènes. Les zones arides sont en état de carence absolue (-500 m³/an/habitant), et la moyenne nationale (1800 m³/an/habitant) n'est pas loin du seuil de stress hydrique (1700 m³/an/habitant). Le Tibet peut se comprendre comme un réservoir pour le reste de la Chine, parce que les eaux disponibles sont très élevées (glacier, précipitation, faible

12 TAITHE, Alexandre (2007) « L'eau, facteur d'instabilité pour la Chine », Fondation pour la Recherche Stratégique.

13 Cette situation met de nombreux États asiatiques en situation de dépendance vis-à-vis de la Chine : celle-ci possède les sources et pourrait « fermer les robinets ». En l'absence de réglementation internationale claire, ce risque doit être pris au sérieux, mais les marges de négociation sont étroites face à « l'Empire du Milieu ». Voir : HEIM, Alexandre (2010) « *La Chine, son eau et ses voisins* », Institut des Relations Internationales et Stratégique.

densité de population)¹⁴. Ces divergences obligent à de grands travaux d'irrigation, et d'aménagement pour les crues : l'eau est à la fois une chance et un risque.

II, 1, b - Risques hydriques et vulnérabilité territoriale

Il semblerait que l'accès à l'eau potable serait les chevilles d'argile du grand dragon qu'est la Chine. Deux facteurs expliquent cette vulnérabilité : *l'augmentation des besoins* des villes, de l'agriculture et de l'industrie d'un côté, *la dégradation des ressources disponibles* de l'autre.

Les villes chinoises sont immenses et accueillent 44% de la population en 2007. Leur alimentation en eau est délicate, notamment dans le Nord du pays, dans la région de Pékin. La situation de la capitale est d'ailleurs des plus préoccupantes¹⁵. « En ville, les pénuries sont courantes. En 2003, 400 des 669 villes chinoises de plus de 100.000 habitants ont manqué d'eau, dont 16% sérieusement. À l'été 2000 déjà, un sévère rationnement de l'eau avait été imposé dans plus de 100 villes du Nord de la Chine¹⁶. »

L'industrie est le nerf du développement économique de la Chine, garantie 50% de son PIB et sa croissance dantesque. Son efficacité hydraulique est pourtant extrêmement préoccupante, parce que inefficace. « En 2003, la Chine utilisait 385 m³ d'eau pour 1.000 dollars de PIB produits, soit quatre fois plus que la moyenne mondiale¹⁷. » Ce type de donnée présage une amélioration générale possible de la situation, par des avancées technologiques, mais aussi la modernisation des réseaux de distribution des eaux.

L'agriculture est traditionnellement un secteur demandeur en eau : en Chine, elle dépend de l'irrigation des terres plutôt arides à partir des grands fleuves, artères du territoire. « L'agriculture reste de loin le principal consommateur d'eau en Chine où l'irrigation couvre plus de 60 % des terres cultivées. Dans le Sud, la culture du riz impose l'immersion des champs. Pourtant la situation la plus préoccupante demeure ici encore dans les provinces à blé du Nord, où le déficit hydrique pour l'agriculture était estimé à 30 km³ en 2003¹⁸. » On assiste néanmoins à une diminution chronologique de la consommation d'eau par le secteur agricole. Par ailleurs, d'après la Banque mondiale qui s'appuie sur des informations de la FAO¹⁹, les systèmes d'irrigation resteraient encore archaïques : ils perdraient 60% de l'eau transportée, alors que, pour comparaison, les pertes sont de 20 à 30% dans les pays développés.

14 ZONGXIA, Cai (2004) « Les ressources en eau et leur gestion en Chine », in : *Géocarrefour*, Vol. 79/1.

15 HEIM, Alexandre (2010) *Ibid.* « En 2002, alors peuplée de 13 millions d'habitants, la municipalité a consommé 3,6 km³ d'eau, soit moins de 300 m³ par habitant alors que la disponibilité en eau renouvelable était de 128 m³. Aujourd'hui, la municipalité de Pékin compte plus de 17,5 millions d'habitants. Afin de faire face aux déficits, les nappes souterraines non-renouvelables sont surexploitées, fournissant à la ville 75 % de sa consommation totale. En résulte un abaissement des tables d'eau souterraine, de -13,2 m en 1996 à -14,8 m en 1997, soit une diminution du stock d'environ 768 millions de mètres cubes par année. La ville manquerait de 170 à 330 millions de mètres cubes par an. De plus, avec cette diminution de la masse souterraine, la ville connaît un affaissement de terrain à un rythme de 10 à 20 mm/an. »

16 HEIM, Alexandre, *Ibid.*

17 HEIM, Alexandre, *Ibid.* p.14.

18 HEIM, Alexandre, *Ibid.* p.15.

19 Aquestat est le système d'information sur l'eau et l'agriculture de la FAO.

La pollution reste le principal problème des ressources en eau de la Chine, pendant que la hausse des besoins entraîne une surconsommation des ressources disponibles²⁰. La plupart des fleuves et des rivières sont pollués, notamment à cause du fait que le recyclage et le traitement des eaux ne sont pas appliqués convenablement. Une seconde raison est l'utilisation intensive des pesticides par l'agriculture, qui pollue les cours d'eau et les nappes phréatiques. Troisièmement, les eaux de consommation domestique sont généralement rejetées sans plus de procédure. Le dernier facteur expliquant la pollution des eaux en Chine est l'industrie (voir infra), et en premier lieu les usines à papier et la pétrochimie.

Une étude nationale de l'état de la pollution des eaux en Chine a finalement abouti en 2010. Elle recense 5,9 millions sources de pollution, qu'elle a classé en quatre catégories, qui recourent celle donnée par Franck Galland (2009) : industrie, agriculture, ménage et la concentration spatiale des centres de traitement. Elle met en lumière le fait que la pollution agricole est la plus importante, car présente sur tout le territoire, tandis que, du fait de la concentration des zones industrielles, celles-ci touchent des espaces plus limités. Selon l'étude, « l'eau souterraine est contaminée dans environ 90 % des villes, 26 % de l'eau de surface est complètement inutilisable, 62 % est impropre pour les poissons et 90 % des cours d'eau traversant les villes sont pollués.²¹ » Le gouvernement se serait donné un an pour élaborer un plan pour renverser la situation.

II, 1, c - Industrialisation et dégradation

Pour terminer cette excursion géographique, il est intéressant de nouer scientifiquement un lien entre l'industrialisation économique et les dégradations environnementales. Une étude chinoise, proposée par l'Université de Pékin, montre une claire corrélation entre les industries et la distribution spatiale de la pollution des eaux²². Elle établit aussi, parmi les industries observées, lesquelles sont les plus polluantes dans la région du bassin fluviale de la rivière Haihe en 2005 : « *The results show that the industrial structural pollution is obvious, the major pollution industries are paper-making, chemistry and spinning.* » Le tableau suivant reprend la plupart de leurs résultats concernant la contribution des industries à la pollution de la rivière.

Le lien entre la location géographique des industries et la pollution de la rivière s'établit par l'utilisation d'un outil statistique spécifique, le « Coordination Rate », qui ramène à un chiffre les deux facteurs (1 établissant le rapport significatif, >1 un rapport très fort, et <1 un rapport plus faible). La corrélation est très haute pour les 5 plus grandes villes : « *The coordination rates between economic development and industrial pollutants discharge in Haihe River Basin indicate the spatial variation. In Beijing, Tianjin, Changzhi, Jinzhong and Yangquan City, the coordination would be better, while the coordination in Baoding, Cangzhou, Binzhou, Xinxiang and Xinzhou City was worse. The coordination rates of other 21 cities ranged from 0.5 to 1 generally.* » Ainsi, le développement industriel et économique des villes sont en corrélation étroite avec l'état de la

20 GALLAND, Franck (2009) « Géopolitique de l'eau », in : Monde Chinois, 136 p.

21 HEIM, Alexandre *Ibid.* p.10.

22 WANG Xiqin, JI Yan, LEI Ting (2009) *Analysis on Characteristics of Industrial Pollution and its Spatial Distribution in Haihe River Basin.*

pollution des eaux dans le bassin fluvial de la capitale chinoise. L'article ne se contente pas, pour autant, de limiter les sources de la pollution des eaux à l'industrie, mais la classe, hiérarchiquement, comme la plus importante : « We reveal that the main impact factors in order are industrial wastewater discharge amount, industrial output value, the ratios of the secondary and tertiary industries, urbanization rate, GDP per capital, the total population. »

Ces propos démontrent l'existence d'un lien général entre le développement économique et l'impact environnemental, qui, bien qu'il puisse sembler évident au premier abord, ne devait pas être pris comme argent comptant. Nous devons garder ce lien en tête, car il est essentiel à notre essai : il faut que l'une des sources de la pollution et des dégradations environnementales soit anthropique pour que les hommes puissent se sentir concernés et responsables, jusqu'à se manifester comme préoccupé de l'état des choses et de leur monde.

II, 1, d - Politique environnementale chinoise

Ce bref état des lieux concernant l'état de l'environnement en Chine, et plus particulièrement dans le domaine qui nous intéresse, l'eau et l'énergie hydraulique, doit être complété par une description et une analyse des politiques environnementales chinoises. Cette démarche nous permettra de mieux saisir le positionnement d'un des personnages les plus importants de notre travail, l'État ou les autorités.

La politique environnementale débute en Chine en 1973, par l'énoncé d'un principe stratégique sur la protection de l'environnement. Ce genre de principe ne fait pas de l'objet de la réglementation une contrainte, mais une perspective. La première conférence nationale sur la protection de l'environnement a lieu en août de la même année. Son contenu est le suivant²³ :

« Planification d'ensemble, arrangement rationnel, utilisation à des fins multiples, transformation de la nuisibilité en utilité, prise de l'appui sur les masses populaires, participation de tout le monde, protection de l'environnement et apport du bonheur au peuple. Cela a marqué le commencement du travail de la protection environnementale au sens actuel en Chine. »

Cependant, ces premiers travaux ne suffiront pas à relever le défi monumental que pose le développement à l'environnement. La croissance extrêmement rapide de l'industrie, de l'urbanisation, des transports, etc. a atteint le stade où les rejets humains dépassent les capacités d'absorption et de recyclage de des écosystèmes de Chine. Cette première préoccupation est relayée par le fait que ces dégradations coûtent chers à tous les points de vue : économiquement (mauvaise utilisation des ressources, obsolescence de certains moyens de production, coût du recyclage, etc.), écologiquement (menace la biodiversité, assèche des régions entières, rend impropre l'eau etc.), socialement (qualité de vie, bien être, santé publique etc.). De plus, la pression à laquelle fait face l'environnement sera de plus en plus lourde dans les années qui vont suivre. Le principe stratégique de 1973 ne suffit plus depuis longtemps.

23 XIAO Feng (2007) « La politique chinoise de la protection de l'environnement », Contribution au Congrès Marx International V, Sorbonne, octobre, Paris, I

Le comportement actuel des autorités est bien différent. Elles ont d'abord repensé un lien essentiel, celui qui allie l'économie et l'écologie. Alors que le premier avait la priorité jusqu'en 1992, le Sommet de Rio a promu le concept de « développement durable » qui va être adopté par la Chine. Il s'agit de mettre sur un pied d'égalité économie et environnement : la croissance peut, certes, continuer, mais elle doit se soumettre à des exigences écologiques. Dès 1989, le gouvernement adoptait une Loi sur l'environnement, qui fixait les orientations pour les années suivantes. Par la suite, l'idée du développement durable, de la croissance verte, va être intégré, « à la chinoise », dans les politiques fondamentales de l'État, et va faire disparaître définitivement le principe stratégique de 1973.

D'après Xiao Feng²⁴, la politique environnementale en Chine se définit par « trois politiques » et « huit règles ». Les « trois politiques » : *prévention* (notamment via une évaluation de l'impact environnemental pour tous les nouveaux projets en Chine), *responsabilité* (celui qui pollue paye et répare), gestion administrative renforcée (par la multiplication du pouvoir du ministère de l'environnement, de sa présence dans les provinces et de l'efficacité législative).

« Les « huit règles » sont les suivantes : évaluer l'influence de l'environnement, allier dans les chantiers la production à la protection environnementale (conception, construction et utilisation), faire payer l'évacuation polluante, préciser les responsabilités pour la protection de l'environnement, vérifier les résultats de l'aménagement d'ensemble sur l'environnement urbain, pratiquer l'inscription et offrir le permis pour l'évacuation polluante, fixer un délai de l'aménagement, ainsi que centraliser le contrôle²⁵. »

La politique environnementale chinoise se base désormais sur l'idée d'un contrôle en amont et en aval des sources de pollutions, et impose le principe de la responsabilité aux entreprises polluantes. Toujours d'après Xiao Feng, la *Loi sur l'accélération de la production propre* de 2003 vise à traiter les causes de la maladie, et non plus les symptômes. De nombreux instruments sont la disposition des dirigeants, citons-en quelques un : le « crédit vert », qui oblige les entreprises à respecter les normes environnementales afin de bénéficier d'un prêt public ; l'élimination progressive des entreprises obsolètes du point de vue de la rentabilité énergétique, ce qui oblige à une modernisation soutenue des moyens de production ; l'évaluation de l'impact environnemental des projets, dans les constructions mais aussi dès les planifications.

La politique environnementale chinoise est donc, à la fois en plein essor, et à la fois insuffisante, pour plusieurs raisons. La croissance économique reste trop importante pour être absorbé complètement par l'environnement. Nous l'avons clairement montré *infra*, en expliquant, par exemple, qu'une ville comme Pékin pompe son eau potable dans des nappes phréatiques qui ne se renouvellent pas assez vite. Les dirigeants chinois ont d'ailleurs bien noté le fait qu'une croissance trop rapide est difficilement contrôlable, et pourrait, finalement, mener la Chine à sa perte. Nombreux sont ceux parmi les dirigeants qui voudrait limiter la croissance pour mieux en encadrer les effets écologiques et sociaux. D'après Xiao, de nombreux règlements manquent

24 *Ibid*, III.

25 *Ibid*, III.

d'applicabilité, car basés sur des principes plutôt que sur des textes juridiquement contraignants²⁶. Une dernière déficience essentielle est celle de la corruption des cadres provinciaux du Parti : de nombreuses autorisations sont données sans que les projets respectent les règles fixées par la loi, la responsabilité des pollueurs n'est pas toujours mise au jour, etc.

Qu'en est-il, du point de vue des décideurs, de la participation de la population à la question environnementale ? Il existe une loi, promulguée en 2002, qui incite au renforcement de la participation des chinois : *Loi d'évaluation de l'impact sur l'environnement en Chine*. A cet égard, la société civile a un grand rôle à jouer ; en premier lieu, celui de soutenir l'État dans l'éducation de la population à l'écologie pour inciter à gaspiller moins de ressource. Il s'agit d'apporter la lumière au peuple, dans une démarche similaire à l'Europe du XVIII. En second lieu, l'action de la population est aussi d'apporter des propositions constructives et argumentées pour améliorer la gouvernance. C'est par cette vertu que le projet des barrages sur la rivière Nu, dans la région des Trois Rivières Parallèles, a été suspendu. Pour Lichuan Chen²⁷, « la participation active des ONG à la définition des politiques publiques dans le domaine de l'environnement est la plus révélatrice du processus de participation citoyenne. » Les ONG visent aussi à ce que la loi soit appliquée, et dénonce fréquemment les entorses à la règle. C'est ainsi que les autorités chinoises en appellent à la participation populaire sur les questions environnementales. Mais qu'entendons-nous précisément par là ? Qu'est-ce que la « société civile » dans ce contexte chinois de contrôle étatique ?

II, 2 - De la société civile à l'occidentale

Le concept de société civile est un concept passe partout, pratique mais mal défini. Le concept a d'abord été imaginé par les fonctionnaires de l'ONU, qui voyaient dans les ONG les partis prenants au décision qui n'étaient reliés à aucun État-membre directement. Leur poids devint considérable à partir du Sommet de Rio de 1992 ; c'est d'ailleurs dans le champ environnemental qu'elles se développèrent le plus rapidement. Le transposer en Chine relève de la gageure si l'on ne veut pas tomber dans le piège de l'occidentalo-centrisme. Si le terme de société civile est généralement considéré en Occident comme autonome, non-intéressé financièrement et basé sur l'intérêt général, il serait malvenu de la considérer comme une forme indépendante de la gouvernementalité propre à nos régimes : l'idée de discipline des corps et des âmes (Foucault) ainsi que la coproduction réciproque de la sphère privée et de la sphère publique doivent modérer la vision idéale de la contestation au moins en Europe. Il n'existe pas de société civile strictement séparée du pouvoir politique, puisque le fait de participer aux prises de décision rattache au pouvoir, multiplie ses points d'accès. Le concept est propre aux démocraties qui séparent le gouvernement et le peuple, les représentants et les représentés. Parfois, les représentés se mobilisent politiquement et collectivement autrement que par et dans l'État. Les formes sont nombreuses, les motifs multiples, les échelles divergent du tout au tout,

²⁶ *Ibid*, IV.

²⁷ LICHUAN Chen (2009) « Chine : les organisations sociales face à l'État », in : Monde Chinois, n°19, Institut de recherche et de débat sur la gouvernance, novembre, Paris, [<http://www.institut-gouvernance.org>].

de l'association de quartier à des ONG globales comme *Greenpeace* ou *Friends of the Earth* dans le domaine environnemental. La sociologie de Norbert Elias ferait objection à cette vision²⁸, puisqu'elle affirme que les individus et la société ne sont que des séparations schématiques de concept. Elias argumente en faveur d'une coproduction de l'individu et de la société, l'un et l'autre ne pouvant se comprendre séparément : il parle de « société des individus ». Il n'est pas, d'après sa conception, de vrai pouvoir et de contre pouvoir, il n'est que des groupes s'affrontant pour orienter les décisions. Il n'y a que des pouvoirs isolés, en relation avec les autres, et c'est par leur interaction que se forme l'unité du pouvoir. Cette vision est bien sûr conçue en régime libéral au sens politique ; son intérêt est de réduire la portée de la distinction entre sphère privée et sphère publique.

La définition épistémologique de la société civile est négative, au sens où elle ne donne que ce que n'est pas ce type d'organisation : non-gouvernementale. Trois caractéristiques sont essentielles pour comprendre le sens général du concept. Le premier caractère de la société civile est son absence de formalisation par rapport à l'État, son *autonomie*. La difficulté de ce critère est qu'il ne rentre pas clairement dans la distinction entre sphère privée et sphère publique, que l'on retrouve dans les sociétés européennes depuis l'antiquité, d'après Hannah Arendt²⁹. La société civile semble être à cheval entre le domaine privé, qui, d'après elle, a changé d'échelle à l'époque moderne, jusqu'à faire en sorte que l'organisation de la division du travail (l'économie) passe de la famille à la nation au XIXe. Cette extension de la sphère privée s'est traduite par un « dépérissement de l'espace public », qui se réduit au gouvernement de l'État. Cet espace public n'est plus occupé que par les personnalités médiatiques des partis politiques ou d'autres organisations d'envergure. Or, entre l'économie et le gouvernement, les individus s'organisent politiquement en toute indépendance, en essayant de peser sur les décisions par une autre voie que celle de la représentation. Il est possible de parler d'un renforcement du poids des individus dans les sociétés.

Ce développement parallèle entre la société organisée par l'État, et la société qui s'en détache est généralement critiqué en profondeur. On retrouve chez J.-L. Rocca³⁰ l'argument qui affirme la coproduction continue entre la société civile et l'État. Il énonce d'abord que ces deux concepts sont originaires d'une « technologie de gouvernement » propre au libéralisme, en reprenant les mots de Michel Foucault. Il n'y a pas d'État sans sphère privée, l'un et l'autre étant le résultat de leur interaction. Il convient, par conséquent, d'historiciser le développement des formes organisées de la contestation, d'historiciser le rapport entre sphère publique et sphère privée, la sphère publique étant un moyen pour des catégories originaires du privé de s'imposer publiquement contre, ou plutôt par rapport à d'autres. Il est donc délicat voire faux, déjà en Occident, d'établir une distinction de dominant/dominé, de public/privé entre les gouvernements et la société civile. Appliquer ce raisonnement à la Chine paraît d'autant plus périlleux, étant donné les différences historiques fondamentales avec les sociales-démocraties européennes.

28 ELIAS, Norbert (1991) *La Société des Individus*, éd. Fayard, Paris.

29 ARENDT, Hannah (2010) *Condition de l'homme moderne*, éd. Pocket, Coll. Agora, Paris.

30 Jean- Louis ROCCA (2006) *Ibid.*, p.24.

Le second caractère est celui de l'*absence d'intérêt matériel* lors de la création de l'organisation. Il ne s'agit pas de gagner de l'argent, ou d'être rentable. Ces organisations ne sont pas des entreprises d'une forme particulière. Cette situation est retranscrite juridiquement dans les statuts des Associations à But Non Lucratif en Belgique, ou par la loi 1901 pour les associations en France. Ce fait est aussi une fragilité et une difficulté conceptuelle, puisque la société civile n'hésite pas à faire appel aux pouvoirs publics, via des subsides, pour subsister et pérenniser ses activités. Les moyens de financement sont certes nombreux, mais rarement les associations sont totalement indépendantes de l'État. Les ONG voudraient donner une langue à ceux qui en sont dépourvus, car soit muets (la nature...) soit mutilés (les personnes défavorisées...).

Le troisième caractère explique le fait que l'État encourage financièrement la création de ses organisations : la société civile est généralement motivée par *un souci de bien commun* ou d'intérêt général. Elle soutient l'État et les collectivités publiques dans cette direction. Mais cela n'est pas toujours exact. Par exemple, il existe de nombreuses ONG qui regroupent des chefs d'entreprise soucieux de mettre en commun leur opinion pour les exprimer de manière plus forte. Les lobbys sont aussi des agents de la société civile, puisque les intérêts qu'ils défendent ne leur sont pas destinés directement. Par exemple, si une organisation milite pour le nucléaire, les bénéfices ne sont pas pour elle directement, mais pour les entreprises qui se « cachent » derrière cette façade médiatique. De manière générale, le concept de société civile s'applique lorsque des personnes privées veulent agir sur la scène publique sans passer par les canaux classiques de l'État. Le motif de l'intérêt général est une question de légitimité et de vision du monde. Si les lobbys nucléaires prétendent agir pour le bien de l'humanité, les écologistes le déclarent aussi. Aux spectateurs de tirer le vrai ou le faux des débats; cela ne concerne plus la définition du concept de société civile.

Il est donc douteux de parler *d'une* société civile. Nous retiendrons, pour notre part, l'autonomie par rapport à l'État, souvent la divergence. Les deux autres critères peuvent être sujets à caution. L'intérêt du concept est qu'il pointe un flou entre l'espace public, et l'espace privé. Dans cette faille, une diversité d'action, d'acteur, d'intérêt et de stratégie peut s'engouffrer.

II, 3 - Une société civile à la chinoise

Comment alors comprendre ce concept discutable de société civile dans le contexte très particulier de la Chine contemporaine, celle des réformes ?

II, 3, a - Une communauté, pas un mouvement

Dans un article du *China Development Brief*³¹, un auteur répond à un article du *China Quarterly*, car une question fait polémique, une question que nous ne pouvons éviter. C'est celle, cruciale, des manières d'agir des activistes chinois – avec, ou sans violence. Cette question peut être formulée comme suit : « *Why are watchers of China's civil society so preoccupied with looking for*

31 China Development Brief, 25/01/2007. « Editorial : it's a community, not a movement ».

signs of nascent, oppositional movements? » Il semble que les commentateurs occidentaux en Chine ne peuvent s'empêcher de chercher en quoi les mouvements sociaux sont porteur des germes d'une déstabilisation sociale. A la lumière de ce présupposé, l'article du *China Quarterly* affirmait : « *There is little likelihood of environmentalism among students transforming into an independent grassroots movement or becoming a source of pressure for political change.* » Ce à quoi l'article du CDB répond :

« The prevailing paradigm for social and political change, it seems, sees a necessary role at some point for barricades (or, at least, a “non-violent” variant.) Such a view is not only anathema to the Chinese authorities, inviting the kind of heightened security surveillance that we have seen over the last 18 months, it also implicitly discards—as naively idealistic, no doubt—the hope that rational debate and enlightened self-interest may deliver meaningful progress. Yet in a world that is melting at the seams that may be our best hope. »

Cet échange épistolaire doit nous faire bégayer dans notre vision de la société civile chinoise. L'auteur plaide en faveur de la reconnaissance d'une *communauté d'environnementaliste*, plus qu'un mouvement contestataire. Il ne faut pas toujours juger l'efficacité des organisations à leur méthode, mais à leur résultat. Or, s'il existe des méthodes conformes aux attentes des médias ou chercheurs occidentaux en Chine, elles ne sont pas majoritaires ; cette tendance éclipse la réalité de la société civile chinoise.

II, 3, b - « La société harmonieuse » de Hu Jintao

Les leaders chinois résument souvent leurs grandes orientations politiques par des aphorismes. On a par exemple retenu de Deng Xiaoping, l'artisan de la réforme de 1978, appelé pour cela « Le petit timonier », la citation suivante : « Peu importe qu'un chat soit noir ou blanc; s'il attrape la souris, c'est un bon chat. » Elle devait justifier l'ouverture de la Chine à l'économie de marché, alors que le mot devrait être bannis dans un système communiste orthodoxe. Relever le défi posé par la combinaison entre l'économie de marché et le système politique à la chinoise est celui des actuels dirigeants chinois, probablement aussi des suivants.

Hu Jintao, l'actuel dirigeant de Chine, a quant à lui promu le concept de « société harmonieuse ». Depuis la troisième session du XVI^e congrès du PCC (octobre 2003), le concept est sans cesse employé dans les discours, et comme objectif ou perspective des politiques du congrès, appelant à la construction d'une telle société. En faisant cela, il indique d'une part que le Parti a conscience des inégalités croissantes, et d'autre part, il appelle à l'apaisement des tensions.

La prise de conscience par les autorités des inégalités doit, logiquement, appeler à un changement dans les politiques. Le maître mot est celui de redistribution des richesses. Comment redistribuer les immenses richesses accumulées par les populations sur les côtes de l'Est chinois et les centres urbains ? La tâche est complexe, titanesque. Cet objectif a eu comme réponse, en Europe, la mise en place de l'État providence (Welfare State), produit de la contingence historique et des rapports de force. Or, toutes les politiques chinoises sont conditionnées à un objectif suprême : maintenir le Parti au pouvoir; ce qui est difficilement compatible avec un welfare state à l'occidentale. Il faut donc chercher ailleurs. La construction

d'un welfare state à la chinoise est le défi des dirigeants chinois d'aujourd'hui et de demain. Quels sont les décisions qui se cachent derrière ce concept de société harmonieuse ?

D'après le site internet vitrine du gouvernement³², la société harmonieuse est relayée par six points particulièrement importants que nous nous contenterons de citer : 1. placer l'homme au centre des préoccupations ; 2. persévérer dans le développement scientifique ; 3. persévérer dans la politique de réforme et d'ouverture sur l'extérieur ; 4. poursuivre l'extension de la démocratie et de la législation ; 5. Traiter correctement les rapports entre la réforme, le développement et la stabilité ; 6. Préserver la direction du Parti communiste chinois et unir toutes les forces sociales dans la construction du pays.

Ce concept semble s'appuyer sur la notion de stabilité. Il s'agit de maintenir la cohésion sociale, il faut que les réformes de 1978 soient une plus-value, qu'elles enrichissent la population et l'État sans rien changer, ou si peu, au système politique. Pourtant, ce croisement de l'économique et du politique, ou plutôt, cette impossible séparation est un événement structurel majeur que les autorités ne peuvent laisser en l'état. Jean-Louis Rocca³³ part de l'idée de modernité pour expliquer les transformations produites par les réformes économiques de 1978. Pour lui, et de manière convaincante, le marché à l'occidental est indissociable d'une certaine rationalité (allier les moyens aux fins, souvent matérielles). Or, cette pleine rationalité se manifeste au niveau de l'individu, à la condition essentielle que les choix puissent être effectués librement, avec le moins d'entraves politiques et sociales : « la fonction de la figure de la raison économique est d'évacuer la contingence politique³⁴ ». C'est précisément cette « évacuation » qui pose problème à la Chine, pays habitué à mêler étroitement les « relations » dans les choix individuels – ce sont les fameux *guanxi* : cette « prépondérance du familial, de l'affectif, du local dans les rapports politiques et économiques au détriment de l'impersonnel, du juridique, du calcul rationnel³⁵. »

L'idée de la « société harmonieuse » de Hu Jintao est d'ajuster le politique, et en premier lieu le Parti (principe 6, *supra*), à la bonne marché du développement économique. Ce nœud est primordial pour asseoir notre compréhension de la société civile chinoise, qui va, nous pouvons l'anticiper, venir soutenir ce processus combinatoire entre « la rationalité » et « la culture » chinoise. Pour Yu Keping (voir *infra*), il s'agit d'arriver à des « *friendly negotiations* », il faut que les groupes d'intérêt, qui ne manqueront pas de se former en tant qu'acteur rationnel, puissent faire le pont entre le libre marché et les puissantes autorités.

II, 3, c - Conception officielle de la société civile à la chinoise

Le vendredi 6 mai 2011 s'est tenue à la *Vrije Universiteit Brussels* une conférence de Yu Keping, professeur de science politique à l'université de Pékin, et député du Parti communiste chinois. La question à laquelle il se proposait de répondre peut être formulée comme suit : « pourquoi et

32 http://french.china.org.cn/china/archives/congres17/2007-09/03/content_8791172.htm – consulté le 7 mai 2011.

33 ROCCA, Jean-Louis (2006) *Op. Cit.*, pp 42-52.

34 *Ibid*, p. 45.

35 *Ibid*, p. 47.

quelle société civile dans la Chine contemporaine ? » Il a défini la notion de société civile à partir de la linguistique chinoise. Trois formes sont en concurrence, elles permettent de mieux saisir la diversité et la prégnance de l'enjeu³⁶.

Premièrement, « *shimin shehui* » qui est la traduction des textes marxistes, et qui correspond à l'Allemand « *Bürgergesellschaft* », ou au français « société bourgeoise ». Cette société civile se retrouve dans les grands ensembles urbains et capitalistes, il serait proche de la notion de classe sociale, caractérisée par un mode de vie, des intentions, des intérêts, une subjectivation, des répertoires d'action, etc. Ce terme paraît impropre dans la bouche des autorités, puisque l'orthodoxie marxiste, nuancée, mais racine du régime, voyaient dans cette catégorie des ennemis de l'État. Pourtant, Zhu Kangdui, professeur dans la ville de Wenzhou, estime que cette conception est valide pour des groupements tels que celui des « entrepreneurs de la ville », qui tendent à se répandre dans les grands centres urbains.

La seconde définition proposée est celle de « *minjian shehui* », qui fait plus référence aux groupes radicaux, marginalisés, aux « classes dangereuses » du capitalisme européen. Il est utilisé par les historiens chinois, et peut être traduit par l'adjectif « populaire » dans son sens péjoratif. D'après Yu Keping, les autorités ne veulent pas en entendre parler politiquement, « they don't like it », tout simplement.

Dernièrement, le troisième type de société civile serait plus proche de l'acception des démocraties occidentales actuelles : « *gongmin shehui* » peut être compris comme la société civile de la représentation, de la participation dans le respect des règles. Cette société civile n'est pas contre l'État, mais en interaction perpétuelle. Elle le critique, mais cherche aussi à le « former », elle participe au pouvoir, mais dans une moindre mesure que le gouvernement car celui-ci revendique clairement « le » pouvoir et son monopole.

Une importante distinction conceptuelle peut être utilement placée, qui est l'œuvre de Berman et Lonsdale³⁷ : il s'agit de différencier la « construction » de l'État, et sa « formation ». La construction est la création, la mise sur pied des institutions ; la formation est plus proche du modelage par les rapports historiques des différents groupes sociaux et politiques en présence. La formation est un processus perpétuel, jamais achevé, qui s'arrête avec la destruction de l'État (qui est l'opposé de la construction). Ainsi, cette distinction permet de mieux saisir le rôle de la société civile dans ses intentions, d'opérer une fonction classificatoire. Les *gongmin shehui* ne sont pas contre l'État, au sens où elle participe à sa formation. À l'inverse, les deux autres catégories peuvent être considérées, avec des nuances, comme plus radicales. Les *shimin shehui* chercherait davantage une transformation du système politique (libéralisation), les *minjian shehui* un renversement du système. Attention, ces définitions sont des idéaux-types qui ne doivent pas être pris au pied de la lettre, mais qui contiennent de grandes orientations face auxquelles les autorités se positionnent, et dans lesquels la société civile est classée.

Pour Yu Keping, il est dans l'intérêt du gouvernement de favoriser l'émergence de

36 Jean-Louis Rocca reprend à son compte ces distinctions, qui, pour lui, démontre l'inconsistance du terme – et par conséquent, le jeu sémantique potentiellement productible. *Op. Cit.*, p. 26.

37 BERMAN Bruce, LONSDALE John (1992) *Unhappy Valley, conflict in Kenya and Africa*, Ohio Press, p.5.

gongmin shehui, parce qu'ils constituent des points de pouvoir politique propre au système de l'économie de marché et de la gouvernance démocratique, qui sont des directions que prennent, même pas-à-pas, la Chine (au moins officiellement). L'État peut, par exemple, considérer comme légitime certaines organisations, qui accepteront de jouer dans le cadre des règles établies. Elles peuvent aussi s'avérer utile pour définir de meilleurs politiques publiques, voire suppléer les autorités dans certaines tâches.

D'après l'exposé de Yu Keping, il est possible de considérer la société civile comme un instrument ou comme un outil que le Parti déploie pour mener à bien ses objectifs, en premier lieu, actuellement, l'idée de « société harmonieuse ». On retrouve l'idée de technique de gouvernement. Cet outil se comprend dans son interaction avec deux autres, l'économie de marché, et la gouvernance démocratique. Il s'agit de donner à l'objectif du développement dans la stabilité les moyens de se réaliser. L'illustration suivante représente cette réflexion : les trois instruments déployés se doivent de respecter les règles, les objectifs et la domination du Parti. Ce schéma est un pont vers le développement harmonieux de la Chine.

Cette direction prise par le Parti s'explique par le fait que l'adoption de l'économie de marché oblige à : « repenser la question du rapport entre état et société à l'ère de l'économie de marché où coexistent la coopération, la concurrence, voire la confrontation, et le partage de responsabilité³⁸. » Cette multiplication des rapports entre des acteurs nouveaux forment chacun à leur manière un plan d'immanence, au sens de Deleuze : « Les concepts sont comme des vagues multiples qui montent et qui s'abaissent, mais le plan d'immanence est la vague unique qui les enroule et les déroule³⁹. » Nous assistons à la mise en place d'un plan d'immanence, sur lequel les acteurs, émergeant logiquement par l'espace que leur fournit l'économie de marché joue le rôle des concepts. Les interactions entre les concepts ouvrent la porte à des points de contact, à des nœuds et des contradictions d'intérêt qui doivent être exprimés et décompressés politiquement, c'est-à-dire publiquement, sous les hospices de la rationalité. La société civile, dans sa diversité, est ce qui permet à la vague de rester solide et entière, afin d'éviter les délitements, les défections et l'instabilité générale. L'établissement d'un marché, avec ses producteurs et ses consommateurs, ne doit pas tendre vers une trop grande hétérogénéité, et il est du devoir de l'État d'orienter ces forces productives dans la même direction, d'unifier cette immense vague. Cela ne peut être fait sans toucher en profondeur aux structures sociales et au mode de gouvernance, car le public que met en place l'économie de marché réclame sa place dans la production de l'espace social⁴⁰.

II, 3, d - Catégories officielles et données quantitatives

Qu'en est-il du nombre et du poids de la société civile dans la société chinoise actuelle ? Les

38 LICHUAN Chen (2009) *Op. Cit.*

39 DELEUZE Gilles (1991/2005) *Qu'est ce que la Philosophie ?*, Les éditions de Minuit, 206p, Paris. p.38.

40 D'après Lichuan Chen (*Op. Cit.*) les réformes, entre 1978 et 1992 ont porté « la nécessité de coproduction du bien public dans un nouvel environnement social. »

autorités ont dressé des statistiques qui prennent en compte le nombre d'organisations enregistrées officiellement. Il existe trois catégories reconnues par l'État chinois : 1) Les organisations sociales (« *caogen zuzhi* ») ; 2) les NPO (« *non-profit organisations* » , « *minban feiqiye danwei* ») ; 3) Les fondations. A partir des organisations recensées, les autorités déduisent le nombre total d'organisations existantes et non référencées, qui serait plus de dix fois plus important. Ces organisations vivent côte-à-côte avec les organisations de masse (« *qunzhong zuzhi* ») qui ont été créées, à partir de 1949, à une échelle nationale à l'initiative de l'État communiste pour rassembler les grands mouvements sociaux existants (Fédération nationale des syndicats, des femmes etc.). Le financement de ces organisations de masse sont entièrement étatiques, et les salariés ont un statut proche des fonctionnaires⁴¹.

1) Les organisations sociales sont traditionnellement d'origine populaire, et leur naissance date des premières réformes de 1978. Le libre développement de ces organisations a atteint leur apogée avec l'événement de Tianan'men en 1989. C'est cette année que les autorités ont décidé de les réglementer juridiquement. L'essai, qu'elles ont proposé en 1989 et qui a été complété en 1998, forme l'architecture étatique actuelle :

« D'après ces deux textes, les ONG doivent se faire enregistrer auprès du Ministère des Affaires Civiles et avoir une tutelle gouvernementale ou para-gouvernementale, familièrement appelée « belle-mère » qui garde un droit de regard sur ce que fait « la belle fille ». Toujours selon ces règlements, on ne peut inscrire qu'une ONG par secteur dans une région administrative et celle-là n'a pas le droit d'agir en dehors de ce territoire⁴². »

Mais depuis 1993 s'ouvre, d'après Chen Lichuan, une troisième période de développement de ces associations *grassroots*, qui vont profiter du cadre réglementaire pour consolider leurs activités

« Souvent parties des besoins qui se font sentir sur le terrain, ces organisations, plus autonomes et indépendantes dans leur fonctionnement, remplissent deux fonctions principales : participer directement à la production des services publics (notamment dans les domaines délaissés ou négligés par le gouvernement) ; participer indirectement à l'élaboration ou à la révision des politiques publiques. »

Ce premier type d'organisation serait fort d'environ 200 000 organisations, organisées à l'échelle des provinces, en fonction des secteurs et des services offerts⁴³.

2) La seconde catégorie a pour appellation officielle : « Unité de travail (*danwei*) non lucrative géré par la population⁴⁴ ». L'idée du *danwei* est essentielle dans l'organisation de la société chinoise, puisqu'elle constitue l'échelon de base de la division du travail à l'échelle nationale. Tout le monde appartient à un *danwei*, qui se charge des rémunérations, garantis les droits sociaux, est hiérarchiquement et socialement structuré. Ces *danwei* forment les sous-parties de la société et sont financés par l'État. Mais à la différence des *danwei* classiques, ceux-là sont gérés par la population, c'est-à-dire que leurs recettes quotidiennes viennent

41 LICHUAN, *Ibid*, I.

42 LICHUAN, *Ibid*, I.

43 D'après <http://chinanpo.gov.cn> et Yu Keping, Brussels, 6/05/2011.

44 LICHUAN, *Ibid*, II.

principalement des services payants, comme une entreprise en Europe. Le capital de ces *danwei* peut être privé, ou mixte avec un plafond du financement public à un tiers. Ces *minban feiqiye danwei* constituent les principaux organismes de service parallèle à l'État, et sont, officiellement environ 200 000 en 2009. C'est en octobre 2008 que le Conseil des Affaires d'État a promulgué la législation à leur égard. Ces organisations ne bénéficient pas des avantages fiscaux ou professionnels.

3) Finalement, les fondations sont les organisations de la société civile les moins nombreuses : elles seraient environ 1200, dont 500 répertoriées officiellement en 2008. Il existe les fondations autorisées à lever des fonds publics, et celles qui n'ont pas l'autorisation. Ces fondations sont réglementées par un règlement du Conseil d'État datant de 2004.

Quelles conclusions générales peut-on tirer concernant l'état des organisations de la société civile en Chine ? D'abord, que la récente législation sur ces questions a permis un développement massif et soutenu de leur nombre : d'après Yu Keping, elles seraient aujourd'hui environ 430 000, alors qu'elles n'étaient que 446 en 1988, et 5901 en 2000. Secondairement, que les organisations *grassroots* ne rentrent finalement que dans la première catégorie. Les *danwai* sont issus de la population, mais fonctionnent globalement comme des entreprises occidentales, alors que les fondations sont souvent financés par les élites ou de grandes entreprises. Troisièmement, que la législation reste stricte et limitative pour plusieurs raisons : le fait d'être enregistré implique des critères exigeants, comme l'obligation d'être affiliée à une « belle-mère » c'est-à-dire un organe gouvernemental, ou d'obtenir un mécène qui doit être lui-même reconnu. Parce que l'enregistrement doit être renouvelé annuellement, le contrôle de l'État est une main de fer gantée. Quatrièmement, les organisations sociales les plus influentes sont celles qui sont soutenues par l'État, et par conséquent, considérées comme non subversive. Cinquièmement, elles sont un terreau pour les nouvelles élites diplômées, ou les anciens responsables du Parti en retraite. Ces accointances avec le pouvoir modèrent leurs propos et leurs activités.

D'après Yu Keping, ces organisations sont de natures transitoires au sens où leur statut juridique n'est pas définitivement fixé parce que les autorités ne savent pas encore suffisamment bien le rôle et l'influence qu'elles auront dans les années à venir. Elles ne sont pas encore normalisées, ou, pour reprendre une boutade, « harmonisée ». Busgen donne une anecdote qui illustre les craintes des autorités vis-à-vis de ces organisations : « A very nervous senior official at the department for NGOs under MOCA told me that NGOs which are not formally registered are seen as « not legal ». He then abruptly ended the interview, when I began asking about the relation between the ongoing inquiries into NGOs and the perceived threat of Colour

Revolutions⁴⁵. »

Finalement, ces organisations ne sont pas comparables directement avec les ONG européennes ou plus largement occidentales à cause de leur rapport à l'État tel que nous l'avons montré dans les pages précédentes. A la chinoise semble être un qualificatif pour signifier « dans le respect du contrôle du Parti ». Si bien que Yu Keping parle de « *Government-led NGO*⁴⁶ », puisque les organisations sont soit créées, soit financées, soit contrôlées, soit coordonnées par les autorités. L'État continue de jouer le rôle de chef d'orchestre, mais les musiciens sont d'excellents solistes. Cela ne signifie pas pour autant que cette situation restera figée, car la société civile est amenée à être un enjeu en matière de légitimité, de bonne gouvernance, de « *friendly negociation* », de stabilité.

Nous venons de voir, dans la mise en place de ce cadre d'analyse, ce que signifie en Chine parler « d'environnement » et parler de « société civile ». Nous devons toujours essayer d'avoir ces éléments en tête lors de la lecture des études de cas. Commençons par la campagne de la rivière Nu, le fleuve « colère ».

45 BUSGEN, Michael, *Environmental Non-Governmental Organization in the Nujiang Campaign*, in: Working-Paper, n°42, Institut For Social Studies, La Hague, février 2006., p. 9. Les Révolutions de Couleur sont une vague de révolution qui eurent lieu dans en Europe de l'Est et en Asie centrale, souvent pacifiques et menées par des leaders de la société civile. Le terme de révolution est souvent considéré comme surdéterminant, parce que ces mouvements amenèrent généralement à des réélections plutôt qu'à des changements de régime. Il y eut la Révolution des Roses en Géorgie (2003), Révolution Orange en Ukraine (2004), la Révolution du Cèdre au Liban (2005), la Révolution de la Tulipe au Kirghizstan (2005).

46 SHAWN Shieh (2009) « *Yu Keping on China's Government-led civil society* », in : <http://ngochina.blogspot.com/>, consulté le 16 mai 2011.

III – Première étude de cas : les barrages de la rivière Nu

III, 1 - Description de l'événement

La rivière Nu est située dans le Yunnan, au sud de la Chine, une région qui compte des sommets de 6000 m et des gouffres de 3000 m, des montagnes et des forêts luxuriantes. Elle compte aussi 22 des 25 ethnies qui composent la population chinoise. À côté de cette richesse humaine et écologique, elle est l'une des provinces les plus pauvres de Chine, malgré une importante manne fournie par le tourisme. Le 14 août 2003, la Commission Nationale du Développement et des Réformes approuve le projet de construction de centrales hydrauliques dans le bassin de la Rivière Nu. Il est prévu 13 barrages, qui doivent produire de l'électricité pour l'Est chinois, urbanisé et en forte croissance, et d'autre part à générer de la richesse sur place, en proposant des emplois et des revenus, dans le cadre d'une politique de grands travaux dans une veine keynésienne⁴⁷. La capacité de production doit, au total, être supérieure à celle du barrage des Trois Gorges⁴⁸. Le 29 avril 2004, le premier ministre Wen Jiabao annonce la suspension du projet à cause, notamment, d'un « *high level of social concern* ». Cette décision est d'une importance et d'une nouveauté considérable : elle restera marquée dans les esprits et sera étudiée par les chercheurs. Nous allons nous demander ce qui doit être entendu par « *social concern* », autrement dit quels sont les acteurs sociaux qui ont été impliqués et concernés ; et deuxièmement, quel a été le poids de ce public par rapport aux autres acteurs impliqués.

Tout au long de la campagne, qui dura plusieurs mois et commença dès la publication de l'annonce gouvernementale, la confrontation entre les pro- et les anti-barrages s'est exprimée dans les canaux officiels, mais ceux-ci ont été influencés de l'extérieur. S'il n'est pas toujours évident de définir ce qui relève de l'État et ce qui relève du privé, le premier a, tout le long, cherché à se maintenir comme la référence dans l'organisation du débat et de la prise de décision⁴⁹. Il a organisé le calendrier en ponctuant la confrontation par deux forums majeurs, où les intéressés purent s'exprimer, à travers l'action de la SEPA (de l'anglais : State Environmental Protection Administration), ministère national chargée des questions environnementales⁵⁰. Le premier eut lieu à Pékin au mois de septembre 2003 ; il fut largement critique à l'égard du projet. Le second se déroula en octobre à Kunming, capitale du Yunnan, laissant une place plus importante aux acteurs locaux qui se prononcèrent en faveur du projet ; ce paradoxe méritera

47MEIAN Chen, (2010) *Public Participation in Environmental Decision-making Process in China, A Case Study of the Anti-Nu River Dam Campaign in Yunnan Province*, Mémoire De Master de l'Université d'Oregon, États-Unis, Non publié et communiqué par l'auteur.

48 *Ibid*, II.

49YANG Guobin (2004) *Is there an environmental movement in China? Beware of the River of Anger*, in : Asian Program Special Report, N°124, Woodrow Wilson International Center for Scholar, États-Unis, pp. 4-9.

50Il faut noter ici que depuis 2008, la SEPA est devenue le Ministère pour la Protection de l'Environnement (MEP), mais nous garderons l'acronyme SEPA puisque c'est lui qui avait cours au moment des faits relatés.

d'être éclairci à la lumière des spécificités politiques, puisque l'on pourrait préjuger une opposition locale et une approbation nationale avec une logique de « Not In My Backyard ».

III, 2 - Typologie des acteurs impliqués

Pour y voir plus clair dans le déroulement de la campagne, nous allons maintenant dresser une typologie des acteurs impliqués en fonction de la nature de leur organisation, en distinguant autant que possible les adversaires et les défenseurs du projet de barrage, même si le jeu politique chinois est tout en nuance. Pour chaque catégorie proposée, nous donnerons au minimum un exemple détaillé fournissant la nature de l'acteur, ses objectifs et ses modes d'action.

III, 2, a – L'État chinois entre la SEPA et la NDRC

Commençons par l'exception, puisqu'elle pose aussi le cadre institutionnel essentiel. L'Etat n'est pas clairement d'un côté ou de l'autre parce que la bureaucratie chinoise est un système complexe d'agence aux intérêts et aux discours pas toujours convergents. Le système administratif chinois a, d'une part, connu des tensions internes (entre la SEPA et les agences de développement notamment) ce qui conduit à ne pas pouvoir le considérer comme un acteur homogène⁵¹ ; d'autre part, il a toujours cherché à se maintenir comme l'arbitre et le chef d'orchestre de la controverse, quelques soit ses organes (autorités locales ou administrations).

Parmi les administrations impliquées, deux sont au cœur du débat : la SEPA et la NDRC. La seconde a été l'instauratrice du projet. Elle est d'ailleurs considérée comme la plus puissante des commissions du gouvernement central de Chine⁵², et contester ses décisions est un acte difficile, parce qu'elle dispose de moyens énormes et du pouvoir politique conséquent. Les raisons de son engagement en sa faveur sont d'ordre économique. Ce ministère possède aussi des soutiens très actifs au Ministère de l'énergie, qui, *de facto*, regroupe les cinq grandes compagnies énergétiques chinoises, dont celle destinée à construire les barrages. Il s'agit de la Huaidian Corporation, qui, en 2003, créa une filiale spécifique pour le Yunnan, la Yunnan Huaidian Hydropower Development Compagny, au capital de départ d'environ 25 millions de dollars⁵³.

Nous reprendrons ici deux arguments majeurs exposés par Mei Chen, et il convient de s'y référer pour une compréhension plus complète⁵⁴. Le premier porte sur le besoin de diversification dans la consommation d'énergie chinoise, en augmentation soutenue corollairement à la croissance économique. Alors que près de 70 % de l'énergie consommée provient du charbon, les centrales hydro-électriques n'émettent de CO2 qu'à la production, et non à la consommation. La Chine dispose d'énorme potentialité dans le domaine, comme nous l'avons décrit précédemment (II, 1). La seconde raison est que les barrages faciliteraient la croissance

51 Voir Andrew Mertha (2007).

52 Interviews de Huan Qingzhi, cf. Annexe 3.

53 MCDONALD, Kristen (2007) « Daming China's Grand Canyon : Pluralization without Democratization in the Nu River Valley », PHD Dissertation, Université de Berkeley, Californie.

54 MEIAN Chen, Op Cit., p. 14.

économique de la région, apportant moyens financiers et emplois. La préfecture de Nujiang est l'une des plus pauvres de tout le pays. Nous pouvons constater que ce sont des arguments économiques qui ont motivé l'approbation de la NDRC.

La SEPA se préoccupe de l'évaluation des impacts environnementaux des projets de construction (cf. II, 1). Son rôle s'est borné à faire respecter sa place en tant qu'institution, dans la mesure où la NDRC avait approuvé le projet avant que la SEPA n'est publié de rapport d'évaluation clair. Ces tensions institutionnelles conduisent à percevoir l'action de l'État comme hétérogène. Les deux forums qui ont rythmé la campagne ont été introduits à l'initiative de la SEPA pour « discuter des implications environnementales du projet⁵⁵ ». Notons les faiblesses de cette administration : elle ne dispose que d'un budget limité, et, si elle est leader dans la définition des propositions et des évaluations en matière environnementale, elle reste éloignée de l'implantation des politiques : celles-ci sont en été laissés à des bureaux provinciaux⁵⁶. Ensuite, son activité régionale est subdivisée en trois organes : Environmental Protection Bureau, Environmental Protection Office et Environmental Protection Commission. Ils sont chargés d'appliquer les décisions de la SEPA, mais leur financement est provincial, autrement dit, ils ne dépendent pas directement de l'administration nationale, ce qui est une grosse lacune dans l'implantation des politiques environnementales⁵⁷. Il s'agit principalement de la YEPA, qui est la *Yunnan Environmental Protection Agency*, l'équivalent régional du ministère. Finalement, la SEPA a eu pour objectif de se faire respecter en tant qu'institution, d'un point de vue néo-institutionnaliste, puis de renforcer les arguments environnementaux dans les discours anti-barrages.

Cette tension entre les deux bureaucraties de la SEPA et la NDRC a joué en faveur des opposants aux barrages : un renforcement de la SEPA signifie un renforcement des opposants et une division –bien que relative- des autorités. L'action de Wang Yongchen, une activiste basée à Pékin, est à cet égard exemplaire d'après Andrew Mertha⁵⁸ :

« Beijing-based environmental activist Wang Yongchen 汪永晨 learned about the NRP on August 16, 2003. The person who notified Wang asked if she could provide a list of dam experts and other scholars familiar with the Nu River who might be able to provide information-cum-ammunition to the State Environmental Protection Administration (SEPA) for an upcoming meeting between SEPA and the National Development and Reform Commission (NDRC). Wang provided the contact information for Yunnan University professor He Daming 何大明. »

Nous reviendrons plus tard sur les actions plus précises de ces personnes. Il s'agit d'illustrer le lien qui s'établira pendant la campagne entre les environnementalistes et l'administration de la SEPA en vertu des intérêts partagés : « *Wang recalled later that she encouraged the SEPA official, who*

55YUANG Guobin, Op Cit., p. 1.

56ECONOMY Elisabeth (2004)

57Sur le sujet du conflit entre les décisions politiques nationales et les lacunes dans les effectivités locales en matière environnementale, voir la thèse de RAN Ran (2009) *Environmental Politics at Local Levels in China: Explaining Policy Implementation Gap and Assessing the Implications*, Thèse non publiée de l'Université Duisburg-Essen. RAN Ran est actuellement assistante à l'Université Renmin, Beijing (cf Annexe 3 pour interview).

58MERTHA Andrew (2009) *Fragmented Authoritarianism 2.0 : Political pluralization in the Chinese Policy Process*, The China Quarterly, p. 11.

was feeling isolated and powerless by saying: "SEPA must stand firm and never give up." » Ces éléments jouent une faveur de la thèse de Mertha d'une autorité fragmentaire⁵⁹, c'est-à-dire avançant avec ses propres contraintes internes : le pouvoir est constitué de multiples points, et manque une centralisation parfaite des décisions. Nous pensons que ces points créés des brèches dans leurs relations, ce qui permet une infiltration d'acteur non-étatique.

III, 2, b - Les Organisations Locales : Green Watershed

Il est difficile d'identifier clairement les organisations locales, parce qu'elles sont généralement l'initiative d'une personne qui cherche à institutionnaliser sa position, ses compétences et son action. Andrew Mertha reprend à son compte le concept de « Policy entrepreneur », qui est défini par John Kingdom de la manière suivante⁶⁰ :

They are « advocates for proposals or for the prominence of an idea » and describes their defining characteristic as "their willingness to invest their resources – time, energy, reputation, and sometimes money – in the hope of a future return . . . [including] in the form of policies of which they approve. »

Dans cette optique, les organisations locales sont des Policy entrepreneurs qui renforcent leur influence et leur légitimité par l'établissement de ces associations d'un point de vue juridique. Le dialogue avec les autorités en est facilité dans la mesure où elles acceptent de jouer la carte du système légal, ce qui les protège aussi du qualificatif très malvenu de « dissident » du régime, conformément à l'analyse de Yu Keping.

Green Watershed est l'organisation locale qui illustre le mieux la catégorie. Elle a été créée par une initiative personnelle de Yu Xiaogang, activiste de Kunming qui marquera profondément la campagne dans la rivière Nu. Son objectif déclaré est de conduire une enquête indépendante sur les tenants et les aboutissants de l'impact de la construction des barrages, puis de mettre à disposition le fruit de ses recherches pour influencer le gouvernement provincial du Yunnan et informer la population⁶¹. D'après le site internet <http://www.mekonginfo.org/>, l'ONG est composée de 7 membres qui offrent des services de collecte d'information, conseil et développement de projet. En d'autre terme, il s'agit pour cette ONG de faire du lobbying auprès des autorités compétentes, et en même temps de favoriser la prise de conscience de l'opinion publique sur la question.

La gestion des relations avec les autorités est toujours problématique, et il convient de ne jamais dépasser la fine ligne de démarcation entre ce qui est toléré et ce qui ne l'est pas. Ici, Yu Xiaogang cherche à influencer la décision non pas en s'opposant au gouvernement, mais en collaborant avec celui-ci, en l'emmenant sur des pentes plus favorables à sa position. Il s'agit de rajouter certaines données, souligner l'importance de certains faits. La stratégie de Green Watershed a été de comparer les impacts attendus des barrages, à ceux observés sur projet similaire sur d'autres rivières : les barrages Manwan (漫湾) et Dujiangyan sur le fleuve Lancang,

⁵⁹*Ibid.*

⁶⁰MERTHA Andrew (2009), *Ibid.*, p.3. Pour une définition plus précise, voir KINGDOM John W. (1995) *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Harper-Collins, New York.

⁶¹MERTHA, *Ibid.*, p. 12.

qui firent polémique quelques années auparavant. Elle a ainsi anticipé les effets, notamment en termes d'impact environnemental et social (déplacement de population, glissement de terrain etc.). L'ONG a mis en place plusieurs types d'activité pour mobiliser les populations locales. D'après Busgen : visite des populations déplacées par le barrage Manwan, tisser un lien entre les opinions et les médias, organiser un Workshop sur la question, notamment en Juillet 2004, en regroupant le plus d'acteur possible afin d'affiner et diffuser les arguments et de partager les points de vue⁶². Il s'agit à chaque fois d'élargir le champ des populations concernées, et celui de la prise conscience, à la fois parmi les populations locales et les autorités.

III, 2, c - Les Organisations Nationales : Friends of Nature

Il existe un grand nombre d'organisation ayant une influence nationale sur les questions environnementales en Chine (mais non pas d'organisme officiel). La plupart jouissent d'un accès privilégié à certaines personnalités ou médias tout en bénéficiant d'une crédibilité solide. Elles jouent un rôle prépondérant dans l'éducation des citoyens à la prise de conscience environnementale. Leur essor a été favorisé par le gouvernement chinois depuis le début des années 1990, au sens où rien n'est fait pour empêcher leur développement⁶³. Cependant, pour Guobin et Calhoun, « *The evidence we presented shows that the constitution of a Chinese green public sphere depends crucially on citizens and citizen organizations and on their creative use of the internet, alternative media, and the mass media.* » Le développement de ces organisations, souvent considérées, pas forcément à juste titre, comme le noyau dur d'une sphère publique « verte », est relié à de nombreux facteurs : technologique, sociaux, politiques. Les organisations nationales sont les plus proches des ONG occidentales. Elles influent d'abord sur les opinions publiques en bénéficiant de leur institutionnalisation qui leur donne crédibilité et pouvoir, tout en basant leur légitimité à la fois sur leur enracinement populaire et sur leur lien avec les autorités.

Ces organisations sont généralement reconnues par les autorités, et doivent être officiellement enregistrées, même si cela signifie contrôle, surveillance et pression. Nous avons détaillé ces procédures auparavant dans notre dissertation (II, 3). Ce que nous appelons ici « national » ne doit pas éclipser la limitation géographique imposée par le gouvernement, à savoir qu'une organisation ne peut exercer son activité quand dans la province où elle est enregistrée. Ainsi, il est impossible d'implanter des filiales de l'organisation mère sur le territoire chinois. Il faut à chaque fois créer des associations affiliées, mais officiellement et légalement indépendantes. Cet isolement rend ces bureaux secondaires fragiles..

Le Professeur Huang Qingzhi a été verbalement très critique face aux actions de ces organisations nationales⁶⁴. Dans le cas de la campagne sur la rivière Nu, elles n'auraient qu'un rôle limité de soutien secondaire sans jamais être capable de prendre les choses en main. À cause de la limitation géographique, ces ONG sont souvent concentrées à Pékin ou Shanghai, ce qui les rend centralisées et élitistes. Elles manquent généralement de légitimité parce qu'elles ne

62BUSGEN (2006) *Op. Cit.*, p. 39.

63YANG, Guobin & CALHOUN, Craig (2007) *Op. Cit.*

64Voir Annexe 3.

sont pas implantées localement. Elles apportent un soutien logistique, organisationnel et médiatique non négligeable, mais ne peuvent prendre le leadership des mobilisations.

Plusieurs organisations environnementales de ce type existent en Chine. Ang Chinby fournit une liste solide de ce type d'organisations mobilisées sur la question du changement climatique. Son article nous est utile, parce que d'une part nous constatons que les mêmes grosses ONG sont présentes dans plusieurs secteurs, et que leur diversité et leur nombre est significatif⁶⁵. Elle classe les ONG en « Réseau » et en « Organisation », et en définit les principales activités. D'après elles, si lors de leur naissance durant les années 1990 leurs actions se limitaient à l'observation d'animaux, au recyclage et à la plantation d'arbre, leurs champs d'influence se sont largement élargis : établissement de base de donnée, analyse et recherche, échanges internationaux, conseils aux entreprises et aux autorités, handbook et workshop, émission télévisuelle... Les Réseaux n'ont d'autres rôles que de renforcer la coopération et les capacités des organisations autonomes. La mise en place de Réseaux nationaux d'ONG permettrait de passer outre la limitation géographique imposée par le gouvernement.

Pour le cas de la Rivière Nu, nous allons étudier l'action de l'ONG Friends of Nature. FoN est considérée comme la première organisation environnementale de grande envergure en Chine. On la retrouve à la racine de nombreuses mobilisations, et participe à toutes formes d'action pro-environnementales. Elle a été créée en 1994 par celui qui est reconnu comme le père de l'écologie en Chine, Liang Congjie⁶⁶. L'action de cette figure de l'engagement chinois est d'abord conditionnée par la Prudence : dans le contexte des années 90's, post-Tianan'men, la répression effraye. Il s'agit donc d'avancer voiler, et de disséminer les idées comme des graines, sans qu'elles donnent a priori le concept de l'arbre. Liang mènera la barque de son ONG qui s'organise en étoile : au cœur, le fondateur, puis autour des figures de moindre importance qui doivent prendre le temps de croître avant de porter leur fruit.

Les activités ont procédé de la même façon, avec prudence. Il s'agit de se focaliser sur les thèmes environnementaux, purement écologiques, même si les fins recherchées sont aussi d'ordres politiques et sociales : FoN s'est illustrée en menant une grande campagne pour sauver les Antilopes Tibétaines, ce qui lui a permis de se faire connaître et de gagner en légitimité et en popularité.

D'un point de vue institutionnel, l'organisation a longtemps été enregistrée comme « l'Institut pour la culture verte », affiliée à « l'Académie Internationale de la Culture Chinoise » : les liens de Liang avec cette académie lui ont permis de faire germer sa plante. Cette méthode illustre le jeu auquel se livre les organisations avec l'État. Ce n'est qu'en 2010 que l'organisation devient une « Non-profit work unit »⁶⁷. La personnalité de Liang est déterminante pour comprendre l'influence et les privilèges qu'a obtenu FoN⁶⁶.

65ANG Chinby (2010) "Ever More Chinese Civil Society Actors Are Committed to Climate Protection", in: ANG ChinBy, HEIDEL Klaus, WONG Staphany (2010) *Climate Change and China: Civil Society Perspective*, Werkstatt Ökonomie, Heidelberg University Press, 48p.

66Voir l'interview de Laurence Vandewalle, Annexe 3 ; Liang Congjie est décédé en Octobre 2010.

67Anonyme et encore à l'état de brouillon : « The Changing Flows of the China River Network ». Ce document qui m'a été transmis par Wen Bo, ancien ami et disciple de Liang Congjie, est une ébauche de travail informel non publié.

Aujourd'hui, ses activités se sont étendues vers des sphères plus sensibles. Dans le cas de la Rivière Nu, son implication est néanmoins mitigée, jouant un rôle d'ange protecteur ou de grand frère : les deux vecteurs d'action de FoN sont, premièrement, la médiatisation de l'événement, et par ce biais la diffusion de l'information parmi la population, et, secondement, le soutien logistique à l'action de personne individuelle, parfois issue de l'organisation, mais sans avoir été mandatée par celle-ci⁶⁸. D'après Mei Chen⁶⁹ :

« At the beginning of this campaign, most of activities were driven by those committed individuals, such as Wang Yongchen and Yu Xiaogang. Both of them were supported by four ENGOs (*Green Earth Volunteer, Green Watershed, Beijing Global Village, and FON*). The two ENGOs, the BGV and FON let the other two takes the lead in it. In addition, a number of other ENGOs also participated in the campaign without affiliating themselves closely with the network. »

FoN participa aussi à un événement clé : la signature avec plusieurs autres organisations, et la diffusion d'une lettre ouverte au gouvernement demandant à rendre publique l'évaluation publique des impacts environnementaux résultants de la construction des barrages⁷⁰. Cette demande se comprend à la lumière des éléments que nous avons fournis à propos de la fragmentation du pouvoir : les impacts environnementaux renforcent l'action de la SEPA. En même temps, la médiatisation des résultats publicise les résultats, et renforce le poids des arguments environnementaux dans la polémique. Il est à noter que cette lettre ouverte est postérieure à la décision de suspendre le projet : mais suspendre n'est pas annuler.

Enfin, la dernière marque caractéristique de ces organisations est leur capacité à créer des liens entre différents cas locaux. Il s'agit de faire remonter jusqu'à Pékin les faits problématiques afin d'assembler les événements pour produire un sens large et géographiquement fragmenté : tel cas ici et à relier avec tel autre. Leur principale force est de tisser des fils entre des événements hétérogènes pour mettre en évidence les erreurs de principe commun, et apporter des comparaisons, des arguments vérifiés auparavant ou ailleurs : plusieurs s'étaient positionnée (bien que sans succès notable) sur le cas du barrage des Trois Gorges, celui du Dujiangyan ou celui Manwan sur le Lacang⁷¹, en utilisant des arguments de différents natures : environnemental, ethnique, économique⁷².

Finalement, l'institutionnalisation de ces grandes organisations environnementales favorise leur légitimité et leur poids, mais augmente aussi leur surveillance et leur contrôle. Elles agissent par conséquent soit sous la lumière blanche de la scène publique (média, lettres officielles), soit de manière plus souterraine, apportant du soutien et du renfort aux individus personnellement engagés dans la polémique.

⁶⁸BUSGEN Michael, *Op. Cit.*, p.34 : "FoN and CBIK are both examples where individual members in the organization were very active in the campaign (without having been formally mandated), while the organization as a whole was much less involved."

⁶⁹MEI Chen, *Op. Cit.*, p.25.

⁷⁰MEI Chan, *Op. Cit.*, p.26 : "On August 25th 2005, an open letter signed by the GEV, BGV, FON, Institute of Public and Environmental Affairs and other environmental organizations called for publicizing the environmental impact assessment of the NRP and holding the public hearing on the project."

⁷¹MERTHA Andrew (2006) *Op. Cit.*, p.8.

⁷²Voir par exemple les interviews de Wang Yongchen, présidente de l'organisation Green Earth Volunteer.

III, 2, d - Les Organisations Internationales

Les organisations internationales jouent aussi un rôle important dans la campagne de la Rivière Nu : elles apportent une expérience, une manière de fonctionner, et, surtout, des financements autonomes, hors de contrôle des autorités. D'après Yang : « As for the international ENGOs, they often form partnerships with local NGOs by providing materials and non-material support, ranging from money to expertise. » Laurence Vandewalle pense que l'action des ONG internationales en Chine est d'une importance capitale dans la stratégie des États occidentaux pour infiltrer et changer les mentalités de l'intérieur⁷³ : il s'agit de permettre aux voix critiques et aux exigences démocratiques de se faire entendre. En un sens, le besoin de changement politique pourrait ainsi avoir une origine endogène. Cependant, cette idée doit être nuancée parce que le développement de voix autonome à l'intérieure de la société chinoise est également voulue par les autorités qui craignent de ne pouvoir prendre en compte toutes la complexité de certaines questions, notamment en matière de gestion environnementale (voir II, 3.) D'après Guobin Yang, l'action de ONGI sont importantes en Chine et prennent de plus en plus de poids⁷⁴ :

« Although the presence of international NGOs (INGOs) in China is relatively recent, their influence on Chinese environmental groups is visible. For Chinese environmental NGOs, INGOs are sources for funding, expertise, and prestige. For example, they provide expertise by running workshops, seminars, and lectures. INGO funding of Chinese environmental NGOs is also quite significant. The Center of Biodiversity and Indigenous Knowledge (CBIK) in Kunming, for example, received most of its 2002 project funding (U.S. \$203,000) from INGOs. Influential international environmental NGOs have become household names in China's environmental circles. »

Il faut pourtant être critique vis-à-vis de l'influence des ONG internationales : elles ne semblent pas avoir été très présentes dans la campagne, se contentant de soutenir les activités sur le sol chinois régulièrement, et surtout médiatisant les événements tout autour du globe. Ces activités ont permis l'émergence d'une considération qui dépasse les frontières nationales et mettent la pression sur le gouvernement chinois. Cela a été particulièrement vrai lorsque les ONG ont souligné les conséquences de la construction d'un barrage sur la Rivière Nu pour le Myanmar : la possibilité de contrôler le cours de la rivière fait craindre une dépendance internationale, et fait peser un risque sur les populations vivants de la vie du fleuve : pêcheur et agriculteur, souvent des populations fragiles.

Le rôle des ONGI est difficile à analyser à cause de leur rôle secondaire. Si la plupart des travaux scientifiques citent leur rôle ou leur influence, aucun n'illustrent clairement leurs activités. Ces lacunes sont dommageables pour la recherche concernant leurs activités. En même temps, elles ne semblent pas avoir été une carte maîtresse pour la coalition mobilisée. D'après Busgen⁷⁵ :

⁷³Voir Annexe 3.

⁷⁴GUOBIN Yang, *Op. Cit.*, p.7.

⁷⁵BUSGEN Michael, *Ibid.*, p.29.

« It is interesting to note that while some foreign NGOs supported the Chinese ENGOs from abroad (such as the International River Network which linked them to the global anti-dam movement and made large amounts of information available) and some international donors provided small funding for campaign-related activities (such Oxfam-Hongkong and Conservation Institute), none of the big international ENGOs active in China (WWF, TNC, Greenpeace) ever formally joined the campaign and remained largely silent on the Nujiang dam. »

Le seul exemple précis est donné par l'article de Guobin Yang. Il affirme qu'un forum organisé par FoN et d'autres ONG a été financé par Oxfam⁷⁶. Mais cela reste de l'ordre du superficiel et de l'imprécis. Toutefois, une ONG internationale aura joué un grand rôle, *International Rivers Network*, mais elle rentre plus favorablement dans la catégorie des ONG-Réseaux que nous traiterons par la suite. Finalement, nous devons conclure que l'action des organisations internationales a été beaucoup moins importante que ce à quoi nous aurions pu nous attendre. Les ONGI semblent soucieuses de ne pas s'impliquer directement dans les situations conflictuelles, et préfère agir en profondeur, mais sans le dynamisme requis pour des campagnes de terrain à cause des risques de répression.

III, 2, e - Les médias et les journalistes : Wang Yongchen

Si l'action des ONGI semble erratique, l'engagement des journalistes chinois est l'empreinte la plus marquante de la campagne. Les journalistes jouissent d'un statut particulier du fait de leur positionnement social au carrefour des plusieurs milieux : médiatique bien sur, mais aussi politique et scientifique. Comme Yu Xiaogang, Wang Yongchen peut être considérée comme une « Policy entrepreneur ».

Les médias jouent un rôle nouveau dans la Chine contemporaine : si des journaux comme celles du *Daily China*, ou la puissante chaîne télévisuelle *CCTV* fixent les limites des débats et des informations, d'autres organes véhiculent des points de vue plus critiques. La ligne éditoriale des journaux se doivent toujours de jouer avec la ligne rouge, invisible et fluctuante, de la censure et des exigences gouvernementales, tout en participant à la diversification du débat : il s'agit d'éclairer la scène publique, de publiciser, dans la même perspective que les philosophes des Lumières. Exposer les faits publiquement, c'est devoir rechercher des arguments universalisables, c'est se placer sous les hospices de la raison⁷⁷. Dans ce contexte la mise en place de média, non pas libre au sens européen, mais autonome dans le choix de ses sujets et de leur traitement est une porte ouverte à une pluralité d'idée, et une opportunité pour les acteurs mobilisés.

Pour illustrer cette catégorie d'acteur importante, il nous est impossible de passer à côté de Wang Yongchen. Elle fût probablement la personnalité la plus marquante des événements : à la fois par sa participation aux nombreux forums organisés, mais aussi par la publication d'articles et d'interviews dans plusieurs médias, comme le *People's Daily* ou *China National*

⁷⁶ GUOBIN Yang, *Ibid.*, p.5 : "the forum co-organized by Friends of Nature and several other organizations in January 2004 was sponsored by Oxfam, Hong Kong."

⁷⁷ KANT Emmanuel (1795) *Vers la paix perpétuelle.* ; Pour un commentaire contemporain et éclairant sur le rôle de la publicité, on peut se reporter aux travaux de Jürgen Habermas.

Radio. Elle est également fondatrice en 1996 de l'influente ONG *Green Earth Volunteer*, basée à Pékin. Elle présente le sens de son engagement journalistique comme suit, lors d'un interview online⁷⁸ : « As a reporter, I have been to many places and have discovered many things worth sharing. I want to talk with you about the problems I have found, and I hope that you will work with me to find solutions for the betterment of our planet. » Son objectif est d'impulser un débat construit et public sur un état de fait que la population ne connaît pas ; il est laissé aux autorités, comme l'ensemble des questions politiques en Chine. C'est la recherche d'un consensus entre toutes les population concernée, et à tous les niveaux, qui forme l'horizon de son action.

Son action est considérée comme conforme avec les objectifs de l'État ; il ne s'agit en aucun cas de jouer la carte de la dissidence, mais celle de la meilleure gestion environnementale en coopération avec les autorités : « We cooperate with them⁷⁹. » Ce qu'elle cherche, c'est un enrichissement de la polémique, une prise en compte élargie des avis. Elle semble agir dans la même direction que certaines activistes américaines dont parle Isabelle Stengers, philosophe belge, dans son ouvrage *La Vierge et le Neutrino*⁸⁰ : la notion d'empowerment correspond à cette image de renforcement et de développement des capacités des populations locales.

A cet égard, elle rédigea un article dans lequel elle expose l'avis de population concernée par les barrages en ce qu'ils devraient déménager si la construction était réalisée⁸¹ : leurs villages sont promis à la noyade, mais les gens ne sont pas clairement au courant ni des compensations, ni des conditions de leurs déplacements. En plus de ce manque d'information auquel Wang essaye d'apporter une solution, elle aborde aussi les problèmes de fond à propos de la quasi-impossibilité pour les paysans de trouver du travail en ville. Ils n'en n'ont ni la compétence, ni le désir : « *Farmers like farmland, just as factory workers like machines*⁸². » Cette histoire n'est pas sans rappeler l'ouvrage de John Steinbeck, *Les Raisons de la Colère*, qui expose les péripéties d'une famille du Middle-West américain obligée de migrer en Californie pour trouver du travail dans les grandes exploitations de coton ou de fruits, mais sans jamais véritablement connaître les causes profondes et les conséquences irrémédiables de leurs actes. Pour comprendre cela, il faut connaître les ressorts des décisions : autant aux États-Unis du début du XX^e siècle que dans la Chine du XXI^e. Une autre action marquante de Wang sera la visite, en février 2004, de la vallée de la rivière Nu avec des personnalités et des journalistes, allant à la rencontre de la population

78Interviews online de Wang Yongchen : « *Environmentalist with a dream* », People's Daily, Printemps 2006.

79Interviews de Wang Yongchen, *Ibid* : « Many of our activities are carried out in the cooperation with state and local environmental protection bureaus. For instance, when we were planting trees on the West Hukou area in Shanxi province, the vice provincial governor joined us. Some international foundations give much support to environmental protection efforts in China. We do cooperate with them. Because of the work I am doing for free-flowing rivers, especially the Nujiang River, a prominent American tourist magazine listed our effort as one of the world environmental protection tasks. I believe this is an honor for all Chinese environmental NGOs. We are planning to use the \$20,000 award for further protection of free-flowing rivers. [Wang Yongchen in 2004 won a \$20,000 Conde Nast Traveller environmental award from the New York-based magazine for her work publicizing the environmental impact of the proposed Nujiang River Dam project.] »

80 STENGER Isabelle (2007) *La Vierge et le Neutrino*, éd. Les empêcheurs de tourner en rond, Paris.

81 WANG Yongchen « Nobody has told us anything »

82 WANG Yongchen, *Ibid*.

« **Wang:** Do you think building the dam will make you rich?

He: Farmers love land. We cannot live without land. What ordinary people living in the Nu valley can do is farm the fields. So if we are not given reasonable compensation for the fields that will be flooded, we would prefer that the dams not be built. »

locale⁸³. Cette visite sera une étape importante pour l'élargissement de la polémique à l'opinion publique, surtout lors de l'exposition à Pékin de série de photographie pédagogique.

Wang Yongchen recevra également le soutien de nombreuses ONG chinoises, telle que FoN dont nous avons parlé précédemment. Sa position politique et social lui permette de devenir l'une des portes paroles de la campagne, apportant sérieux et crédibilité. De plus, connue internationalement (elle recevra notamment une bourse américaine pour son engagement environnemental), elle est fait une personne difficile à contrôler ou à « harmoniser » pour reprendre une boutade chinoise.

C'est surtout autour de ce type de personnage que la campagne de la Rivière Nu a pu porter ces fruits : des individus forts, médiatiques, influents, respectés. Cette remarque n'est pas sans rappeler l'ouvrage de Lie Xie (voir l'état de l'art (1, 2)) Leurs actions aura davantage été de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas ; il faut préciser que Wang appartient sans contestation aux classes élitistes, bien que guidée par des sentiments de compassion et de justice. Si les populations locales ont accès aux médias, ce ne sont que par la médiation d'organisations et de personnalités bienveillantes telle que Wang Yongchen.

III, 2, f - Les scientifiques et les intellectuels : He Daming

Un troisième type de Policy entrepreneur a été actif dans la campagne, après les militants et les journalistes : il s'agit d'une catégorie pouvant regrouper « scientifiques » et « intellectuels », généralement des professeurs d'université. Le rôle des savants comme conseiller des gouvernants est traditionnellement inscrit dans la culture chinoise, même si la question de leur liberté d'expression reste sujet à discussion⁸⁴. Il est certain qu'ils ont pu s'exprimer et être entendu, mais en restant dans leur domaine de compétence : s'ils pouvaient s'exprimer scientifiquement sur le sujet des barrages, ils ne purent prendre de positions politiques officielles. Dans cette catégorie, l'expérience de He Daming, professeur à l'Université du Yunnan, Kunming est révélatrice. Il fût introduit dans la polémique par Wang Yongchen dont nous venons de parler en qualité d'expert sur la question des rivières en Chine : il est directeur du Centre Asiatique de l'ONG *International Rivers* (voir infra) à Kunming. Cette double casquette de professeur et de président d'une ONG n'est pas une contradiction, puisque le champ de son action personnel est celui d'expert des rivières du Yunnan. Mei Chen synthétise parfaitement l'action de He Daming⁸⁵ :

« Later on, He was invited to attend an expert panel organized by SEPA, and he strongly opposed the dam project based on his research. His voice was soon covered by the mass media. The media even compared He Daming with Huang Wangli, a scientist who was against

83 YANG Guobin, CALHOUN Craig, *Op. Cit.*, p. 18.

84 A ce sujet, il est intéressant de se reporter à la thèse du Pr. Ran Ran lorsqu'elle étudie le rôle qu'ont joué les intellectuels dans la campagne PX à Xiamen, dans le Sud-Est de la Chine. « Intellectuals are perceived as belonging to a distinct social class and significantly contributing to the development of society through their ideas, actions and especially their critical tradition of speaking truth to power. “Public intellectuals.” are not unique to Western civilization but also have played a role throughout Chinese history. Scholars and intellectuals have helped guide China’s political and social development and have served as voices of introspection, reform, and in some cases, dissent against the excesses of China.’s government and government officials, continuing the legacy of the Confucian literati to criticize officials and even the emperor when they diverge from the Confucian ideals of morality and fairness. »

85 MEI Chen, *Ibid*, p. 37.

the Sanmen Dam (Wang, 2006). He's opposition soon caught the attention of the media. Basically, He's opinion can get lots of attention in that He is a famous expert working in a prestigious institute for river system, the Asia International Rivers Center. In Chinese traditional culture, people always respect intellectuals and trust what they say. Hence, He got much support and his anti-dam viewpoint also influenced the public. However, as an ordinary scholar, He was unwilling to be involved in this controversial issue which was related to political debate. »

Comme décrit, la position de He eu un impact important vis-à-vis des autorités qui avaient sollicité son avis, et sur l'opinion publique puisque les médias se firent le relais de ses arguments. Il dû interagir prudemment avec l'ensemble de la société et jouer scrupuleusement le rôle que les officiels lui ont laissé. Pour autant, sa position eu un impact majeur en apportant de la crédibilité au mouvement des anti-barrages. Dans la société chinoise contemporaine, les scientifiques sont généralement écoutés et respectés en leur qualité d'expert. Leur présence dans les forums officiels en sont la preuve – He participa au forum organisé par la SEPA à Pékin.

Nous retrouvons ces caractéristique dans les sociétés d'occident : le fonctionnement des sociétés industrielles poussent à la technicisation des éléments structurants nos vies ; à cet égard, les scientifiques sont considérés comme connaissant les limites de nos connaissances, et les risques qui y sont liés. Cette idée se retrouve dans la dissertation de Pr. RanRan :

« Public space for intellectuals is still open, and intellectuals have functioned as the vanguard of China's economic, social, and political transformation through their knowledge, values, ideas, and wisdom⁸⁶. »

Les intellectuels agissent par différents moyens conforme à leur identité professionnel : les conférences officielles et la publication d'article critique sur le sujet. D'après Michael Busgen :

« Another avenue for critical voices from academic community was through scientific publications, which were addressing many of the underlying problems related to the Nujiang campaign : a critique of economic-growth-driven development, governance problems or the absence of social and cultural impact assessments in mega projects⁸⁷. »

La stratégie des intellectuels tel que He Daming est de soutenir et maintenir le point de vue scientifique, et par conséquent *a priori* objectif, même si évidemment cela influe sur les positions politiques. Dans le cas d'une personnalité aussi prestigieuse que celle de He, elle est d'un poids certain dans la balance. Il serait donc faux d'affirmer que le régime chinois interdit la liberté de parole des intellectuels ; seulement, il convient, ironiquement, que chacun reste à sa place, et ne parle qu'en son nom propre – pendant que les questions politiques restent la prérogative du gouvernement. Il est inutile de préciser que savoir distinguer ce qui relève du politique et ce qui n'en relève pas est une contradiction en ce qui concerne la gestion de risque environnementaux tel que celui des barrages dans la Rivière Nu. Toute décision qui a des impacts collectifs est politique, et ceux qui sont concernés se devraient alors de pouvoir donner leurs avis. Mais le jeu chinois est un système subtil et rigide, dont les acteurs doivent connaître les règles ; les

86 RAN Ran, *Ibid*, p.249.

87 Pour une liste des articles scientifiques publiés sur les sujets évoqués, se reporter à BUSGEN Michael, *Op. Cit.*, p. 37.

intellectuels les connaissent suffisamment pour apparaître comme des acteurs influents à la fois sur l'opinion, et à la fois sur les différents échelons d'autorité.

III, 2, g - Les ONG-Réseaux : International Rivers Network

La catégorie des organisations en réseau regroupe celles qui ont pour objectif de mettre en relation des acteurs isolés. Cette mise en rapport permet un renforcement de chaque organisation, un partage de compétence, la diffusion d'information, une solidarité qui parfois dépasse les frontières nationales.

A l'intérieur de la Chine, *Friends of Nature* essaye d'établir un réseau d'organisation actif dans tous les domaines de l'environnement. Elle reste encore loin du compte. Nous avons déjà souligné la difficulté de créer des sortes de filiale de l'ONG dans d'autres provinces chinoises ; toutefois, cet effort de rapprochement porte ses fruits, et notamment à Pékin : *Green Earth Volunteer, Beijing Village Global, Green Watershed et FoN* ont chacun signé une pétition commune appelant à la publication des études d'impacts environnementaux des barrages de la rivière Nu. Il est évident que leur poids relatif en est multiplié.

La construction de réseau est généralement l'aboutissement de longues périodes de coopération et d'échange. C'est l'institutionnalisation de relations étroites qui permet un renforcement des capacités par la mise en commun des points de vue, des intérêts et de leurs moyens d'expression. Dans le cas différent du changement climatique, il existe de nombreux réseaux d'organisations chinoises, comme le détaille Ang Chinby⁸⁶ - environ une dizaine, chacune représentant des groupes différents (militants, entrepreneur, experts, etc..) Dans le cas qui nous intéresse, une organisation internationale se fit le relais médiatique de ce qui se passait dans les vallées du Yunnan : il s'agit de l'ONG-Réseau américaine *International Rivers Network* (IRN). Nous allons voir en détail quelle fût son rôle dans la campagne. Notons également que, à côté de IRN, une organisation chinoise est en train d'être mise en place, mais sa nouveauté rend la recherche à son sujet encore fragile.

L'objectif de IRN est de connecter des luttes ou des contestations portant sur la protection des rivières dans le monde entier. Créée en 1985 en Californie, elle s'active sur tous les continents⁸⁸. Les événements de la Rivière Nu se sont reliés au réseau global via IRN. Les apports de cette inclusion ont été considérables parce qu'ils contribuent, premièrement, à braquer un projecteur international sur un fait considéré comme relevant de la politique intérieure chinoise. Même s'il est difficile d'établir une donnée quantitative sur l'influence réelle de IRN, il est certain que sa position transforme un fait local en un problème global, par la diffusion de rapport

⁸⁸ Plus de détail sur le site internet : <http://internationalrivers.org/>; On trouve notamment : « Seeking to protect the world's rivers from destructive dams and amplify the voices of dam-affected communities, a small group of volunteers formed International Rivers Network in 1985. Their vision was simple and yet remarkably ambitious: to develop a worldwide network of people working to protect rivers and promote just and sustainable water and energy development. Today, almost everywhere that a big dam is being planned or built there is organized local opposition. In communities where existing dams have created severe problems, dam-affected people are demanding reparations. International Rivers stands with these people, providing advice, training and technical assistance, and advocating on their behalf with governments, banks, companies and international agencies. The rate of large dam construction has fallen by half since our founding along with a dramatic increase in worldwide understanding of the need for better options. »

ou d'actualité sur la question en envoyant des e-mails (auxquels il est très facile de souscrire) ou en publiant des analyses sur leur site internet. Leur second apport est de pouvoir apporter des éclairages juridiques ou généralement techniques, ce qui est souvent d'un grand renfort pour les militants sur le terrain : ainsi de souligner l'obligation pour les entrepreneurs d'établir une analyse des impacts produits par la construction de grands projets en Chine (Environmental Impact Assesseeur – EIA)⁸⁹. Troisièmement, le fait d'appartenir à un réseau plus large d'organisations agissant avec les mêmes fins et les mêmes moyens que les acteurs dans le Yunnan est un soutien psychologique et social fort. Parfois, la marginalisation est une arme redoutable pour éclipser ceux qui peinent à se faire entendre.

IRN mène aussi des actions sur le terrain : elle n'est pas uniquement un lieu de rencontre, mais aussi un acteur. Elle a par exemple produit une série de petits documentaires multimédias disponibles sur internet. Elle entretient aussi une vision actuelle du problème, au moyen de blog principalement. Ainsi le récit d'un séjour dans la rivière Nu par une militante l'ONG, allant à la rencontre des sites de constructions, partageant des photos et recueillant l'avis d'autochtone.

Avant de terminer avec *International Rivers*, il est intéressant de noter le rôle joué par He Daming, que nous avons placé dans la catégorie des intellectuels/scientifiques, puisqu'il est aussi directeur du centre asiatique de IRN à Kunming, Yunnan⁹⁰. Ces doubles compétences ont certainement été mise au service de son engagement contre le barrage ; en même temps, les autorités doivent reconnaître en lui un scientifique intègre, et non pas dans l'opposition mais dans le consensus avec les autorités : il faut trouver la meilleure solution dans ce cas difficile de gestion environnemental, et à la fois les professeurs et les ONG peuvent aider à atteindre l'objectif.

III, 2, h - Les artistes

Plusieurs artistes se sont engagés en faveur de causes environnementales en Chine. Leur rôle dans le cas précis de la rivière Nu est difficile à établir, mais il serait dommageable de ne pas détailler leur influence générale. Les artistes sont parfois considérés comme l'âme d'une nation ; nombreux sont ceux, en Chine, qui s'intéressent à la pollution ou aux actions extrêmes de l'homme sur la nature. De nombreux artistes sont connus en Europe pour leur engagement en faveur de l'ouverture du régime, tel que Ai Weiwei qui vient d'être libéré de sa détention⁹¹.

Le Monde Diplomatique du mois de juillet 2011 a publié un article fort instructif sur le thème des mouvements sociaux en Chine, écrit par des chercheurs de Pékin. Il était accompagné de photos frappantes et interpellatrices, œuvre de l'œil du photographe Lu Gang. Celui-ci s'est donné comme objectif de fixer sur une image les dégâts produits sur les hommes et la nature par la pollution. Son engagement est significativement du côté des anti-barrages, de ceux qui

89 D'après Mei Chen, *Op. Cit.*, p. 36 : « In the Nu River project, the opponents cited the EIA law, and pointed out that the nation encouraged relevant units, experts and the public to participate in the EIA process in appropriate ways (International Rivers, 2005), since the detailed EIA report was not released by the government. Opponents who are outside the bureaucracy cannot access it, had no idea about the procedure of this project. »

90 D'après Mei Chen, *Op. Cit.*, p. 37.

91 RTBF.be « Histoire du Monde : Ai Weiwei libéré », <http://rtbf.be/emissions/> - consulté le 14 août 2011.

dénoncent les excès du développement économique chinois. Il a exposé récemment à Shanghai. Le magazine chinois en ligne China Hush⁹² parle de son travail documentaire : « His artistic and insightful work of art exposed real urgent issues of people living at the bottom of the society in China, the side of China people of the world usually don't get to see ».

Un autre exemple est celui de Wild China Films qui est une maison de production cinématographique. Elle a travaillé sur de nombreux documentaires qui éclairent la situation dans le lit de tel ou telle bassin fluvial, les modes de vie des populations locales et les impacts que produisent la construction et l'exploitation de barrage dans différentes régions de Chine.

Ces deux exemples illustrent les capacités d'engagement de l'art pour des causes environnementales en Chine. Cependant, il est à regretter que ce milieu s'adresse généralement, et a fortiori dans l'ancien Empire du Milieu, à des classes aisées, ce qui ne favorise pas une prise de conscience par le bas ni ne participe à l'éducation environnementale. En revanche, les artistes chinois sont de prodigieux prophètes internationaux, et peuvent parler aux populations étrangères, car l'art est par nature sans frontière.

III, 2, i – Les cyberwarriors

Une typologie des acteurs mobilisés dans la campagne de la rivière Nu ne pourrait se passer de cette catégorie naissante que sont les cyberwarriors. Nous appelons cyberwarriors ceux qui utilisent internet pour une cause ou le maintient d'une position politique.

Le nombre d'internaute ne cesse d'augmenter en Chine, si bien que le pays est aujourd'hui le l'un des premiers utilisateurs mondiaux d'internet avec plus de 60 millions d'ordinateurs connectés, et près de 400 millions d'utilisateur. Les blogs engagés sont nombreux, mais aussi les réseaux sociaux chinois tel que <http://renren.com> (sorte de Facette), <http://qq.com> (sorte de MSN) et surtout <http://weibo.com> (sorte de Tweeter). L'explosion est telle qu'elle est considérée par le gouvernement comme le premier élément pertinent pour comprendre l'émergence et l'influence de la société civile chinoise⁹³. Chaque ONG possède des sites internet qui permettent la circulation d'information et qui facilitent la mise en contact.

L'importance d'internet dans les transformations sociales en Chine est capitale. D'après de nombreux commentateurs, il participerait à la formation d'une société de citoyen (*citizen society*). Pour Chengyu Xiong, internet permet une libération de l'expression, une rapidité des échanges et des idées, autant d'activités favorables aux germes d'une société de citoyen, c'est-à-dire à un changement de paradigme politique – car les idées sont les bases du libre choix et de la responsabilité⁹⁴. En même temps, Chengyu met en évidence le caractère démographique du développement d'internet, qui en devient inéluctable : les utilisateurs d'internet sont jeunes, issus des classes moyennes, souvent éduqués. Leur stéréotype en est l'étudiant. Ses conclusions concernent les possibilités pour les autorités de se servir d'internet comme moyen de fournir des services aux citoyens, mais aussi de mieux comprendre et suivre les affaires sociales, comme

92 [Http://www.chinahush.com/](http://www.chinahush.com/) - Interview du 11 novembre 2009.

93 Conférence de Yu Keping, 2011.

94 CHENGYU Xiong (2003) « *The New Citizen Society : Consideration and Measures of developing e-Governance in China* », in: *Lecture Notes in Computer Science*, Vol. 2739/2003.

une vitrine sur la population.

En revanche, d'autres auteurs, et nos conclusions sont plus proches de ses derniers, démontrent que les organisations chinoises ou des individus isolés utilisent internet pour leur cause – dont la lutte contre la construction de barrage dans la vallée de la rivière Nu. Des documents sont mis en ligne par des journaux, tel que les articles de Wang Yongchen, ou des rapports de International Rivers. Leur accès, diffusion et lecture en est grandement facilité. Yang Guobin définit la « sphère verte » (Green public sphere) comme un discours particulier qui circule notamment par internet :

« We argue that the emerging green sphere consists of three basic elements: an environmental discourse or greenspeak; publics that produce or consume greenspeak; and media used for producing and circulating greenspeak. »

Si internet n'est évidemment pas le seul média utilisé, et nous avons déjà parlé du rôle des journalistes, Yang appuie très fort à son endroit puisqu'il permet une libre circulation du discours (Greenspeak), et par conséquence, participe à l'éducation environnementale des lecteurs. La formation d'un public au sens plein du terme, c'est-à-dire un groupe d'intérêt revendicatif, doit largement sa part à la croissance des nouvelles technologies de l'information.

Dans notre cas, un blogueur a été très actif sur internet : il s'agit de Zhang Kejia, journaliste au *China Youth Daily* et ami de Wang Yongchen. Il anime le blog de son journal dédié à l'environnement, *Green Net*. Sa page aura permis la large diffusion d'information crédible ; ce qui n'aura pas empêché Zhang d'être très actif sur le terrain, présent au côté de Wang dans les deux forums organisés par la SEPA, mais aussi signataire de la pétition du 25 octobre 2003 qui marque le début de la campagne publique⁹⁵ : « *Besides publishing many news reports about the debates surrounding the hydropower project, Zhang uses the Green Net of China Youth Daily to cover the debates.* »

Il faut noter ce lien entre le terrain et internet. Les cyberwarriors n'ont pas été, dans le cas de la campagne de la rivière Nu, des acteurs uniquement présents sur la toile. Ils tissent un fil entre la réalité observable, et la diffusion des informations. Internet est considéré comme un outil, un moyen au service de la cause défendue, un outil efficace, rapide et largement utilisé par les personnes mobilisées.

Finalement, si l'utilisation des nouvelles technologies dans la campagne de la rivière Nu a été décisive pour la diffusion et la collecte d'information, il semble qu'elle prenne un poids de plus en plus important dans les campagnes environnementales récentes, participant à l'émergence d'une sphère publique verte, à la diffusion d'un discours caractéristique, et prenant même parfois le rôle d'outil logistique et décisionnel remarquable. Les autorités semblent prendre conscience de l'importance de ce média, et en sont de plus en plus méfiantes : une utilisatrice de Tweeter a récemment été traitée devant un tribunal et condamnée à une peine de travaux forcés pour avoir écrit : « *Allez, jeunes en colère, foncez ! Allez-y !* »⁹⁶ - sous forme, d'après son avocat, d'une boutade.

95 YANG Guobin, CALHOUN Craig, *Op. Cit.*, p. 18.

96 GRANGEREAU Philippe « La martyre chinoise du web », article sur <http://www.ecrans.fr/>, consulté le 25 février 2011.

L'exemple de cette forme d'activisme, quoique réduite, dénote la crainte des autorités chinoises. Il termine notre typologie des acteurs mobilisés contre la construction de barrage dans la rivière Nu. Après avoir identifié les groupes intéressés par la construction de ses barrages, nous avons dénombré neuf types d'acteur différent, de l'ONG internationale au journaliste local. Il est évident qu'une typologie doit recourir à des critères classificateurs fictifs, que bien souvent la réalité recoupe. Le cas de personnalité comme Wang Yongchen est à mi-chemin entre les organisations chinoises et les médias, tout comme l'action de l'ONG américaine *International River* a des conséquences internes et internationales.

III, 3 - Chronologie et répertoire d'action

Même si l'objet de notre dissertation est d'éclairer *qui* sont les acteurs des mobilisations environnementales en Chine, il serait dommage de ne pas s'attarder un instant sur les formes d'action qu'ils ont mises en place. Charles Tilly parlait de répertoire d'action des mouvements sociaux, affirmant que les contestations adaptaient principalement leur moyen d'expression à l'espace laissé par le pouvoir ; espace mouvant en distance et en temporalité. Nous avons donné des exemples en guise d'illustration d'activité qui furent utilisées pendant la campagne de la rivière Nu. Nous allons, brièvement, retracer chronologiquement les principaux moyens qui furent saisis par les opposants aux barrages⁹⁷.

L'annonce du projet de construction des 13 barrages sur la rivière Nu date du début du mois de juillet 2003, peu de temps après que la région des Trois Rivières Parallèles est été déclarée par l'UNESCO « Patrimoine mondial de l'humanité ». En septembre 2003, la loi obligeant les projets de grande envergure à établir une étude des impacts environnementaux attendues devient contraignante, obligeant la SEPA à mettre son nez dans la vallée. Elle dressera un rapport très prudent et plutôt récalcitrant à l'encontre de la construction. Pour contrer ce résultat, la province du Yunnan convoquera un forum régional composé d'experts régionaux qui se déclareront favorables au projet. Cette tension entre la SEPA et le gouvernement du Yunnan soutenu par la CNDR durera plusieurs mois, et ouvrira la porte à ce qui devient une société civile environnementale.

Le premier moyen d'action utilisé fût les lettres aux gouvernements et les rencontres avec les autorités (*xin fang*). Ces deux méthodes sont traditionnels dans le système politique chinois : elles permettent à la population de s'exprimer et de s'adresser directement à ses gouvernants ; insidieusement, elles font des autorités la voie royale et naturelle de la résolution des conflits, tout en sondant l'opinion publique et en limitant l'accès aux prises de décision. Ces méthodes sont proches des cahiers de doléance qui furent utilisés à la fin de l'Ancien Régime, entre autre en France avant 1789.

Rapidement l'inefficacité de ces méthodes obligèrent les mécontents à emprunter d'autres chemins. Wang Yongchen fût l'une des premières à s'engager massivement dans l'affaire, mettant en place une pétition via son ONG *Green Earth Volunteers*, informant les médias et

⁹⁷ La chronologie suivante a été établie par l'entrecroisement d'un grand nombre de travaux académiques que nous avons utilisé par ailleurs dans le mémoire. Les principaux sont : Busgen 2006, Mertha 2007, Mei Chen 2010, Guobin 2004.

recommandant la compétence de He Daming qui s'avérerait être un opposant aux barrages. Celui-ci fût consulté sérieusement par la SEPA. D'autres ONG bientôt rejoignirent la danse qui apportèrent du soutien et élargir la participation de la population.

Localement, Yu Xiaogang commença une récolte d'information avec son ONG Green Watershed afin de compléter les données de la SEPA nécessaires à la formation de l'étude d'impact.

Les ONG participèrent à des nombreux forums internes (forum SEPA et NDRC) et internationaux (*China Environment Forum* ou *UE/China Civil Society Forum*) qui contribuèrent à faire savoir leur opposition au projet, en Chine et à l'étranger. Cela entraîna l'arrivée de International Rivers Network qui fût d'une grande aide dans la communication de donnée, d'argument ou de rapport. Parallèlement à ces activités, les ONG chinoises récoltèrent des informations, comparèrent leurs résultats, renforcèrent leurs liens réciproques, interrogèrent les populations locales ou encore médiatisèrent leurs positions. Par exemple, une exposition photographique eu lieu à Pékin⁹⁸, ou de nombreux sites internet furent mis en ligne.

En avril 2004, après environ 6 mois de campagne anti-barrage, le premier ministre Wen Jiabao déclara officiellement la suspension du projet : « We should carefully consider and make scientific decision about major hydroelectric projects like this that have aroused a high level of public concern in society, and with which the environmental protection side has disagreed. »

Mais il est bien clair que cette suspension n'est pas une annulation. Le projet fût retravaillé jusqu'à ce que la SEPA donne son accord en février 2005. Dès août 2004, un réseau d'ONG chinoises s'établit à Pékin sous le nom de « China River Network » à l'occasion d'un salon journalistique organisé par Wang Yongchen et Zhang Keijie, avec pour objectif de rester attentif et de ne pas baisser la garde.

Depuis, la campagne se poursuit même si elle semble s'essouffler après que le gouvernement ai réaffirmé sa volonté de mener à bien le projet à l'horizon du plan quinquennal 2012-2017. Des actions d'éducation environnementale sont à l'œuvre, plusieurs ONG restent sur le qui-vive ; surtout, le gouvernement du Myanmar a affirmé son opposition au projet si les barrages menacent la souveraineté du contrôle du fleuve qui coule jusque dans l'Océan indien, assurant l'existence d'une partie de l'ex-Birmanie. Cette polémique internationale fût décisif dans le choix de Wen Jiabo d'en appeler à la prudence et à l'arbitrage du temps – qu'il sait à son avantage.

III, 4 - Analyse du cas de la rivière Nu

L'analyse des résultats de notre recherche conduit sur la piste de plusieurs réflexions concernant la situation de la société civile environnementale en Chine : nous allons les étudier l'une après l'autre. Il s'agit de voir en quoi notre typologie permet d'éclairer notre compréhension politique et sociale de la Chine.

- 1) Il est d'abord nécessaire de relever la diversité et la multiplicité des acteurs. La coalition

98 Interview de Wang Yongchen, [<http://eng.greensos.cn/ShowArticle.aspx?articleId=517>] : « In order to have a better understanding of the Nu River, Wang Yongchen, other media reporters, and environmentalist volunteers embarked for the first time to the Nu River, to gather a large number of images, words and sounds over nine days. On their own, they raised funds to hold a photo exhibition in Beijing titled "Nu River Feelings". »

anti-barrage qui s'est dressée dans le Yunnan n'est pas le fruit d'une ou deux personnes mécontentes, mais bien le résultat d'un profond malaise qui s'étend dans toutes les couches de la société : d'abord entre les échelons gouvernementaux (province/gouvernement central), mais aussi parmi ceux soucieux de l'environnement, des intérêts économiques, des minorités, de la participation politique, etc.. C'est par le recoupement de ces faisceaux divers qu'une communauté aux contours édentés mais à l'objectif clair s'est formée. La société chinoise n'est pas ce bloc monolithique que l'on nous présente parfois de manière caricaturale : la campagne sur la rivière Nu met en évidence la complexité sociale et les tensions qui traversent la Chine.

- 2) Découlant de la diversité des acteurs présents, notre étude va dans la même direction que la thèse, bien que maintenant vieilli, d'Andrew Mertha de la fragmentation de l'autorité en Chine. Il est clair que le pouvoir ne forme pas une unité organique, mais se divise en plusieurs points qui ne visent pas les mêmes objectifs. Ainsi de l'opposition entre la SEPA et la NDRC. Cette fragmentation ouvre des brèches dans le bloc du gouvernement dans lesquels s'engouffrent, depuis le milieu des années 1990, les nouveaux acteurs dont nous venons de parler (ONG, artistes, médias, journalistes...). Complétant le schéma de Mertha, nous affirmons que la fragmentation du pouvoir qu'il a mis en évidence est aussi une porte ouverte à l'émergence de nouveaux acteurs. Proche de la vision de Foucault sur le pouvoir, il n'est pas unitaire en Chine, mais se fractionne en une multitude ponctuelle qui ne devient réellement influente que dans le regroupement et l'assemblage.
- 3) Il faut pourtant nuancer cet optimisme de la refondation sociale : s'il existe une grande absente dans la vallée de la rivière Nu, c'est bien l'immense masse de population concernée directement par les déplacements, les fragilisations culturelles, les divisions, la menace sur les écosystèmes ou la biodiversité. Le débat s'est concentré entre les mains de ceux qui peuvent et de ceux qui savent. Les plus défavorisés n'ont pas les moyens de monter au créneau ; ils doivent s'en remettre aux mains généreuses et aux esprits compatissants. Les élites gardent le contrôle des organes de presse, le gouvernement maintient son monopole politique. Mais de nouvelles élites urbaines commencent à voir leurs poignets se délier.
- 4) Remarquons aussi l'inébranlable volonté de l'État de conserver le *prima* de la décision : malgré la mobilisation, aucune opposition n'est tolérée. Il s'agit toujours de chercher à orienter ou conseiller les membres des Comités : la frontière de la dissidence n'est jamais loin, et chacun jongle entre sa position et l'espace qui lui est donné. C'est l'État qui organise les débats, c'est lui qui tolère les arguments et détient in fine la possibilité de continuer ou de suspendre le projet. Il n'est pas d'opposition, il n'est que des avis divergents.
- 5) Pour répondre à la question : « qui mène la danse ? », il ne faut pas regarder en bas, mais en haut. Certainement les soubresauts de l'opinion publique, fruits des efforts conjugués des acteurs ayant accès aux médias, ont fait pencher la balance – ils ont été

nécessaires, ils n'ont pas été suffisant. Le cœur de la polémique s'est focalisée sur l'étude d'impact de la SEPA. Les ONG ont chacune apporté leur pierre à l'édifice, soulignant les faiblesses et les dangers du projet, allant sur le terrain, menant enquête, récoltant des données, forgeant des arguments : l'enjeu reste focalisé sur l'avis de l'administration, il n'est pas possible de forcer la main aux autorités. Il est possible de critiquer les ONG à cet égard : si leurs efforts sont incommensurables, et les portes qu'ils ont ouvertes sont lourdes de sens, elles ne restent que des conseillères du prince.

- 6) Il existe une ligne de conflit, à propos de la société civile chinoise, entre les optimistes et les pessimistes. Les premiers voient dans l'action des organisations les germes d'une réforme politique majeure qui menacent le monopole politique du Parti. Les seconds ne perçoivent dans ces gesticulations que des illusions de participation derrière la main de fer du gouvernement. Notre avis est que la société chinoise se complexifie et que le gouvernement, du haut de son trône d'acier, ne peut comprendre en profondeur toutes les lames de fond qui traversent ses sujets. Il lui est donc loisir d'écouter tel ou telle organisation, même de la prendre au sérieux et de la suivre. Mais il n'est pas enclin à partager le pouvoir, et il garde les ficelles qui lui permettent de refermer l'ouverture s'il le désire. Cependant la ficelle devient de moins en moins solide à mesure que les informations circulent librement via internet ou que les médias délient peu à peu leurs langues. L'enjeu de l'information apparaît capital, une société de la communication se met en place – elle seule est capable de damer le pion à un régime autoritaire, lorsqu'elle met en évidence les erreurs, les exclus et les privilégiés.

IV – Deuxième étude de cas : la protestation PX à Xiamen

Alors que la campagne de la rivière Nu se situe en milieu rural, thématissant les divergences entre Province et gouvernement central, entre expert et expert, entre populations silencieuses et journalistes bavards, notre second cas d'étude est localisée en milieu urbain, dans une belle ville touristique et côtière, sur le bord de la mer de Chine⁹⁹. Xiamen devait, pourtant, accueillir dans sa proche banlieue un complexe pétrochimique transformant la région en leader mondial de la production de Para-Xylène, matière chimique utilisée pour l'élaboration des films photosensibles de nos appareils photos argentiques. Une mobilisation massive de la population a permis le déplacement du lieu de l'usine : elle restera dans la province, mais dans une zone éloignée de Xiamen.

L'événement a été beaucoup moins étudié que celui de la vallée de la rivière Nu, même s'il peut être considéré comme le mouvement environnemental le plus important des dernières années. L'accès aux sources secondaires a été moins aisé, parce que moins nombreuses. Les ONG ont été plus ou moins absente de la campagne, donc la mise à disposition d'information a été plus difficile. De plus, le mouvement est resté à une échelle provinciale, ne faisant que peu appel à l'arbitrage de Pékin, et ne suscitant qu'un intérêt international limité. Pour ces raisons, notre travail se basera largement sur la dissertation du Pr. Ran Ran de l'université Renmin à Pékin, puisque c'est elle qui fournit, à notre connaissance, les informations les plus complètes. Notre compréhension de l'événement est plus superficielle que le précédent, mais il est des éléments à souligner : l'utilisation des technologies de l'information (téléphone et internet) et la manifestation piétonne.

Nous avons trouvé pertinent de donner un outil de comparaison à la campagne de la rivière Nu : d'une part, cela permet de mieux apprécier le rôle relatif des acteurs, et d'autre part, de voir les similitudes et les divergences. Mais aussi, de donner une vision plus large du mouvement environnemental chinois que l'on ne pourrait certainement pas laisser à l'image de la vallée du Yunnan. Sans cela, nous n'esquiverions pas le risque de confondre le particulier et le général.

IV, 1 - Chronologie de l'événement

Au mois de novembre 2006, la compagnie taïwanaise Chen Youhao'sXianglu Petrochemical Group commence la construction de l'usine, après l'accord des gouvernements centraux et provinciaux : l'entreprise doit rapporter plusieurs milliards de Yuan à la région, devenant un moteur local de l'économie¹⁰⁰. Malheureusement, le projet comporte quelques faiblesses

⁹⁹ Voir Annexe 2.

¹⁰⁰RAN Ran, *Op. Cit.*, p. 246

notables. La première est que l'usine est située à quelques kilomètres d'une école, et que dans un rayon de 5 km vivent 100 000 personnes. La seconde est que les études d'impact environnementaux auraient été, là aussi, négligés, notamment au niveau de la pollution atmosphérique que l'environnement ne saurait absorber. Ces deux éléments vont générer un malaise de la population locale qui ne manquera pas de le faire savoir. Après des tentatives limitées et réglementaires (pétition, lettres, visites...), une manifestation rassemblera, au début du mois de juin 2007, environ 20 000 personnes. Son objectif : annuler la construction de l'usine. Plusieurs arguments sont avancés : danger pour la population, pollution, atteinte à l'image de la ville qui est un haut lieu touristique chinois, mais aussi plus généralement au cadre de vie exceptionnel dont bénéficie Xiamen.

Au mois de décembre 2007, un rapport de l'agence de protection environnementale locale reconnaît que le lieu ne respecte pas toutes les conditions nécessaires au maintien du site. A la mi-décembre, une consultation publique relève qu'une très grande partie de la population rejette le projet. Quelques jours après, le gouvernement annonce la relocalisation du site industriel dans une ville voisine : elle sera considérée par les résidents comme une victoire, et par les écologistes comme une déception.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là, car un élément doit être précisé, même s'il peut être considéré comme étant en dehors de la campagne. Il s'agit de la réaction de la population près du nouveau site choisi par le gouvernement central, non loin de Xiamen. Le Washington Post relate les faits et parle de violence contre la police – bâtons et cailloux –, de blessures et d'arrestations¹⁰¹ :

« Violent protests erupted in several southern Chinese fishing towns after residents heard that a chemical factory rejected as environmentally dangerous by the nearby city of Xiamen would be built in their area instead, witnesses and other residents said Monday. The protesters, who began their uprising peacefully Thursday, clashed repeatedly with baton-wielding police Friday and Saturday in several towns on the Gulei Peninsula, about 50 miles southwest of Xiamen on the Taiwan Strait, they said. A dozen people were injured and carried away for treatment in local hospitals, and about 15 were arrested, according to demonstrators and their family members. »

Cependant, le gouvernement fût, cette fois, inflexible, et la construction commença en 2008.

IV, 2 -Typologie des acteurs mobilisés

De part son milieu urbain, les acteurs qui se mobilisèrent à Xiamen regroupent principalement des intellectuels, des députés du gouvernement provincial et municipal, des militants écologistes, et, surtout, une grande partie de la population de la cité – ce fait change complètement la nature de la mobilisation comparée à celle de la rivière Nu.

IV, 2, a - Le comportement des autorités

Les conditions dans lesquelles les négociations concernant l'implémentation de l'usine à Xiamen

101CODY Edward, « Thousands clash with police in south China », Washington Post, 4 mars 2008 (<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/03/03/AR2008030302640.html> – dernière consultation le 15 juillet 2011)

reste méconnue. L'accord fût donné et la construction commença en 2006. Les bénéfices pour la région sont évidents et d'ordre économique : 1,4 milliards de dollar devait être investi dès 2008, amenant emploi et richesse en développant le tissu industriel de la ville. Suite aux premières mobilisations, le projet fût suspendu en attendant que l'étude d'impact environnemental soit réévaluée. La province demanda en juillet 2007 à une agence indépendante de rendre un rapport sur la question ; il s'agissait de la *China Research Academy of Environmental Science* (CRAES). Les résultats, rendus public en décembre 2007, définissaient le terrain choisi initialement comme « too small and inadequate for the diffusion of atmospheric pollution¹⁰² ».

La position des autorités s'est transformée avec le temps et l'ampleur de la mobilisation. La participation du public se limitait dans un premier temps aux méthodes classiques et légalement réduites qui permettent de s'adresser aux gouvernants : l'envoi de lettres aux secrétariats, la visite personnelle (*xin fang*), les pétitions et quelques articles dans les médias locaux¹⁰³. La situation était bloquée tant que les oreilles restaient fermées. Mais un élément déclencha un processus : les voisins de l'usine avaient réalisé un site internet pour discuter du problème. Les autorités interdirent catégoriquement son accès ; cet excès se retourna contre elles parce qu'elle provoqua l'exaspération de beaucoup. Une seconde étape fût franchie lorsque des députés de l'assemblée provinciale tentèrent de s'opposer légalement au projet, mais ils restèrent une minorité. Cela influença néanmoins la vision de la population sur la mobilisation, qui gagnait en crédibilité et s'étendait : « Government officials did not respond to citizens.' feedback until Prof. Zhao and the CPPCC, during its annual session in March 2007, proposed that the PX would be relocated. » La municipalité voulu user de la force pour interdire une manifestation qui s'annoncer, indiquant ainsi sa résolution de désamorcer le mouvement.

Pourtant un tournant fut amorcé par les mobilisés qui s'efforcèrent de revendiquer leur opposition au complexe, mais pas au gouvernement : « The protesters made it clear that they opposed the PX plant, but not the government. This "rational" attitude made the "harmonious" protest much more effective and constructive than other confrontational ones. » Suite à ses réussites, les événements prirent le cours que lui donnèrent les mobilisés, et l'usine, qui devait être le symbole du développement économique, devint celle d'une victoire du mouvement environnemental chinois. Si un réel rapport de force s'établit au commencement, il fût bientôt détourné en une sorte de coopération entre l'État et la population. L'opposition au gouvernement n'est pas toléré en Chine, ni la violence. Mais la légitimité du gouvernement est basée sur la satisfaction de sa population, ou au moins sur son silence. Il ne peut se mettre à dos de pacifiques manifestants qui

¹⁰²Ibid, p. 247.

¹⁰³Ibid, p. 234 : « Competent offices received 225 environmental complaints in 2007 and 79 political ones. These numbers, however, are meaningless in terms of the effectiveness of the citizen complaint system as a supervisory mechanism unless the data show how many receive follow-up action to address the concerns. Many officials believed that the principal function of this system is to enhance the central government's legitimacy. The system also is expected to reduce the number of protests and violence confrontations because it not only provides citizens with close to local governmental officials, but also provides the central government an additional tool for gathering information about the performance of local government officials. However, this research found that how the government responds to complaints also influences the central government.'s legitimacy, because results are what matter to citizens. »

s'expriment conformément au modèle légal – le projet fut suspendu, puis déplacé. Mais annulé, jamais...

IV, 2, b - Le rôle des scientifiques

Les scientifiques sont généralement considérés comme les conseillers du Prince, et nombreux sont ceux qui estiment qu'ils ont perdu leur prestige en Chine et surtout leur indépendance pour la simple raison qu'ils sont devenus fonctionnaire de l'État, donc dépendant financièrement de lui, et généralement grassement rémunérés. Pourtant, nous avons vu l'action de He Daming, professeur à l'Université de Kunming, Yunnan. A Xiamen, la communauté scientifique s'est également engagée sur le terrain au côté des manifestants. Il est évident qu'on ne peut parler d'une unité lorsque l'on parle des professeurs d'université ; cependant, l'action de Zhao Yufen, professeure de chimie à l'université de Xiamen, et députée provinciale, illustre à merveille le rapport qui existe en Chine entre la science et le politique.

En tant que scientifique, Zhao a d'abord essayé de passer par les canaux classiques et officiels pour faire entendre sa position. Une réunion d'universitaire et de politique a été organisée à Pékin à cet effet, lors de laquelle Zhao s'est expressément opposée à la construction de l'usine pour plusieurs raisons : pollution atmosphérique, risque en cas d'accident qui nécessiterait une évacuation de quartier immense, risque pour la santé publique. Sa position fut la première opposition publique au projet. Sa qualité de scientifique lui donne de la crédibilité, mais aussi le devoir de prévenir. Mais son discours fût ignoré par le Secrétaire du Parti qui déclara que la décision été prise. Un rapport de force devait être installé pour sortir du mépris dans laquelle Zhao se tenait en tant que scientifique.

Elle usa par la suite d'une autre stratégie, jouant cette fois-ci la carte politique : elle tenta d'interdire le projet PX par la voix de l'Assemblée populaire chinoise, avec 105 autres députés. Même si sa proposition fut rejeté, elle suscita de l'intérêt et renforça la crédibilité du mouvement à Xiamen. C'est à partir de cette période, en Mars 2007, que le projet PX fût discuté activement par les médias nationaux, et que le cas prit une ampleur suffisante pour inquiéter politiquement les dirigeants. Zhao considéra tout de même son action comme une réussite en demi-teinte et préféra se retirer de la polémique qui se poursuivrait sans elle. Elle sera reconnue par la suite pour avoir « sauvé » Xiamen.

Notons d'une part que sa capacité d'expression est due à la combinaison de son statut de chercheur et de député. Comme chercheuse, elle donna de la crédibilité et de la solidité à son discours. Comme député, son discours s'adressa publiquement aux politiques. Il serait spéculatif de dire lequel a été le plus décisif ; en revanche, cette ambiguïté ne résout pas la question de la place des scientifiques dans les prises de décision, même s'il paraît évident que la simple qualité de professeur ne suffit pas à convaincre les esprits réticents. D'un côté, les scientifiques parlent directement au pouvoir, et en même temps, ils doivent le faire de manière prudente et spécifique. Dans le cas de Zhao, c'est son identité politique qui permis de diffuser son discours scientifique, et ainsi de pouvoir assumer sa responsabilité en tant que celle qui connaît les risques et sait les mesurer.

IV, 2, c - L'intellectuel et internet

Un autre personnage marqua la campagne contre le projet PX. Son nom est Lian Yue et il est journaliste de formation, issue des sciences sociales, et participe régulièrement à des journaux plus bavard que d'autres, tel que le *Southern Weekly*. Son engagement prit la forme d'un dialogue avec la population de Xiamen via un blog qui devint le plus important centre de documentation sur la question¹⁰⁴. La lecture quotidienne de ces textes étaient une habitude que prirent les habitants de Xiamen. Lian appelait à un mouvement pacifiste, respectueux des autorités, mais déterminés et populaires. Ses recommandations prenaient toutes sortes de forme :

« Lian Yue posted a comprehensive summary of information on his blog, which not only provided information for local citizens but also spurred a heated national debate. Although he did not identify himself as an “activist”, Lian never hesitated to express his strong opposition, claiming that there could be no individual “savior”, but that only Xiamen citizens could “save” themselves through collective action. Beginning in late March 2007, Lian posted a series of articles urging the people of Xiamen to speak out against the PX. “Don’t be afraid,” he wrote. “If you are afraid, please just talk to your friends, family and colleagues about the project. They might still be in the dark.” He told readers that the plant would hurt property values and tourism in Xiamen, and that “Xiamen residents will also be viewed as weak and stupid” if they don’t stand up in opposition. »

Son rapport avec les autorités fût problématique. Ceux-ci interdirent rapidement son blog, mais Lian le rouvrit sur un serveur étranger quelques jours plus tard. Il affirma ne jamais prendre part lui-même aux activités sur le terrain, se contentant de commenter, argument et décrire la situation. Cette position esqua l'adjectif de dissident, et il affirma, à l'instar de Zhao, lutter contre l'usine, pas contre le gouvernement. Ce fût d'ailleurs lui qui proposa de ne pas faire de la manifestation une « contestation », mais « une marche dans la rue », soulignant la bienveillance du mouvement. Lui-même choisi de ne pas participer directement à la marche, parce qu'il jugeait trop audacieux de se dévoiler en pleine rue, à cause de ses propos pleins de sagesse, mais révoltés.

A la vue de cet exemple, il semble évident que le rôle d'internet a été crucial pendant la campagne d'information, afin de diffuser un discours commun comme l'affirme Yang Guobin qui parle de *Greenspeak*, et dont Lian se faisait le porte-parole. Il a aussi permis la circulation de recommandations et de mots d'ordre décisifs.

IV, 2, d - Un mouvement populaire

Si des personnalités comme Zhao Yufen ou Lian Yue ont joué un rôle déterminant dans la médiatisation de la campagne, ou la diffusion de consigne, il revient à la manifestation piétonne d'avoir eu le plus d'impact, suivit par la consultation par tour de parole, à l'initiative des autorités en décembre 2007.

104 L'adresse de son blog : <http://bullock.cn/blogs/lianyue/>

L'organisation de la marche est remarquable, puisqu'elle se fit essentiellement par l'utilisation de GSM : le lieu et le jour du rendez-vous fut connu par SMS :

« Lian insisted that he did not know who first began sending SMS call for protest ; however, it is highly likely that the idea of using SMS to spread information was made in a context of extreme media control, while almost all the channels associated with it have been closed, including TV, radio, newspaper, magazine, Internet Web sites, and even his blog¹⁰⁵. »

Le lieu et le jour du rendez-vous fût connu par SMS. Voici le contenu du message¹⁰⁶ :

“...Once this extremely poisonous chemical is produced, it will be like an atomic bomb for the people of Xiamen, we will have leukemia and deformed babies. We want to live, we want to be healthy!...For the sake of our grandchildren, take action! Join the 10,000 people march, beginning at the 1st of June at 8:00. When you read this message, send it to all your friends in Xiamen.”

Le développement des technologies de la communication et leur diffusion dans une large part de la population participe à l'organisation du mouvement environnemental en Chine. Elles rendent le contrôle des données presque impossible, et mettent à disposition les informations en dehors de tout organe centralisateur, telle qu'une agence de presse, les chaînes nationales de télévision etc.

Deux manifestations rassemblèrent plus de 10 000 personnes au début du mois de juin 2007, ce qui est un événement en Chine où toute contestation du régime est sanctionnée. Ce simple fait met en évidence que la population chinoise urbaine n'est pas un groupe humain atone, mais bien un tissu social en plein essor qui possède les moyens de se faire entendre, même si les choses ne sont pas faciles. Le contexte social n'est pas celui d'une absence de liberté dans un régime dictatorial : un espace d'expression est toléré tant qu'il se contente de ne contenir que des revendications précises, localisées, sans danger.

La principale motivation des habitants était la proximité avec la zone à risque environnemental et pour la santé. C'est l'argument fréquent et de nature individualiste du « not in my backyard », ou « pas dans mon jardin ». C'est-à-dire que les résidents ne se sont pas mobilisés contre le principe d'une usine, mais contre sa location dans leur proche environnement. La solidarité est limitée puisqu'elle s'arrête une fois que le projet est délocalisé. Tout comme Zhao le demandait, il fallait déplacer le projet PX loin des concentrations de peuplement. Cette relocalisation fût suffisante pour que le mouvement se considère victorieux. Pour le professeur Qing Zhai que j'interrogeai en Juillet à Pékin, le résultat est une forme d'hypocrisie et le gouvernement ne fût pas obligé de changer ses projets, mais de les adapter ; et par conséquent, le mouvement ne peut être considéré comme une victoire environnementale, mais plutôt comme celle d'une certaine classe urbaine favorisée.

Après les manifestations, la population fût amenée à donner son avis sur le projet PX lors du mois de décembre 2007. Chaque participant, plusieurs dizaines, disposait de 3 minutes pour se faire entendre. Malgré la présence de chargé de communication envoyé par la compagnie en charge de la construction de l'usine, environ 90% des personnes présentes affichèrent un refus

105RAN Ran, *Ibid*, p. 253.

106D'après le blog : <http://www.mtholyoke.edu/~wang30y/xiamenpx/pages/upwell.html>

catégorique du projet. C'est à ce moment que l'État décida de lâcher du lest et d'écouter la parole au peuple : car, probablement et ironiquement, la décision de relocalisation avait été prise quasi-définitivement auparavant.

Finalement, le mouvement peut être qualifié de populaire en ce qu'il fut capable de réunir plusieurs milliers d'âme en un même lieu, et que ce peuple s'arma lui-même d'argument et de savoir faire. Même s'il n'y eut jamais d'affrontement avec les forces de police (même au contraire de la compréhension mutuelle), le mécontentement populaire est visiblement craint par les autorités, surtout lorsqu'il est allié à celui des députés. Les arguments et les motivations tournèrent surtout autour de la santé publique et des risques sanitaires : la vision écologique du monde était, pour le gros des troupes, anthropocentrée. Il ne s'agit pas de ne pas construire l'usine pour préserver l'environnement, mais pour garantir aux habitants un cadre de vie de qualité. Les rapports entre peuple et élite est la marque caractéristique de ce mouvement environnemental à Xiamen, liens qui furent favorisés par l'utilisation massive des technologies de communication. La lutte au sommet, dont Zhao est l'exemple, donna assez de courage à la population pour aller jusqu'à manifester publiquement. L'un et l'autre s'entrecroisent et forment l'alchimie du mouvement.

V - Perspectives comparatives

Après avoir exposé les deux cas étudiés par notre recherche, nous allons à présent nous pencher sur les résultats que procurent leur comparaison. Quelques pistes ont déjà été empruntées lors de la rédaction. Toutefois, il convient de clarifier les conclusions. La question qui guidera notre réflexion est la suivante : la comparaison entre les deux études de cas permet-elle de relever un ensemble de trait commun qui éclairerait l'état de la société civile environnementale en Chine ? Les deux cas étudiés étant considérés comme une victoire pour le mouvement environnementaliste chinois, nous présumons que la recherche de traits communs et la reconnaissance des étapes décisives dans leur développement respectifs pourrait tracer le schéma d'une forme d'organisation nécessaire voire suffisant à la réussite d'un mouvement environnemental. Pour parfaire cette tentative, il aurait aussi fallu incorporer des cas où les mouvements sont en échec. Malheureusement, nous nous confrontons d'abord aux limites intrinsèques à la forme de ce mémoire, et aussi aux difficultés à accéder à des sources fiables concernant ces mouvements échoués : la déception des militants n'est généralement pas favorable à la passion des chercheurs.

V, 1 - Points communs et divergences

Quels sont les points de contact entre nos deux exemples de cas ?

V, 1, a – L'implication de la population

Le mouvement de la rivière Nu a été celui des ONG et de personnalités remarquables – nous avons parlé de Wang Yongchen, de Yu Xiaogang, de He Daming, de Zhan Keijie. Le fonctionnement global fût la médiatisation de leurs points de vue, qui provoqua un débat national et international. Si la population fût sollicitée, se fût surtout lors de rencontre ou d'interview. On parla « au nom de » - la biodiversité, le bien-être, les ethnies, les paysans etc. Rarement ceux dont le nom était invoqué allèrent directement aux gouvernements, quelque soit leur niveau de compétence.

Au contraire, à Xiamen, ce fût, *in fine*, la marche regroupant plus de 10 000 personnes qui fût déborder le vase. Assemblée là au prétexte d'un SMS, la population parla directement au gouvernant, se montra, manifesta publiquement. Banderoles et slogans pacifistes. Effet de masse médiatisé dans toutes la Chine et à l'étranger (comme ces articles du *Washington Post* ou du *Los Angeles Times*¹⁰⁷). La population fût capable de créer un rapport de force à son avantage, sans jouer de violence, mais usant de sagesse. Les intellectuels furent un élément parmi d'autres, apportant arguments et crédibilité ; les politiques, un gage de légitimité.

La principale divergence dans le comportement des mobilisés entre les deux cas se trouve dans le degré d'éducation et de richesse des populations concernées, et, corollairement, dans leur

107 *Washington Post* du 3 mars 2008, *Op. Cit.* ; *Los Angeles Times* du 1er juin 2007 « China get the (text) message » ; ou encore : *Washington Post* du 28 juin 2007 « Texts Message Giving Voices to Chinese ».

accès aux informations via internet ou les téléphones. Urbaine, la protestation contre l'usine PX fût aussi celle de la nouvelle classe moyenne chinoise. Rurale, les ethnies menacées de déplacement à cause des barrages s'exprimèrent passivement par la voix de ceux qui voulaient leur en donner une. Si ce sont les habitants de Xiamen qui mirent des sites internet en ligne, ce sont les ONG pékinoises qui établirent les conséquences de la construction des barrages. Ces deux manières d'agir trace une ligne de démarcation quasi-imperméable entre les deux campagnes.

V, 1, b - Scientifiques et intellectuels

Cette catégorie, que l'on retrouve dans les deux cas, se comporta en revanche de manière similaire. Scientifiques comme intellectuels – la distinction entre les uns et les autres est infime – se placèrent du côté des « contres », et essayèrent d'utiliser leur identité, leurs relations, leurs connaissances pour peser sur la balance. Ils eurent un accès direct au pouvoir (réunion de Zhao Yufen à Pékin, activisme de Wang Yongchen), mais celui-ci eu bien du mal à entendre ce qui se disait. L'anecdote suivante peut être aussi symbolique : lors de la prise de parole de Zhao à Pékin devant les autorités centrales à Pékin, le Secrétaire du Parti arriva 15 min en retard et manqua le discours : preuve de son mépris pour celle qui voulait aller parler à ceux d'en haut.

Les relations des scientifiques avec le pouvoir apparaissent plus relever de l'illusion que de la réalité. En revanche, leur lien avec les médias et la population est effectif. Ils donnent des raisons, une légitimité et du courage à ceux qui n'ont pas les accès relationnels et qui sont bloqués « en bas ». Il est certain que le mouvement à Xiamen n'aurait pas pris cette direction si les députés de l'Assemblée Populaire de Chine n'avait pas essayé de relocaliser le projet. La suspension des barrages dans le Yunnan n'aurait pas eu lieu si les ONG et les scientifiques n'avaient apporté leur expertise et des données nouvelles à la SEPA pour l'évaluation environnementale de l'impact des projets.

V, 1, c - Les nouvelles technologies

S'il est bien un facteur transformateur dans la Chine du XXI^e siècle, ce doit être l'arrivée des nouvelles technologies de la communication (internet en tête), et surtout sa diffusion parmi les classes moyennes urbaines. Elles sont devenues un vecteur de diffusion de l'information. Entre la campagne de la rivière Nu et la protestation de Xiamen, leur utilisation a néanmoins été bien différente.

Dans le Yunnan, internet fût un outil au service de la diffusion d'information : les ONG mirent en place des sites internet, les mailing-list permettent de contact toutes les personnes intéressées quelque soit leur nombre, les journaux commentent les actualités, les contacts s'échangent à la vitesse-V. A Xiamen, internet est plus qu'un outil de communication. Allié au GSM, ils sont la structure même de la mobilisation populaire. Sans eux, pas de rassemblement aussi efficace et spontané : c'est un SMS qui fût à l'origine de la manifestation. Cet exemple montre bien la capacité de transformation de la société en profondeur. La disponibilité de l'information permet aux lecteurs de se faire une idée précise des raisons qui motivent une décision, de la pluralité de

point de vue, des intérêts qui s'affrontent. Ainsi, un positionnement devient possible, et parfois un véritable devoir d'agir peut se faire sentir. L'exemple du site internet instauré par les riverains de l'usine, puis autoritairement interdit par le gouvernement local déclencha des vocations au mécontentement. Le blog de Wang qui présente un compte rendu de l'affaire est également très intéressant puisqu'il met en ligne des informations pour se souvenir du mouvement. Dans le cas du Yunnan, le fait que les projets suspendus soient en train de recommencer vient aussi d'un relâchement de la pression, de la discrétion des entreprises. Bref, de l'oubli et du manque de médiatisation.

V, 1, d - Internationalisation

Un dernier point à signaler est l'importance de l'internationalisation des mouvements. Il est bien connu qu'en droit international, le fait qu'un État se prononce sur un fait interne est une ingérence et peut parfois être considéré comme une menace. C'est de cette manière, par exemple, que la Chine se défend d'un regard étranger sur la situation au Tibet. Citer cette trivialité met en évidence que l'internationalisation d'un événement, quelque soit sa nature, met une double pression sur le gouvernement d'un État : de l'intérieur en raison de l'événement même, et de l'extérieur lorsqu'un fait est considéré comme d'importance global ou transnational.

Les barrages de la rivière Nu ont été un phénomène international. D'abord, celui des Trois Gorges reste problématique en Chine, dont la renommée mondiale n'est plus à faire : ceux des Trois Rivières Parallèles y font écho. Ensuite, la rivière Nu est l'un des fleuves les plus puissants du Sud-Est asiatique, traversant le Myanmar après la Chine. Le projet a aussi inquiété les gouvernements de ses pays puisqu'il permettrait un contrôle des eaux par la Chine, ce qui le place en situation de dépendance. Enfin, le fait que la région est été classée par l'UNESCO patrimoine mondial de l'humanité autorise l'humanité à y jeter un coup d'œil, puisque les risques environnementaux sur cette zone menace la biodiversité, la richesse des cultures humaines, et plus globalement une immense portion de trésor géographique. L'intérêt d'ONG comme *International Rivers Network* porta l'événement au niveau de l'intérêt global. Le fait que ce qui pourrait être considéré comme de la politique intérieure chinoise devienne de l'intérêt de tous est un marqueur de transnationalisation. L'ouverture des frontières au regard extérieur est un facteur important de bouleversement, même si il reste évident que la Chine reste solidement attaché à sa souveraineté.

Dans le cas de Xiamen, la situation est toutefois restée au niveau interne, ne bénéficiant que peu d'un rayonnement international. Les journaux étrangers, principalement américains, se sont contentés de relayer l'information. Mais parce que la compagnie était chinoise, et que les enjeux touchaient au cadre de vie des résidents de Xiamen plus qu'à un défi écologique, le gouvernement faisait face à un problème de légitimité, pas à un problème de politique internationale. Il faut, en Chine, que les événements est une réelle portée internationale pour que les projecteurs se tournent vers l'intérieur.

V, 1, e - Médiatisation

Il faut souligner, dans les deux cas que notre étude aborde, le rôle primordial des médias. C'est surtout dans la campagne de la rivière Nu que ces derniers ont été importants, puisqu'ils ont porté le débat au niveau national. Ils ont aussi été le principal diffuseur des arguments des opposants aux barrages. A cet égard l'action de Wang Yongchen ou Zhang Keijie a été fondamentale, l'un et l'autre profitant de leur identité professionnelle pour élargir l'échelle de la contestation. Dans ce cas, les médias sont un moyen de pression immense puisqu'il permet à la fois de parler aux autorités, et à la fois de s'adresser aux lecteurs lambda.

Il apparaît que les journaux écrits, mais aussi ceux du web, sont des moyens efficaces de s'emparer d'un problème est de l'exposer publiquement. Il n'est tout de même pas possible d'affirmer que l'indépendance des médias est similaire à ceux d'Europe, même si ceux-ci connaissent aussi des pressions politiques. En effet, les principaux médias chinois que sont *People's Daily* ou *China Daily* pour la presse écrite et *CCTV* pour la télévision sont entre les mains du Parti, de même que l'agence de presse *Xinhua* (Agence Chine Nouvelle) qui est souvent considérée comme la voix du gouvernement. Cependant plusieurs journaux possèdent une équipe de rédaction autonome. Ce sont souvent des journaux régionaux. La liberté de la presse est réelle en Chine tant que les journalistes restent modérés dans leur propos et ne s'opposent pas au gouvernement...

A Xiamen, les médias n'ont pas joué le même rôle. Plusieurs journaux régionaux ont diffusé des informations, des arguments ou des rapports sur le projet PX, de manière comparable à ce qu'a fait internet dans le Yunnan. En effet, les principales sources étaient en ligne à cause de la main mise du gouvernement local sur les journaux. D'après notre recherche, internet se développe en un lieu plus libre que les médias traditionnels, puisque s'il existe des parades techniques à la censure électronique, les journaux papiers peuvent simplement être interdits ou censurés.

L'indépendance des médias vis-à-vis du pouvoir sera probablement l'une des batailles significatives de la société civile en Chine. Internet se présente comme un lieu alternatif de réflexion, et certains journalistes jouant de plus en plus la carte de l'indépendance. Il faut garder à l'esprit l'idée de cette ligne invisible qui constitue la censure - et que les journalistes maîtrisent assez bien.

V, 1, f - Institutionnalisation

Dernièrement, nous devons distinguer les degrés d'institutionnalisation des acteurs impliqués dans les mobilisations. Nos deux cas sont très divergents : d'un côté, les barrages ont intéressé beaucoup d'organisation d'environnementaliste de Pékin, à commencer par *Green Earth Volunteer* ; de l'autre, à Xiamen, ce sont des logiques de quartier qui ont prévalu, des solidarités de voisinage, l'identité urbaine. Les groupes d'intérêt se sont créés autour de la proximité géographique, pas autour de concept, mais autour de préoccupations matériels direct : la qualité de vie, la santé publique pour lesquels chacun d'entre eux est concerné. Dans le SMS envoyé pour la manifestation du 1er juin se trouve l'idée que l'usine pourrait transmettre des maladies aux riverains. Ce jeu émotif ne s'adresse pas à des ONG, mais à des personnes inquiètes pour leur quotidien. Ainsi à Xiamen seront présents des individus soucieux de leur bien-être, et pas

des ONG dont la vocation est de défendre une cause et de bâtir un idéal. Dans le Yunnan, des ONG ; à Xiamen, des individus. Malgré cet effet de miroir, les deux mouvements ont atteint leur objectif, au moins pour un temps.

D'après cette analyse, la présence des ONG n'est pas nécessaire à la réussite des mobilisations environnementalistes ; ou plutôt, pas pour tout les types de mobilisation. Les ONG s'évertuent généralement à défendre des choses qui ne peuvent se défendre par elles-mêmes, que ce soit des rivières, des forêts ou encore des identités culturelles. Les motivations sont bien différentes de celle des habitants de Xiamen qui, eux, s'intéressent d'abord à leur propre intérêt.

L'institutionnalisation n'apparaît que comme un moyen de se renforcer ; en revanche, jouer le jeu de la lumière publique peut aussi être dangereux. Par exemple, le journaliste Lian Yue préfère agir virtuellement – il ne se rendra pas aux manifestations – pour ne pas risquer une peine d'emprisonnement. Une institution est contrôlée légalement, pas une foule spontanée.

Nous venons de relever six points de contact essentiels entre les deux événements : engagement de la population, rôle des intellectuels, diffusion des nouvelles technologies, internationalisation, rôle des médias et institutionnalisation. Comme résultat de notre recherche, nous affirmons que ces points sont les moteurs et les outils de la contestation en Chine, et que leur contrôle constituera les prochains enjeux pour l'émergence d'une société pluraliste.

V, 2 – Les facteurs de mobilisation

Pour mieux comprendre dans sa globalité l'évolution des acteurs, il convient d'éclairer les facteurs qui ont causé leur mobilisation. Il est très délicat de mettre à jour les soubassements des actions, les causes qui donnent à quelqu'un la force de se mettre en mouvement. Notre enquête ne peut prétendre à cet endroit à l'exhaustivité. Cependant, il est possible, d'après les implications des acteurs et leurs évolutions dans le temps, de dévoiler les éléments qui les ont mis en branle, ce qui les a poussé à agir, ou à ne pas agir. Ceux-ci varient en fonction de chaque acteur. Néanmoins, nous pouvons établir trois facteurs différents qui recoupent trois types d'acteur. Certains acteurs se sont mobilisés pour des raisons professionnelles ; d'autres, sur le qui-vive, ont saisi la polémique comme une opportunité pour défendre leur cause ; les derniers ont trouvé dans leur mobilisation spontanée un obstacle contre l'injustice.

Parmi les acteurs qui se sont mobilisés pour des raisons professionnelles, nous retrouvons la SEPA et ses agences subordonnées ; et, parmi ceux qui sont pour la construction des barrages, la NDRC et la compagnie de l'énergie Huaidian – même si l'on ne puisse pas parler à leur propos de mobilisation participative bien sur. Nous avons déjà souligné le conflit institutionnel entre la SEPA et la NDRC. Alors que la seconde pousse sans arrêt pour la construction, au nom du développement économique, de la redistribution énergétique, de l'aménagement du territoire, la SEPA est confrontée dans sa raison d'être. Car, en effet, il s'agit pour cette agence de faire respecter ses objectifs. Une agence environnementale qui fermerait les yeux sur un projet d'une telle ampleur se contredirait elle-même.

La littérature sur le comportement des bureaucraties (*organization behavior*) est très étudiée au

niveau global : ONU et organisation reliée en premier lieu. Il est sans doute utile de s'en servir maintenant pour saisir les ressorts de l'action de la SEPA. D'après cette optique, les institutions tirent leur origine de leurs statuts qui définissent les raisons de leur naissance, et les moyens donnés pour réaliser les objectifs. La SEPA, en tant que Ministère de l'Environnement, est notamment chargée des évaluations d'impacts environnementaux¹⁰⁸. Nous pouvons simplement affirmer qu'il est de son *devoir impérieux et vital* de s'assurer de l'application de l'étude d'impacts. Les bureaucraties doivent justifier leur existence qui est garantie par des objectifs et des moyens. Finalement, ce qui conduit la SEPA à se mobiliser contre la construction des barrages, c'est parce que les conditions qu'elle est censée garantir ne le sont pas. Ce devoir, qui justifie son existence, est menacé. Voilà ce qui est probablement la cause générale de son engagement pour faire des barrages un projet respectant les lois environnementales chinoises.

Le second facteur de mobilisation est celui de la *cause idéale* à défendre par des organisations constituées avant les événements. Les ONG environnementales chinoises dont nous avons parlé, n'ont pas été mises en place spécifiquement pour la campagne de la rivière Nu. Elles existaient auparavant, se prononçant sur plusieurs thèmes, à l'occasion de plusieurs événements (on peut penser à la campagne pour la protection des Antilopes Tibétaines de FoN). Dans le cas qui nous intéresse, elles ont saisi une fenêtre d'opportunité, et se sont engagées contre les barrages pour les mêmes raisons qu'elles se sont engagées ailleurs : il s'agit, à chaque fois, de défendre un idéal environnementaliste, d'appeler à une approche différente du rapport entre la civilisation et la nature, de donner la parole à ceux qui n'ont que des bouches, et pas de langues.

Cette idée de l'engagement est également développée par Andrew Mertha dans son livre *Chinese Water's Warriors*. D'après lui, les Policy entrepreneurs sont en attente permanente de fenêtre d'opportunité dans lesquelles ils peuvent s'engouffrer pour se faire entendre, et avancer dans la voie qu'ils se sont fixés. CONCEPT dans le résumé du bouquin.

Enfin, le troisième facteur de mobilisation relevé est plus émotif, plus inconscient, et provient d'un sentiment de révolte face à un choix injuste. Ce facteur est le ressort de ceux qui auraient préféré, peut-être, ne pas se jeter dans la bataille. De ce qui auraient voulu qu'on les laisse tranquille, dans leur milieu et leurs habitudes. Il n'est pas sur le terrain parce qu'il est payé pour cela, ni parce que son engagement est de longue date, à la poursuite d'un idéal et de ses opposants. Ce facteur, plus simple parce que plus intime, mais aussi plus radical, mobilise les acteurs spontanés, comme un Yu Xiaogang ou un He Daming pour la campagne Nu. Il s'adresse à une population qui n'a pratiquement aucune connaissance de l'engagement politique, mais qui, pourtant, veut et doit se tenir debout.

Nous avons évoqué, au long de notre dissertation, les arguments d'ordre environnementaux, sociaux, culturels, politiques pour lutter contre les barrages du Yunnan ou l'usine PX. Il est toutefois intéressant de relever le rôle des inquiétudes concernant la santé publique à Xiamen. Ils

108BUSGEN, Michael, *Environmental Non-Governmental Organization in the Nujiang Campaign*, 2006, p.27.

ont joué un rôle moteur dans la mobilisation populaire. Par exemple, on peut se rappeler le contenu du SMS qui a circulé lors de la manifestation du 1er juin : on y parle de risque pour la santé en jouant avec le registre dramatique (bébé mort-né, maladie pulmonaire). Plus tard, l'évaluation d'impact proposée par la SEPA mettra l'accent sur la capacité de l'air à absorber la pollution atmosphérique, argumentant de la proximité d'une école primaire avec le lieu de l'usine. C'est notamment parce que l'usine de Xiamen mettait en danger la santé publique qu'elle a été déplacée : environnement et santé publique se recourent.

A cet égard, le livre de Luc Boltanski¹⁰⁹ est remarquable pour essayer d'éclairer les motivations souterraines des populations mobilisées instinctivement. Ce n'est pas une participation irrationnelle, uniquement guidée par les sentiments. Mais c'est une participation qui, à l'origine, n'a pas d'autres moyens de se faire entendre que d'exprimer ces sentiments d'amour et d'injustice. Il n'y a pas encore d'institutionnalisation de la mobilisation, pas d'accès aux médias, pas de construction politique stable, réfléchie, solide. Il n'y a que des hommes et des femmes avec le cœur noué.

Nous venons de mettre à jour les trois principaux facteurs de mobilisation dans les campagnes de la rivière Nu et celle de Xiamen PX.

V, 3 – Quel mouvement environnementaliste en Chine ?

Notre recherche peine à répondre à la question de la nature du mouvement environnementaliste chinois, parce qu'il souligne justement la pluralité des acteurs et des répertoires d'action collectif mobilisés. De plus, il existe de trop nombreuses raisons de se mobiliser écologiquement en Chine pour affirmer qu'il existe un mouvement.

Nous pourrions parler d'un mouvement écologique comme d'un processus qui part d'un néant et qui, progressivement, prend une certaine consistance, se matérialise à travers les multiples événements qui traversent la société chinoise. Un mouvement comme un immense vague, irrésistible. Mais parler de l'avenir de cette vague serait spéculatif, même si nous avons relevé les prochains récifs sur lesquels elle devra se jeter : média, internet, transnationalisation etc. Dans cet optique, le mouvement serait un assemblage artificiel de points distants de milliers de kilomètres, tel que les deux exemples que nous avons abordé le sont. Ce que nous pourrions en tirer, ce serait l'optimisme de la diffusion du discours écologique en Chine, et le pessimisme de l'omniprésence de la lutte entre le développement économique et le maintien de l'intégrité de l'environnement.

Cette image a certainement une part de réalité, sa réalisation est possible. Néanmoins, notre travail heurte l'immensité de l'Empire du Milieu. Si une chose doit être extraite de notre recherche, c'est l'absence de lien matériel entre les deux cas que nous avons étudié. Aucun chercheur n'a, à notre connaissance, étudié parallèlement les deux événements comme nous venons de le faire. Aucune des personnalités qui a lutté contre la rivière Nu ne s'est retrouvée dans les rues de Xiamen le 1er juin 2007 : on ne retrouva pas Wang Yongchen au côté de Zhao Yufen. Les ONG qui furent omniprésentes dans le Yunnan ne se préoccupèrent pas de l'usine de

109BOLTANSKI, Luc, **JBH**

P-Xylène. Les distances sont trop grandes, les leaders restent dans l'ombre, les organisations environnementales ne sont pas des pieuvres immenses. A l'autre bout du continent Eurasiatique, le mouvement écologiste pris forme en France à partir des années 1970. René Dumont se présente à l'élection présidentielle de 1974, date symbolique. En Chine, le temps est encore long avant qu'un parti écologique naisse et vive. Il n'existe pas -encore?- de courant suffisamment fort pour structurer l'ensemble de ce que d'aucun appel dès à présent le mouvement environnementaliste chinois, sinon, nous le supposons, il aurait été représenté à la fois dans la vallée de la Nu, et à la fois à Xiamen.

Pour ces raisons, notre dissertation ne soutient pas l'idée d'un mouvement environnementaliste chinois. Nous préférons l'image des nombreux ruisseaux qui, coulant et roulant leurs pierres, ne se jettent pas encore dans la même mer. S'il est possible de parler d'une communauté, c'est par les progrès que fait l'idée d'écologie dans les esprits en Chine, c'est par le fait qu'une préoccupation environnementale émerge. Cependant, d'un point de vue général, il n'est pas de mouvement unitaire en Chine à l'heure actuelle. Les nombreuses organisations environnementales que l'on retrouve à Pékin sont en passe de se rapprocher sur de nombreux points, comme l'exemple du *China Rivers Network* le prouve. Mais Pékin n'est pas la Chine.

La différence entre l'opposition à la construction des barrages pour des raisons écologiques et humaines et l'opposition à l'usine à Xiamen pour des raisons de bien-être et de qualité de vie sont extrêmes. Dans les deux cas, le discours environnementaliste fut le moteur de la mobilisation. Mais les acteurs présents furent différents, ainsi que le schéma politique des mobilisations, notamment par la présence ou non de la population mobilisée. Alors que les organisations défendent les choses qui ne peuvent se faire entendre, comme les rivières, la manifestation de Xiamen défend un environnement au service de l'homme. Leur vision est anthropocentrée : il faut préserver la nature pour le cadre de vie qu'elle offre. Celles des ONG est centrée sur la préservation de la nature en soi : elles n'ont pas d'intérêt direct à défendre, à part, d'une certaine manière, de justifier leur raison d'être.

Une autre remarque est à faire : elle concerne le pacifisme des mobilisations. Nombreux sont les travaux qui pensent la société civile chinoise en terme d'opposition au régime, en terme de transformation du système politique. L'environnementalisme en Chine pense principalement à l'éducation et à la diffusion d'un esprit écologique. Il faut que les autorités comme la population prenne conscience du risque qui est pris en faisant le choix de la croissance. La répression est violente, la force fréquente. Le dépassement de la conduite autorisée est sévèrement sanctionnée. Dans les deux cas que nous avons étudié, les militants ont toujours choisi la voie de la coopération avec le gouvernement. Il n'a jamais été question de renverser les politiques, mais bien de les aiguiller vers un meilleur choix.

Toutefois, il convient aussi de nuancer cette affirmation. Il existe aussi de nombreux mouvements violents d'opposition en Chine. Ils sont généralement spontanés, et par conséquent limités dans l'espace et le temps. Au Tibet, les contestataires sont des traîtres à la nation ; les morts sont courants et les enfermements nombreux. Au Xinjiang, les indépendantistes se font tirer dessus lors de manifestation, et souvent il y a mort d'homme, à l'instar de 20 Ouïghours à la fin du mois

de Juillet 2011¹¹⁰. Comme nous l'avons déjà dit, de violents combats ont opposé la police à des résidents de la ville destinée à recevoir l'usine de PX relocalisée en mars 2008. Ces exemples pourraient être multipliés. Mais il est difficile de les rattacher à un mouvement environnementaliste lorsque le discours écologique est le moteur de l'événement, parce qu'aucune organisation sur le sol chinois ne peut revendiquer sa participation ou son soutien à des telles actions, sous peine de sévères sanctions. S'il n'est pas possible de parler d'opposition au régime en Chine, même pour des questions environnementales, ce n'est pas parce qu'elle n'existe pas, mais parce que personne n'a le droit de la revendiquer.

110 Voir par exemple : http://fr.ntdtv.com/ntdtv_fra/actualite/2011-08-01/695817716945.html

VI - Conclusions

Notre recherche a comparé deux mobilisations environnementales en Chine : la campagne contre la construction de barrage sur la rivière Nu dans le Yunnan, et la protestation contre l'implantation d'un site industriel (projet PX) dans les banlieues de Xiamen. Nos résultats portent sur la nature du mouvement environnemental et surtout sur ses modes d'organisation dans le contexte rigide du système politique chinois. Théoriquement, elle se demande s'il existe bel et bien un tel mouvement, pendant que de nombreux auteurs perçoivent les germes d'une société civile environnementale, et si ce qui existe menace la structure du régime.

Nos conclusions ne sont pas catégoriques, comme bien souvent en science politique, car les choses changent dans le temps et l'espace. Nous avons d'abord trouvé que les attentes du concept de « société civile » ne peuvent être satisfaites dans le régime semi-autoritaire chinois. Il n'existe pas de société civile chinoise au sens strict, étant entendu que ce concept ne peut se déployer que dans un régime politique particulier qui est celui de la démocratie et du libéralisme politique. Nous n'avons pas trouvé, empiriquement, de réelle similitude entre la société civile occidentale et le mouvement chinois.

Pourtant, et ces arguments complètent le concept de « fragmentation » d'Andrew Mertha, le régime laisse une place de plus en plus importante aux acteurs politiques non-étatiques. Mertha parle d'une fragmentation du pouvoir, c'est-à-dire de son hétérogénéisation progressive. Les conflits entre les agences de protection de l'environnement, la SEPA en tête, et les administrations de développement (souvent les gouvernements locaux ou les ministères industriels comme celui de l'énergie) sont monnaie-courante, et fissurent la coquille de l'État unitaire. L'apport théorique de notre travail est d'affirmer que ces failles instaurent un espace d'incertitude concernant la gestion des risques environnementaux dans lequel peuvent s'engouffrer les acteurs intéressés. Ainsi, la fragmentation de l'autoritarisme permettrait une multiplication des points de pouvoir, dont certains sortiraient du milieu étatique compris au sens strict.

Bien entendu, ses failles ne sont pas irrémédiables. Elles sont plutôt des fragilités qui peuvent être refermées si le besoin en est, mais qui constituent aussi autant de fenêtre d'opportunité pour les acteurs de la société civile à la chinoise, pour les « Policy entrepreneurs ».

Cependant, si l'État chinois reste maître de la société (canalisation des moyens de contestation, arbitraire des autorités, recours courant à la force, pression sur les organisations légales ou les individus, censure et contrôle des médias...), certains facteurs peuvent challenger son monopole de la violence légitime. Nous parlons ici de processus longs et délicats. Notre recherche a isolé certains facteurs déterminants dans les conflits environnementaux : les médias, le rôle des intellectuels, l'implication de la population locale, le degré d'institutionnalisation, l'utilisation des technologies de la communication et l'internationalisation des phénomènes. Ces facteurs sont des zones d'ombre sur lesquels le pouvoir n'a pas le plein contrôle, et qui peuvent constituer des

outils au service des mobilisés, mais qui pourraient aussi rester entre les mains des différents niveaux de gouvernement. Par exemple, une utilisation totalement libre d'internet permet la diffusion d'information, le rassemblement de personne ou la communication de conseil et de commande. En revanche, son contrôle complet par le pouvoir permettrait un isolement des individus et une surveillance permanente. Chacun des facteurs cités est contrôlé à un certain degré par les autorités ; les degrés de liberté sont autant de moyens au service des protestations. Notre recherche s'est également intéressée à la nature de la société civile chinoise. Nos résultats mènent vers deux directions. Premièrement, nous pensons qu'il n'existe pas de mouvement unitaire environnementaliste en Chine : la multiplicité des acteurs et des causes s'oppose à l'émergence d'un leadership structuré, la taille du pays supposant des organisations titanesques. Aucun acteur ne se retrouve impliqué à la fois dans le Yunnan et à la fois à Xiamen. Les deux événements ne sont reliés par aucun acteur majeur : ils sont comme deux lignes parallèles qui ne se toucheraient jamais. Nous avons utilisé l'image de ruisseaux ne se jetant pas dans la même mer pour imaginer cette réflexion ; ce qui n'empêche pas la réussite des mobilisations dans les deux cas.

Secondement, s'il n'existe pas d'unité organisationnelle dans ce mouvement, il fait tout de même sens si nous prenons en compte la progression rapide et peut-être irrésistible d'un discours environnementaliste. Dans les deux cas étudiés, l'environnement est une cause à défendre : dans le cas des barrages, la vallée est à préserver en temps que telle ; à Xiamen, c'est parce qu'un environnement sain permet une vie saine. Ces deux visions sont différentes dans leur manière de placer l'homme par rapport à la nature, mais elles sont similaires parce qu'elles visent à préserver l'environnement. De nombreuses organisations chinoises, comme par exemple *Friends of Nature*, ont pour principal objectif de promouvoir un esprit environnemental, une éducation écologique. Il semblerait que cet objectif soit sans cesse plus proche de sa réalisation. Ce que Yang Guobin appelle le *Greenspeak*, le discours écologique, s'étend et est pris au sérieux.

Nous avons aussi trouvé que les mouvements environnementaux ne peuvent se passer de leurs liens politiques pour exister et pour se faire entendre. Il y avait Wang Yongchen à Kunming, il y a eu Zhao Yufen à Xiamen. A chaque fois, c'est le positionnement public d'une personne politique ou très influente qui a permis le décollage de la protestation et sa réussite. Protestataires et politiques se complètent, mais le premier ne peut accéder aux prises de décision sans le second, ce qui nous pousse à penser que le contrôle politique reste pleinement entre les mains des élites sociales. Même si le nombre d'acteur impliqué dans les protestations augmente, on ne peut parler de démocratisation. Le destin de l'environnementalisme reste incertain dans la Chine du XXI^e siècle, mais notre travail trouve de l'espoir à placer en lui puisqu'un certain nombre de facteur que nous avons relevé (média, internationalisation etc.) deviennent disponible pour une part croissante de la population.

La tâche de la Chine est immense devant les perturbations que le développement économique laisse derrière lui. De même que les défenseurs de l'environnement arrivent à saisir des fenêtres d'opportunité politique parfois salutaire, les groupes d'intérêt industriels et productivistes gardent

une grande longueur d'avance puisqu'ils sont directement aux commandes de l'État. La reprise des travaux dans la vallée de la rivière Nu ces dernières années laissent filtrer un peu d'amertume, tout comme le fait que l'usine de P-Xylène est simplement été déplacée de quelques centaines de kilomètres.

La recherche a encore beaucoup à faire dans le domaine afin de mieux comprendre le fonctionnement interne du géant asiatique. L'analyse des événements sociaux et environnementaux nécessite une attention de tous les jours. La compréhension des ressorts de la communauté environnementaliste en Chine et de l'évolution prochaine de ses capacités promet de beaux jours aux études dans le domaine.

Pour terminer ce mémoire, je voudrais laisser la parole à des chercheurs de l'université Qinhua à Pékin. Ils s'expriment ainsi dans *Le Monde Diplomatique* du mois de juillet 2011, proposant une série de réforme qui permettrait d'ouvrir un espace légal de contestation en Chine afin de permettre la conciliation dans la résolution des conflits sociaux – et, logiquement, environnementaux aussi :

« Il faudrait, en premier lieu, transformer et réduire les fonctions d'intervention directe du gouvernement local (...) tout en renforçant son rôle de négociateur et d'arbitre des conflits. Il conviendrait, en second lieu, de consolider et d'améliorer les mécanismes de gouvernance de telle façon que le recours à la loi et au droit soit la méthode normale et efficace pour résoudre les désaccords ; mettre en place des canaux institutionnels qui permettent l'expression des mécontentements au sein de la société ; enfin, favoriser l'émergence de d'association de citoyens, créer des mécanismes ou des structures qui aient pour but de travailler à la résolution des conflits sociaux. »

Bibliographie

SOURCES PRIMAIRES

Institutions :

AQUASTAT, base de donnée de la FAO sur l'eau et l'agriculture dans le monde.

<http://www.fao.org/nr/water/aquastat/countries/china/index.stm> – Dernière consultation le 28 Mai 2011.

National Bureau of Statistic of China, « *China Statistical Yearbook* », 2003.

UNESCO, « Aires protégées des trois fleuves parallèles au Yunnan » -

<http://whc.unesco.org/fr/list/1083> Dernière consultation le 25 juillet 2011.

Union Européenne, EU/China Civil Society Forum Rapport, décembre 2010.

WORLD BANK, China Environment Overview, 2010 – <http://www.worldbank.org/en/country/china/data/>
Dernière consultation le 5 août 2011.

Blogs :

Lian Yue, journaliste à Xiamen : <http://bullock.cn/blogs/lianyue/>

Shawn Shieh, professeur chinois de Science Politique : <http://ngochina.blogspot.com/>

Wang, blogueur de Xiamen : <http://www.mtholyoke.edu/~wang30y/xiamenpx/>

Revue et presse: China Quaterly, Journal of Chinese Political Science, Perspectives Chinoises, Le Monde Diplomatique, Le Monde, Le Soir, China Development Brief, Monde Chinois, Modern China, China Daily, RTBF, Journal of Contemporary China

Articles de journaux :

GRANGERAU Philippe « *La martyre chinoise du web* », article sur <http://www.ecrans.fr/>, - dernière consultation le 25 février 2011.

Le Monde Diplomatique, juillet 2011, « Les chercheurs chinois veulent de nouvelles réformes ».

Los Angeles Times, 1er juin 2007, « *China get the (text) message* »

NTD Télévision, 1er août 2011, « Xinjiang: 20 morts lors d'affrontement avec la Police », http://fr.ntdvtv.com/ntdvtv_fra/actualite/2011-08-01/695817716945.html – dernière consultation le 3 août 2011.

Washington Post, 28 juin 2007, « *Texts Message Giving Voices to Chinese* ».

Washington Post, 4 mars 2008, « *Thousands clash with police in south China* », (<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/03/03/AR2008030302640.html> – dernière consultation le 15 juillet 2011)

SOURCES SECONDAIRES

Ouvrages :

Anonyme, « *The Changing Flows of the China River Network* », Forthcoming, Chine.

- ANG ChinBy, HEIDEL Klaus, WONG Staphany (2010) *Climat Change and China: Civil Society Perspective*, Werkstatt Ökonomie, Heidelberg University Press, 48p.
- ARENDT, Hannah (2010) *Condition de l'homme moderne*, éd. Pocket, Coll. Agora, Paris [1ere édition 1958].
- BERMAN, Bruce, LONSDALE John (1992) *Unhappy Valley, conflict in Kenya and Africa*, Ohio Press
- CABESTAN Jean-Pierre (1994) *Le système politique de la Chine Populaire*, éd. PUF, Paris.
- DELEUZE, Gilles (1991/2005) *Qu'est ce que la Philosophie ?*, Les éditions de Minuit, 206p, Paris.
- ECONOMY, Elisabeth (2004) *The River Runs Black: The Environmental Challenge To China's Future*, éd. Cornell University Press.
- ELIAS, Norbert (1991) *La Société des Individus*, éd. Fayard, Paris.
- HILGERS, Mathieu, MAZZOCHETTI, Jacinthe, *Révoltes et opposition dans un régime semi-autoritaire : le cas du Burkina-Faso*, éd. Karthala, Paris, 2010, pp 320.
- NEVEU, Erik (2005) *Sociologie des Mouvements sociaux* (4e édition), éd. La Découverte, 126p., Paris.
- MERTHA, Andrew, *China's Water Warriors : Citizen Actions and Policy Change*, éd. Cornell University, London, 2008, 192p.
- OTTAWAY, Marina, *Democracy challenged : the rise of the semi-authoritarianism*, éd. Carnegie, New-York, 2003, pp 256.
- PUEL, Caroline (2011) *Les Trente Ans qui ont changé la Chine*, éd. Buchet-Chastel, Paris.
- ROCCA, Jean-Louis (2006) *La Condition Chinoise*, éd. Kathala – CERI, Paris.
- XEI, Lie (2009) *Environmental Activism in China*, éd. Routledge, 225 p., London.
- YONGNIAN, Zeng, FEWSMITH Joseph (2008) *China's opening society : the non-state sector and governance*, éd. Routledge, 244 p., London.
- ZHENG, Lunian; HABER Daniel (2010) *Chine / Occident, Le grand malentendu du XXIe siècle*, éd. L'Harmattan, Paris.

Articles scientifiques:

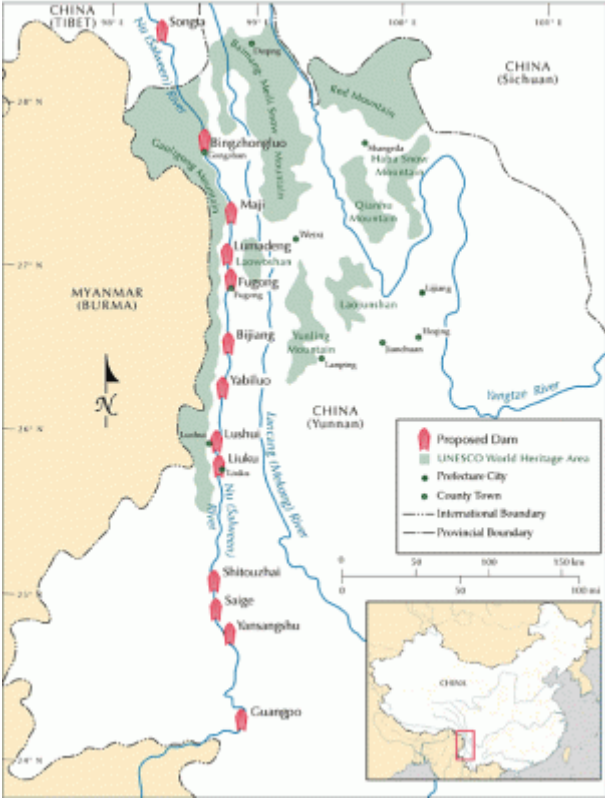
- BROWN, Philip H. & XU, Yilin (2010) « Hydro-power development and resettlement policy on China's Nu River ». Forthcoming, Journal of Contemporary China.
- BUSGEN, Michael, *Environmental Non-Governmental Organization in the Nujiang Campaign*, in: Working-Paper, n°42, Institut For Social Studies, La Hague, février 2006.
- CHENGYU, Xiong (2003) « *The New Citizen Society : Consideration and Measures of developing e-Governance in China* », in: Lecture Notes in Computer Science, Vol. 2739/2003, 4 p.
- ECONOMY, Elisabeth & LIEBERTHAL, Kenneth (2007) « *Scorched Earth: Will Environmental Risks in China Overwhelm Its Opportunities?* », in : Harvard Business Review, June, 11 p.
- GALLAND, Franck (2009) « *Géopolitique de l'eau* », in : Monde Chinois, n°15 « L'Eau en Chine », 136 p.
- GUOBIN, Yang & CALHOUN, Craig (2007) « *Media, Civil society, and the Rise of a Green Public Sphere in China* », in : China Information, Vol. 21, 26 p.
- HEIM, Alexandre (2010) « La Chine, son eau et ses voisins : aperçu des pénuries en eau annoncées au XXIe siècle », in : Institut des Relations Internationales et Stratégique, mai, 33p.

- HO, Peter (2007) « *Embedded Activism and Political Change in a Semi-authoritarian Context* », in : China Information, Vol. 21, 24 p.
- HSIA, Yuen-Jan Renee & WHITE, T. Lynn (2002) « *Working amid corporatism and Confusion : Foreign NGOs in China* », in : Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, Vol. 31, 24 p.
- KANG, Xiaoguang & HAN, Heng (2008) « *Graduated Controls : The State-Society Relationship in Contemporary China* », in : Modern China, Vol. 34, 21 p.
- LICHUAN, Chen (2009) « Chine : les organisations sociales face à l'État », in : Monde Chinois, n°19, Institut de recherche et de débat sur la gouvernance, novembre, Paris, [<http://www.institut-gouvernance.org>].
- MA, Qiusua (2002) « *The Governance of NGOs in China since 1978: How Much Autonomy?* », in : Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly.
- MCDONALD, Kristen (2007) « *Daming China's Grand Canyon : Pluralization without Democratization in the Nu River Valley* », PHD Dissertation, Université de Berkeley, Californie.
- MERTHA, Andrew (2009) « *Fragmented Authoritarianism 2.0 : Political Pluralization in the Policy Process* », in : China Quarterly, 25 p.
- MEIAN, Chen, (2010) *Public Participation in Environmental Decision-making Process in China, A Case Study of the Anti-Nu River Dam Campaign in Yunnan Province*, Mémoire De Master de l'Université d'Oregon, Etats-Unis, Non publié et communiqué par l'auteur.
- RAN, Ran (2009) *Environmental Politics at Local Levels in China: Explaining Policy Implementation Gap and Assessing the Implications*, Thèse de l'Université de Duisburg-Essen, Non publié.
- SCHWARTZ, Jonathan (2004) « *Environmental NGOs in China: Roles and Limits* », in: Pacific Affairs, Vol. 77, No. 1 Spring, pp. 28-49.
- SHUOGUANG, Wang (2008) « *Changing Models of China's Policy Agenda Setting* », in : Modern China, Vol. 34, 33 p.
- STANLEY, Phillip, DONGNING Yang (2006) « *An Emerging Environmental Movement in China ?* », in : The China Quarterly, Mars, 24 p.
- STRIZZI, Nicolino & STRANKS, Robert T. (1996) « *Dégradation de l'environnement et sécurité en Chine* », in : Commentaire, Service Canadien du renseignement et de sécurité, n°67, Mars. [<http://www.csis-scrs.gc.ca/pblctns/cmmntr/cm67-fra.asp> – Dernière consultation le 27.02.2011].
- TAITHE, Alexandre (2007) « *L'eau, facteur d'instabilité en Chine: perspective pour 2015 - 2030* », in : Fondation pour la Recherche Stratégique, coll. Recherches et documents, 53 p. [disponible en ligne : http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/rd/RD_20070125.pdf - Dernière consultation le 5/04/2011].
- TILLY, Charles (1984) « *Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne* », in : Vingtième siècle, Revue d'Histoire, Vol. 4, pp. 89-108.
- TILT, Bryan, XIAO Pichu (2007) « *Industry, Pollution and Environmental Enforcement in Rural China : Implication for Sustainable Development* », in : Urban Anthropology, Vol 36, 29 p.
- SHAWN, Shieh (2009) « *Yu Keping on China's Government-led civil society* », in : <http://ngochina.blogspot.com/>, consulté le 16 mai 2011.

- WANG, Xiqin & JI, Yan & LEI, Ting (2009) « *Analysis on Characteristics of Industrial Pollution and its Spatial Distribution in Haihe River Basin* », School of Natural Resources and Environment, Renmin University of China, Beijing.
[<http://www.seiofbluemountain.com/upload/product/201002/1265617490sfgtiqof.pdf> – dernière consultation le 16/02/2011]
- WENG, Fushi (2009) « *Environmental Politics in China : An Issue Area in Review* », in : Journal of Chinese Political Sciences, Vol. 14, Hong-Kong, 24 pages.
- XIAO, Feng (2007) « *La politique chinoise de la protection de l'environnement* », Contribution au Congrès Marx International V, Sorbonne, octobre, Paris.
- YANG, Guobin (2005) « *Environmental NGOs and Institutional Dynamics in China* », in : China Quaterly, 22 p.
- YANG, Guobin (2004) *Is there an environmental movement in China? Beware of the River of Anger* , in : Asian Program Special Report, N°124, Woodrow Wilson International Center for Scholar, États-Unis, pp. 4-9.
- ZONGXIA, Cai (2004) « *Les ressources en eau et leur gestion en Chine* », in : *Géocarrefour*, Vol. 79/1.
[<http://geocarrefour.revues.org/index510.html> - Consulté le 18 février 2011].

Annexes

Annexe 1



Carte des projets de barrage sur la rivière Nu, en 2002.
(Source : *International Rivers Network*)

Annexe 2



Carte de la ville de Xiamen et des risques du complexe industriel

(Source : <http://www.mtholyoke.edu/>)

Annexe 3

Tableau synthétique des interviews

1er Interview : Laurence Vandewalle dans un café, place du Luxembourg, Bruxelles.

Date : 2 mars 2011, à 14h. Durée de l'interview : 1h30.

Fonction : Assistante parlementaire du Député européen Philippe Lambert, chargée pour le parti des écologistes (Verts-ALE) des relations avec la Chine.

Contenu : naissance du mouvement environnementaliste ; Rôle moteur de Liang Congjie et création de Friends of Nature ; prudence des premiers militants ; concept de la dissémination par l'éducation et la prise de conscience écologique ; action de l'Union Européenne en soutien aux ONG ; connaissance en Chine du mouvement écologique européen, pas l'inverse ; difficulté juridique d'implanter des ONG ; mouvement de la Chine vers le Green Capitalisme ; échange de contact, dont celui de Huan Qingzhai.

2e Interview : Professeur Éric Florence, à l'Institut Confucius, Liège.

Date : 31 mai 2011. Durée : 40 minutes.

Fonction : Professeur de langue chinoise et de sciences sociales, notamment sur les migrations.

Contenu : méthodologie ; structure théorique de la dissertation ; conseils sur la problématique ; grand apport bibliographique (Andrew Mertha, Yang Guobin, Jean-Louis Rocca...) ; rapport à la loi et théorisation de l'État chinois ; conseil pour la lecture de revue.

3e Interview : Professeur Qingzhi Huan, au « Research Institute of Marxism », Peking Center for Environmental Politics, Université de Pékin, Pékin.

Date : 23 juillet 2011. Durée : 1h10.

Langue anglaise.

Contenu : discussion sur l'influence des ONG ; question du leadership ; pas de leadership des ONG ; pas de mouvement environnemental unitaire ; rôle des médias ; les victoires environnementales nécessitent des hommes politiques ; opinion publique ; exemple de Xiamen où se sont les élites sociales qui ont dirigé la campagne ; le peuple n'est pas l'organisateur ; exemple de défaite des mouvements : projet nucléaire près de Chengdu (Sichuan) ; description des faits ; la population locale ne sait pas et ne se mobilise pas ; comparaison de cas ; les questions de « high politics » ne souffrent aucune contestation ; toute puissance des ministères économiques et du développement ; pas d'accès du mouvement protestataire aux prises de décision ; nombreux échanges de contact, dont Mei Chen à Hong-Kong et Ran Ran à Pékin.

4e Interview : professeure Ran Ran, à l'Université Renmin, Pékin.

Date : 27 juillet 2011. Durée : 40 minutes.

Langue anglaise.

Fonction : professeure de Science Politique spécialisée sur l'implantation des politiques environnementales chinoises.

Contenu : discussion sur Xiamen ; législation environnementale et implantation ; participation publique à Xiamen ; rôle des intellectuels ; insiste sur le rôle de Zhao Yufen, députée ; discussion sur l'enseignement en Europe et en Chine ; discussion sur la structure théorique du mémoire, et notamment de la fragmentation du pouvoir ; rôle moteur d'internet et de la communication ; transformation de la manière d'enseigner en Chine, ouverture vers l'international, surtout vers les voisins asiatiques ; contacts échangés, dont Fenshi Wu de l'université de Hong-Kong.

